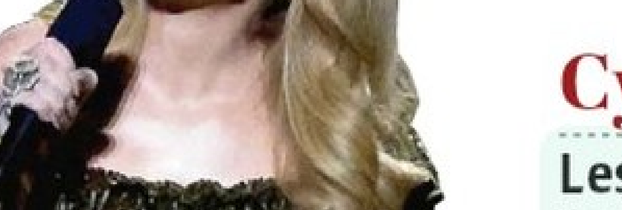
J.A. 1209 Genève / www.letemps.ch

LE TEMPS

CHF 4.50 / France € 4.50 LUNDI 26 AOÛT 2024 / N° 8009

Musique
A Munich, Adele livre un show où la démesure côtoie l'intimité PAGE 17



Cyber
Les pirates intensifient leurs fausses tentatives de «sextorsion» PAGE 9

Lundi Finance
Flexibles et moins encadrés, les fonds L-QIF font leurs débuts en Suisse PAGE 11

Portrait
La dessinatrice Lydie Meynet transmet l'histoire du Grand Genève PAGE 18

ÉDITORIAL

La montée de l'AfD, le défi allemand

STÉPHANE BUSSARD
@StephaneBussard

Allemagne, *quo vadis*? A une semaine d'élections régionales en Thuringe et en Saxe, les inquiétudes au sujet de notre grand voisin du nord s'accumulent. A commencer par la probable forte percée de l'extrême droite dans ces deux länder de l'ex-Allemagne de l'Est. Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, une formation d'extrême droite, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), pourrait devenir la plus forte formation politique au sein d'un land. La fin de la campagne électorale archi-dominée par le thème de l'immigration sera sans doute exacerbée par l'attaque au couteau commise vendredi à Solingen par un réfugié syrien.

Sous la férule de Björn Höcke, l'une des figures de proue du parti qui estime que le Mémorial de la Shoah à Berlin est un «mémorial de la honte», l'AfD s'est radicalisée. Certains constitutionnalistes allemands se demandent même si Berlin ne devrait pas destituer un gouvernement dirigé par l'AfD en Thuringe ou en Saxe.

Cette hypothèse paraît pourtant lointaine. Bien qu'en tête des sondages, l'AfD a peu de chance d'accéder au pouvoir régional. En face, l'Union chrétienne-démocrate (CDU), qui compte encore en ex-RDA, a décidé qu'il était impossible de former une coalition avec l'extrême droite. Elle laisse aussi entendre qu'elle ne souhaite pas travailler avec l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW), un parti d'extrême gauche qui refuse les livraisons d'armes à l'Ukraine.

> *Pour la CDU, il est exclu de former une coalition avec l'extrême droite*

Pour la CDU, ce sera un vrai casse-tête qui mine nombre de démocraties aujourd'hui, à commencer par la France: l'incapacité de former un gouvernement majoritaire. En Thuringe et en Saxe, deux des trois parties de la coalition gouvernementale du chancelier Olaf Scholz, les Verts et les sociaux-démocrates (SPD), s'effondrent et pourraient même disparaître des parlements régionaux. Pour la CDU, le choix est cornélien: coopérer à son corps défendant avec le parti de Wagenknecht ou opter pour une coalition minoritaire par définition très instable.

Pour l'Allemagne, dont la menace de récession économique se précise, le test électoral du 1er septembre est majeur. Il donnera une indication essentielle sur l'importance de la vague populiste (l'AfD et le BSW pourraient obtenir ensemble plus de 45% des suffrages). Il livrera de précieux enseignements sur la manière dont les partis traditionnels s'apprêtent à gérer l'extrême droite. Il remettra une nouvelle fois en évidence le fossé avant tout culturel entre les deux parties de l'Allemagne depuis la réunification en 1990. Il va enfin déstabiliser davantage encore le gouvernement d'Olaf Scholz dont la popularité est en berne, surtout à l'Est.

Dans l'est de l'Allemagne, l'extrême droite en pole position

TENSIONS L'AfD est en tête des sondages à six jours des élections régionales en Thuringe et dans la Saxe. Un front républicain devrait lui barrer la route mais le parti dicte le ton de la campagne

■ Dans ces deux régions de l'est de l'Allemagne, de nombreux habitants se sentent déclassés et voient dans les promesses de la formation d'extrême droite des espoirs de changement. Reportage

■ Perpétrée vendredi à Solingen, une attaque a suscité une vive émotion dans tout le pays et fait monter la pression. Un Syrien a avoué être l'auteur des coups de couteau qui ont tué trois personnes

PAGE 5

Passes d'armes dans le ciel du Proche-Orient



CONFLIT Israël a mené, dimanche, des frappes aériennes au Liban et a affirmé avoir déjoué une attaque à grande échelle du Hezbollah. Ce dernier s'est, lui, prévalu d'avoir lancé des centaines de roquettes et de drones, dont plusieurs ont été interceptés – ici à l'image. (NORD D'ISRAËL, 25 AOÛT 2024/ JALAA MAREY/AFP)

PAGE 4

Les remèdes de Pierre Maudet

SYSTÈME DE SANTÉ Après quelques mois de discrétion depuis son entrée en fonction en juin 2023, le conseiller d'Etat genevois chargé du Département de la santé et des mobilités présente au *Temps* ses réflexions et ses actions sur le front sanitaire. Il compte bien faire bouger les lignes, tout d'abord avec son projet de caisse maladie publique. Mais il n'oublie pas les défis de santé publique, notamment en termes de médecine préventive et personnalisée.

PAGE 3

Des navires volants véloces mais fragiles

COUPE DE L'AMERICA Seize régates préliminaires ont été disputées au large de Barcelone. Plusieurs courses furent émaillées d'ennuis techniques.

■ Tenant du titre, Emirates Team New Zealand semble dominer les équipes concurrentes, mais ces dernières n'ont pas abattu tous leurs atouts

PAGE 15

Les vert'libéraux envers et contre tout

POLITIQUE En acceptant de soutenir l'initiative sur la biodiversité ce samedi, les délégués du Parti vert'libéral (PVL) réunis en assemblée ont désavoué la position de leur président, Jürg Grossen. Un épisode qui ne rassure pas sur l'image exsangue que donne la formation qui a perdu six de ses 16 sièges lors des élections fédérales de 2023. Pas question pour autant de rejoindre le giron d'un autre parti, a assuré son président. «En fusionnant, le PVL deviendrait l'alibi écologiste du Centre ou du PLR», précise l'ex-conseillère vaudoise Isabelle Chevalley.

PAGE 7

LE TEMPS
Avenue du Bouchet 2
1209 Genève
Tel +41 22 575 80 50

www.letempsarchives.ch
Collections historiques intégrales: Journal de Genève, Gazette de Lausanne et Le Nouveau Quotidien.

INDEX

SERVICE ABONNÉS:
www.letemps.ch/abos
022 539 10 75



Le populisme mis en lumière

OPINION



ANTOINE MAURICE
ANCIEN RÉDACTEUR EN CHEF DU «JOURNAL DE GENÈVE»

Avec la dégradation planétaire et la montée de la violence interne et internationale, l'accès au pouvoir du populisme sous des formes diverses compte comme une tendance lourde du siècle encore neuf. Les écrits sur le populisme se multiplient, à la faveur de la croissance de partis et de gouvernements populistes dans le monde, y compris parmi les démocraties occidentales. Ce mouvement propose un défi considérable de compréhension de ses causes et de ses effets. On ne peut en effet se contenter de rapporter le populisme d'aujourd'hui à des séquences historiques comme le fascisme ou autres régimes autoritaires. On ne peut en limiter le surgissement contemporain à la seule conjoncture politico-sociale, par exemple les laissés-pour-compte de la mondialisation.

Dans son ouvrage *Des foules et du populisme. Au regard de l'histoire et des affects* (Editions Campagne Première, avril 2024), le Genevois Pierre de Senarclens, historien, professeur émérite de science politique à l'Université de Lausanne, propose un essai de lecture convaincante. Il articule les événements conjoncturels de l'évolution économico-politique avec les ressorts psychosociaux du populisme.

Le travail repose sur une analyse historique de notions clés apparues au XIXe siècle: le peuple, sa souveraineté et les représentations idéologiques qui les fondent dans leurs évolutions respectives. La souveraineté du peuple issue des Révolutions française et américaine est à la fois le but et l'instrument par lequel ces révolutions ont abattu l'Ancien Régime. Il s'agissait de créer la représentation du peuple sous la forme parlementaire, puis d'inscrire cette représentation à l'intérieur d'un cadre institutionnel par des limites légales. Le peuple, sujet de la représentation, se métamorphose pour sa part, évoluant de la simple population au peuple composé de citoyens, puis à la foule et à la masse des régimes totalitaires.

Car dès lors qu'une part de pouvoir lui est attribué, le peuple, fort de sa légitimité reconnue, se rebelle par des manifestations de rue, émeutes et autres turbulences, que de telles revendications de pouvoir soient autonomes ou instrumentalisées par les autres, les partis notamment.



Des Hongrois manifestent leur soutien au premier ministre Viktor Orban lors de son discours célébrant le 65e anniversaire du soulèvement contre l'occupation soviétique. *(BUDAPEST, 23 OCTOBRE 2021/ATTILA KISBENEDEK/AFP)*

Le mythe rousseauiste de la volonté générale, source supposée de la souveraineté du peuple, persiste après la Révolution française. Au fil du XIXe siècle, le suffrage s'élargit, accouchant de formes de représentation parlementaire plus démocratiques. Le nationalisme s'affirme à son tour, détenteur de la souveraineté nationale. Il affine les formes de la représentation parlementaire. En présidant cependant à l'ère des foules puis des masses, il exacerbe les passions populaires. L'histoire des démocraties dites libérales – les nôtres – s'emboîte dans cette genèse conflictuelle de la souveraineté.

Aux XIXe et XXe siècles, Pierre de Senarclens met au jour le substrat affectif des mutations politiques du peuple et de sa représentation politique. Il fait appel aux auteurs qui l'ont précédé sur la psychologie des foules en proie à des meneurs souvent irrationnels. Sigmund Freud, le psychosociologue de *Malaise dans la civilisation*, offre un éclairage décisif. Le père de la psychanalyse élabore le terrain affectif sur lequel repose la relation entre la subjectivité de l'individu et les normes sociales. L'individu réclame aussi fortement la sécurité des normes pour sa protection qu'il s'empresse de s'en affranchir. Freud souligne l'idéalisation du chef dans nombre de collectivités. Cette idéalisation est source d'obéissance mais plus profondément, comme c'est le cas dans les religions, elle cause l'exaltation narcissique de l'individu qui idéalise le chef en construisant une identification gratifiante pour sa personne. Freud fait dès lors apparaître la différence essentielle entre la réalité politique et la réalité psychique. Les deux sont aussi réelles qu'opérantes dans la vie des sociétés. De ces deux réalités naissent des représentations idéologiques contradictoires. Ces dernières conduisent à travers les avatars successifs de la représentation populaire à la construction démocratique et républicaine.

Après 1945, le déclin des grands récits idéologiques fait place dans les pays industrialisés à une croissance de l'individualisme liée à la prééminence de l'économie de marché et à l'influence des médias. Il en résulte en termes freudiens une «culture du narcissisme». L'individualisme est tel qu'il laisse peu de place au vivre ensemble: la culture du «tout, tout de suite» domine chez les individus devenus incapables de différer leurs attentes, à l'instar du sentiment de toute-puissance de l'enfant. Cette impatience s'accompagne du regain des émeutes et de crises de la représentation populaire.

A la chute du mur de Berlin en 1989, l'abolition des régimes totalitaires et la victoire du monde capitaliste, certains en Occident croient l'histoire finie. Or, loin de conduire à un nouvel ordre international, cet optimisme ne durera pas car guerres civiles et guerres internationales se renouvellent, tandis que nombre d'Etats sombrent dans l'insécurité interne, voire la faillite. Cela débouche sur un nouvel affaiblissement de la souveraineté nationale et de l'Etat. L'insécurité devient collective. Les démocraties naviguent désormais entre pragmatisme et désillusion. Les partis, l'Etat et le gouvernement peinent à définir un projet politique cohérent. La multiplicité des demandes sociales, l'éparpillement des allégeances politiques traditionnelles conduisent au délitement des légitimités et de l'autorité en général. La voie s'ouvre aux penchants et aux décisions démagogiques où s'épanouissent les populismes.

Reste à proposer une interprétation historique du phénomène populiste. Le texte passe en revue les formes diverses du populisme au pouvoir ou en formation dans les démocraties occidentales. Des Etats-Unis pénétrés par le trumpisme à Orban de Hongrie, en passant par l'Italie, la France, le Royaume-Uni du Brexit, l'Allemagne de l'Alternative AFD, l'Autriche, la Suisse et les formes latino-américaines.

Atteintes de populisme, les démocraties souffrent dans l'ébranlement de leur souveraineté nationale, menacée d'illégitimité

Le culte du chef, la fièvre identitaire qui anime les sociétés et les fragmente en communautés concurrentes, le rôle éminent des médias et des réseaux sociaux dans cette fragmentation, l'usage du mensonge et de la désinformation parfois complotiste, la grossièreté langagière, la violence de rue: autant d'éléments constitutifs du populisme qui favorisent l'érosion de la civilité et de l'ordre légal.

Le dernier chapitre avance une interprétation. Le trumpisme récent et vraisemblablement à venir est emblématique. Atteintes de populisme, les démocraties souffrent dans l'ébranlement de leur souveraineté nationale, menacée d'illégitimité. Les turbulences de foules intempérantes, la contestation de toute valeur élitiste entravent la démocratie libérale dans son fonctionnement.

Le livre conclut néanmoins sur la résilience des démocraties occidentales. Dans la phase actuelle de bouleversement géopolitique, le régime du droit et des libertés – dans l'Union européenne et aux Etats-Unis – résiste aux attaques, parfois à l'hostilité ouverte de ses ennemis populistes. Le modèle démocratique démontre au total une validité supérieure pour la partie du monde attachée à une vision rationnelle du politique, porteuse aussi d'espérance. ■

Des Foules et du populisme. Au regard de l'histoire et des affects par Pierre de Senarclens (Editions Campagne Première, avril 2024)

La quadrature de la vérité

DU BOUT DU LAC

On vous ment, on ne vous dit pas tout, on vous manipule, ne croyez pas ce qu'on vous dit, pensez par vous-même, faites vos propres recherches, méfiez-vous de tout, voici la vérité sur ceci, enfin la vérité sur cela. Voilà, jetées en vrac et résumées à la hache, les injonctions en vogue du gueulophone global. Elles ne vous auront pas échappé.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la vérité est sur toutes les lèvres et dans toutes les bouches. Contestée, défiée ou martelée à tous les coins de rue, la vérité obsède. Et voilà qu'elle m'intrigue.

Les esprits les plus rationnels, pour commencer par eux, se réunissent à son chevet comme en cellule de crise. L'information ayant échappé aux monopoles historiques de sa distillation quotidienne, le vertige est total dans les bastions autrefois seuls autorisés. Maintenant que tout le monde a un avis sur tout et que les *fake news* font jeu égal ou presque avec les *news* tout court, comment trier le bon grain de l'ivraie? La question est légitime, pour ne pas dire nécessaire et urgente, mais la réponse n'a pas fini de se faire attendre.

Les esprits les plus méfiants, incrédules ou, paraît-il, éveillés, ceux à qui on ne la fait pas, partagent paradoxalement la même obsession. Suspecter tout le monde de mentir, des médias aux gouvernements en passant par les scientifiques, c'est déclarer en creux son amour de la vérité supposément escamotée, trahie, cachée, manipulée.

Le rencontre entre ces deux cohortes, rencontre souvent bruyante et de plus en plus violente, est donc l'improbable et vain combat de deux adversaires poursuivant un objectif étonnamment commun: la recherche et l'établissement définitif de la vérité.

On pourrait être tenté de régler le problème en supprimant l'objet de toutes les convoitises, comme ces tribus primitives qui détruisaient périodiquement la richesse accumulée pour prévenir les embrasements. Ici, cela reviendrait à en finir pour de bon avec la vérité, façon Derrida lu en diagonale. On déclarerait la vérité nécessairement relative en toutes choses et en toutes circonstances, on la viderait de sa substance pour la rendre inopérante.



ALEXIS FAVRE
PRODUCTEUR D'«INFRAROUGE» (RTS)

Contestée, défiée ou martelée à tous les coins de rue, la vérité obsède. Et voilà qu'elle m'intrigue

C'est tentant, oui, mais peut-être un peu court. Si plus rien n'est vrai, plus rien n'est faux, alors plus rien n'est. Hypothèse malheureusement démentie par l'intuition, ou par le soleil si vous préférez, lui qui s'obstine à se lever à l'est tous les matins.

Autre option éventuellement pacificatrice: reléguer la vérité au dernier rang de ce qui compte. Pour lui préférer, en toutes choses et toutes circonstances toujours, la croyance, l'opinion, et pourquoi pas la pulsion. Problème de cette stratégie: nos ancêtres s'y sont essayés pendant des millénaires, avec des résultats globalement très discutables.

Comment sortir alors de la servitude dans laquelle nous enferme cette vérité qui ne cesse de nous tarauder, pour le meilleur et pour le pire? Peut-être par la dilution.

Il s'agirait par exemple d'accepter que la vérité soit aussi nécessaire qu'insuffisante. A nouveau en toutes choses et toutes circonstances. Qu'isolée et pure, précipitée dans une fiole de chimiste définitif, la vérité ne pèse pas bien lourd. Et qu'elle ne peut libérer son plein potentiel, comme tout principe actif, qu'au prix d'un mélange avec autre chose, fût-ce un excipient.

Les possibles me semblent assez nombreux, dans la pharmacopée des valeurs. La beauté, la bonté, le respect, l'honneur. L'honnêteté, la sincérité, aussi. Et puis la poésie, la grâce, le merveilleux. Ou l'amour. Autant d'alliés potentiels, qui seraient autant d'alliages efficaces.

Je ne croirais qu'en un Dieu qui saurait danser, disait le philosophe à moustache. Il avait raison. Ne laissons plus la vérité faire tapisserie. ■

Pierre Maudet, des remèdes pour Genève

PROGRAMME Le magistrat vient de nommer David Hiler, ancien conseiller d'Etat, pour diriger le groupe de travail qui planche sur son projet phare: la caisse maladie publique. Dans cet entretien, il livre aussi ses réflexions sur le système de santé

PROPOS RECUEILLIS
PAR ANNICK CHEVILLOT
X @chevillot_a

INTERVIEW



Pierre Maudet: «Le système de soins est lui-même victime d'une maladie chronique qui est l'augmentation continue de ses coûts.» *(GENÈVE, 21 MARS 2024/ MARTIAL TREZZINI/ KEYSTONE)*

Le chef du Département genevois de la santé et des mobilités est resté discret sur ses actions sanitaires depuis son entrée en fonction en juin 2023. Pierre Maudet passe désormais la vitesse supérieure et détaille pour *Le Temps* ses actions concrètes. Son projet phare, la caisse maladie publique, avance: il vient de nommer David Hiler à la tête du groupe de travail, composé de 12 personnes, qui planche sur le projet. Le ministre cantonal de la Santé veut faire bouger les lignes de manière forte et visible.

Vous êtes à la tête du Département genevois de la santé depuis le mois de juin 2023. On vous a encore peu entendu sur le sujet, pourquoi? Tout simplement parce que le sujet de la santé était nouveau pour moi. Il m'a donc paru essentiel de commencer par écouter les professionnels aux niveaux genevois, national et transfrontalier. Que ce soit aux HUG, dans le secteur privé ou avec les médecins de premiers recours. J'ai aussi dû appréhender la question très émotionnelle du post-covid: la fatigue des équipes soignantes demeure élevée. Ces retours du terrain m'ont permis de prendre des décisions, notamment avec le retrait de la clause du besoin dans trois spécialités médicales. J'ai également agi en soutenant l'innovation et la recherche de haut niveau menées au Campus Biotech, et en entreprenant une réorganisation des urgences ambulatoires.

Est-ce que les changements et les tensions de ces derniers mois à l'Office cantonal de la santé ont ralenti vos envies de réformes? Je ne parlerais pas d'envies, mais plutôt de nécessités. Il m'est apparu assez rapidement qu'il était urgent de répondre aux nouveaux défis de santé publique. Ils ne sont pas forcément toujours exprimés ou visibles. Par exemple: l'accroissement massif de la comorbidité dans une population vieillissante qui tient à rester le plus longtemps à domicile, la vulnérabilité psychique qui prend une dimension inquiétante, la paupérisation d'une partie de nos citoyens avec son impact néfaste sur l'exposition aux maladies cardiovasculaires ou encore les nouvelles addictions. Ces paradigmes ne sont pas encore pleinement intégrés dans les réflexions politiques.

En ce moment, je suis en train d'approfondir, dans la perspective du budget 2025, les pistes qui s'ouvrent en matière de médecine préventive et personnalisée. Ces réformes vont par ailleurs nécessiter du temps et beaucoup d'énergie pour rassembler l'ensemble des acteurs concernés. Mais je ne veux pas éluder votre question: c'est aussi parce qu'il y a un changement de personnes que les réformes deviennent possibles. Il va falloir accepter de sortir de sa corporation, de son entité ou de son territoire pour trouver des compromis socialement acceptables. C'est un impératif si on veut éviter une faillite de notre système de soins à moyen terme avec une société qui laisse définitivement sur le carreau les plus fragiles. Il est donc nécessaire de définir les concessions que nous sommes prêts à faire.

Au canton, vous êtes prêts à faire quelles concessions? Tout est possible. Je suis prêt à bouger sur plusieurs plans. A Genève, on a la chance d'être dans un canton qui possède de nombreux leviers d'action: un hôpital universitaire, un certain volume de population et une capacité contributive assez forte. Le canton a du poids aux niveaux régional et fédéral. Mais le premier élément qui doit paramétrer le débat, c'est de s'accorder sur la grammaire. Et là aussi, je me suis rendu compte, en prenant mes fonctions, que lorsqu'on parle du système de santé, très vite on dévie sur le système de soins. Si on se focalise sur la maladie et les coûts qu'elle génère, on aboutit très vite à des débats stériles sur le nombre de prestations remboursées. J'ai le sentiment qu'on loupe une étape en réfléchissant de la sorte.

«Il va falloir accepter de sortir de sa corporation, de son entité ou de son territoire pour trouver des compromis socialement acceptables»

Les deux questions centrales pour moi sont: est-ce qu'il n'y a pas trop de malades? Et que peut-on faire en amont de la maladie? Le système de santé coûte plus de 90 milliards de francs par an, mais quelle est la part de ce montant qui permet de limiter le nombre de malades? Tout incline dans le système – que l'on soit à la tête d'un hôpital ou d'une faîtière de médecins – à alimenter ledit système. Le revenu des professionnels est dépendant des soins prodigués aux malades. Je ne peux m'empêcher de penser que le système de soins est lui-même victime d'une maladie chronique qui est l'augmentation continue de ses coûts. Mon premier jalon consiste à moins s'occuper des prestations et à plus se focaliser sur la réduction du nombre de malades. C'est une partie de l'action qui est la mienne: celle de la prévention, de l'amélioration des conditions de vie et de la détection précoce des pathologies. Je pense que c'est un volet de la santé publique qui est très noble et qui donne tout son sens à l'hôpital public. Une approche pour le bien-être de la collectivité, qui se transcrit ensuite individuellement.

La prévention est donc votre priorité? Mon premier axe, c'est effectivement d'essayer, dans un contexte d'augmentation massive des maladies chroniques non transmissibles, d'agir en amont. Si on sort de la vision purement médicale du malade et qu'on considère les patients comme des citoyens, on peut en faire des partenaires aptes à gérer leur capital santé. La médecine personnalisée et de précision est un enjeu prioritaire pour moi. Les progrès de la science nous permettent de construire des algorithmes complexes avec une précision impressionnante en termes de prédiction du développement de maladies graves telles que l'alzheimer, les atteintes cardiovasculaires ou le cancer. J'ai établi d'autres priorités disponibles dans le programme de législature 2023-2028. Genève s'inscrit dans un contexte particulier. C'est un canton cosmopolite, ouvert sur le monde, riche en termes de PIB, qui dépasse de 35% la moyenne suisse. Mais en dépit de ces atouts, les inégalités sont fortes: le taux de chômage avoisine les 10%, plus du double de la moyenne suisse. La dernière enquête sur la santé révèle qu'en termes de perception de la qualité de vie, Genève est mal placé, ceci malgré des dépenses de santé élevées. Les données de santé mentale interpellent: le nombre d'hospitalisations de jeunes de 10 à 24 ans pour des troubles psy est en augmentation constante ces dernières années, +26% entre 2021 et 2022. Avec l'évolution à la hausse des facteurs de risque cardiovasculaire, c'est une problématique alarmante.

Sur quelles bases allez-vous travailler pour mettre en place ces programmes? Comme je l'ai dit, il faut faire en premier lieu un effort sur la prévention primaire pour garder le capital santé de la population, et sur le dépistage précoce des maladies en prévention secondaire; et en second lieu, sur l'excellence des soins lorsque la maladie est déclarée. Pour ce faire, il faut veiller à la relève, aux soignants de demain, susciter des vocations, éviter la désertification du domaine de soins. Dans cette perspective, les nouveaux contrats de prestations des HUG et de l'Imad [Aide et soins à domicile du canton de Genève, ndlr], qui définissent les missions et prestations de ces établissements publics, mettent l'accent, entre autres, sur la formation et la relève.

Et les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) dans tout ça? Ils sont un instrument de santé publique incontournable. Cet hôpital est le navire amiral des institutions de santé genevoise. Un pôle d'excellence et de compétences dont l'un des enjeux est d'aller au-delà de ses murs. Car, dans la décennie à venir, l'hospitalisation à domicile va être un défi majeur. Ce qui implique d'intégrer l'Imad dans la réflexion et d'examiner des méthodes innovantes d'intervention comme dans les différents modèles de maisons de santé ou encore en télémédecine pour la gestion des urgences ambulatoires.

«Les HUG sont un instrument de santé publique incontournable»

Une de vos promesses de campagne était la caisse publique cantonale. Où en êtes-vous avec ce projet? Les travaux préparatoires ont débouché sur un rapport du Conseil d'Etat, présenté en juin dernier au parlement cantonal. Ce rapport a été bien accueilli et renvoyé en commission pour examen et retour dans les six mois. En parallèle, un groupe d'experts a été constitué pour approfondir et développer le modèle envisagé. Il a démarré ses travaux ce mois d'août. J'en ai confié la présidence à l'ancien conseiller d'Etat David Hiler. Il devrait rendre ses résultats avant la fin de l'année en cours. A ce stade, tout est ouvert (réseaux de soins, collaboration avec une assurance maladie sélectionnée sur appel d'offres, partenariats avec des prestataires de soins, etc.), l'objectif est de dépasser les blocages.

Mon projet de caisse publique ne consiste pas simplement à créer une nouvelle assurance maladie en plus de celles déjà existantes: cela n'aurait strictement aucun sens! La caisse publique n'a de sens que si elle est adossée à un réseau de soins fort et qu'elle permet de contenir l'augmentation des primes. Il s'agit de tester un nouveau modèle, par capitation [rémunération des médecins au forfait par patient et non plus à l'acte, ndlr], comme ce qui se fait avec le réseau de soins intégrés de l'Arc jurassien. Cela montre que d'autres modèles sont possibles. Il est nécessaire d'étudier en profondeur l'approche par capitation et les liens à créer avec les réseaux de soins intégrés. Cette démarche incite à accélérer la numérisation du système de soins. Ce dernier paramètre est essentiel dans la perspective d'une diminution des coûts, sans diminution des prestations.

Pourquoi avoir choisi David Hiler pour présider ce groupe? Tout d'abord parce qu'il a une lecture financière pointue. Comme il n'est pas médecin, ni spécialiste de santé publique, il pourra piloter les débats de façon assez neutre, tout en connaissant parfaitement les enjeux politiques. Il est entouré de 11 spécialistes: un économiste de la santé, une juriste de la santé, un ancien responsable financier du CHUV, une spécialiste des réseaux des soins, la vice-présidente des médecins genevois, un spécialiste du financement des assurances sociales et plusieurs délégués de l'administration.

Vous avez prévu de rester combien de législatures, pour ce qui s'apparente aux 12 travaux d'Hercule? *(Rires.)* Ça, ça dépend des électeurs. Plus sérieusement, certains projets existent déjà, mais il est difficile de les mettre en application. J'ai donc établi une feuille de route qui ne s'arrête pas à cette législature. D'une certaine manière, je vais appliquer ce slogan qui veut qu'on ne travaille pas pour une prochaine élection, mais pour la prochaine génération. Dans le domaine de la santé, je pense que c'est assez juste comme réflexion. Quant au rôle du politique, et je reprends la métaphore médicale, c'est de piquer. Comme le ferait un acupuncteur. Mon rôle est de cibler les bons méridiens pour stimuler et provoquer une réaction. Mon but n'est pas de rester dans l'énoncé verbal, mais de concrétiser les réformes nécessaires. ■

Le Hezbollah a mis sa menace à exécution

PROCHE-ORIENT Dimanche à l'aube, le mouvement chiite libanais a lancé 320 roquettes et une centaine de drones vers Israël. En riposte, l'Etat hébreu a mené des attaques aériennes massives dans le sud du Liban. Une escalade retombée tout aussi rapidement qu'elle a débuté

SOPHIE WOELDGEN, SUD-LIBAN
@SophieWoeldgen

REPORTAGE



Depuis le début des hostilités entre le Hezbollah et Tel-Aviv, en octobre dernier, 110 000 Libanais ont dû quitter leur village, selon un rapport publié le 13 août par l'Organisation internationale pour les migrations – un chiffre en hausse constante. *(KHIAM, AU SUD DU LIBAN, 23 AOÛT 2024/RABIH DAHER/AFP)*

Vers 4h dimanche matin, les premières détonations ont réveillé Hussein en sursaut. «Depuis, cela ne s'arrête pas. Les avions bombardent en continu. Il y a les drones aussi, et l'artillerie», décrit-il en milieu de matinée depuis les environs de Tyr, une ville côtière située à une vingtaine de kilomètres de la frontière israélienne.

A Marjayoun, village chrétien du Sud-Liban jusqu'ici relativement épargné par la guerre, Louis vit une expérience similaire. «L'attaque était bien plus dure que tout ce qu'on aurait pu imaginer. Les bombardements les plus proches sont tellement puissants qu'ils ont cassé les vitres de la maison», affirme-t-il.

Les bombardements israéliens de dimanche sont inédits tant par leur intensité que par la profondeur des frappes puisque 31 villages libanais et leurs environs ont été visés depuis l'aube et jusqu'à 10h30. Pratiquement dans le même temps, le Hezbollah annonçait avoir lancé 320 roquettes Katouchia et une centaine de drones en direction de 11 bases militaires israéliennes.

Israël dit avoir évité le pire

L'armée israélienne a annoncé la mort d'un soldat de la marine lors de cette opération synonyme de riposte, un peu moins d'un mois après l'élimination en plein cœur de Beyrouth de Fouad Chokor, le chef militaire du mouvement chiite le 30 juillet dernier. Par la voix de son secrétaire général adjoint, Naim Qassem, le mouvement chiite avait affirmé, le 16 août dernier, que les représailles à l'assassinat du commandant étaient planifiées et se concrétiseraient.

Les conséquences en Israël auraient-elles pu être plus graves? Ces bombardements ont fait trois morts, selon les autorités libanaises. L'armée israélienne soutient avoir détruit «des milliers de plateformes de lancement de roquettes» dans le cadre de frappes préventives menées dimanche matin, après avoir compris que le Hezbollah se préparait à mener une opération militaire d'ampleur.

L'Etat hébreu accuse aussi le mouvement chiite d'avoir planifié des attaques imminentes sur les bases du Mossad et du renseignement israélien à Tel-Aviv. Le Hezbollah nie ces accusations et affirme que les attaques de drones ont eu lieu «au moment et à partir des plateformes de lancement qui avaient été prévus».

Civils de plus en plus touchés

Ces dernières semaines, les affrontements s'étaient déjà intensifiés au sud du pays. Plus un jour ne passait sans que les partis de la «résistance» (le Hezbollah, son allié chiite Amal et le Hamas) n'annoncent la mort d'un de leurs hommes. Au moins 470 combattants ont été tués selon un décompte de l'AFP. Des attaques qui épargnent de moins en moins les civils. Plus de 131 d'entre eux ont perdu la vie depuis le 8 octobre dernier. De l'autre côté de la frontière, 23 militaires et 26 civils ont également été tués, selon les autorités israéliennes.

Assaad Abbas, un retraité de 66 ans, buvait son café sur la terrasse d'un restaurant lorsqu'un drone a ciblé une voiture qui traversait le centre-ville de Marjayoun, il y a une dizaine de jours. Un combattant du Hezbollah a été tué. Neuf blessés ont été évacués à l'hôpital. «C'était un massacre, rapporte Assaad Abbas. Il y avait un enfant de 3 ans. Son estomac ressortait de son ventre... C'était horrible.»

> **«De nombreux arbres fruitiers sont partis en fumée. Je ne sais pas comment on va faire»**
> MOUNA, RÉFUGIÉE DANS LE VILLAGE DE HABBARYEH

Originaire de Khiam, la localité voisine située à six kilomètres, toujours au sud du pays, Assaad Abbas s'est réfugié à Marjayoun après qu'un bombardement a endommagé sa maison. Comme lui, plus de 110 000 Libanais ont dû quitter leur village, selon un rapport publié le 13 août par l'Organisation internationale pour les migrations – un chiffre en hausse constante. Depuis l'intensification des combats, de nombreuses localités à la frontière sont devenues quasiment inaccessibles. A défaut d'avoir suffisamment de moyens pour s'installer à distance des affrontements, les Libanais comme Assaad Abbas fuient dans les villages du sud un peu moins touchés par les bombardements.

Nuages de phosphore blanc

Habbaryeh est l'un de ces villages refuge. Depuis cet été, une cinquantaine de familles venant des collines voisines de Kfarchouba, beaucoup plus malmenées par la guerre, s'y sont installées. «On a été l'une des dernières familles à partir, raconte Mouna, la quarantaine. On n'a pas les moyens de louer un logement ailleurs, alors on est venus ici, où une famille nous a prêté une partie de sa maison, assure cette mère de famille. On a l'habitude des provocations israéliennes mais on est fatigués de cette situation qui a duré beaucoup trop longtemps.» Pour Mouna, comme pour de nombreux habitants du Sud-Liban, une région qui vit de l'agriculture, les pertes sont déjà lourdes: «De nombreux arbres fruitiers sont partis en fumée. Je ne sais pas comment on va faire.»

Bien que situé à huit kilomètres de la frontière, le centre de Habbaryeh n'a été qu'une seule fois touché depuis le début du conflit. Sept secouristes ont été tués dans la frappe qui a visé un centre de secours au printemps dernier. Mais même si le village se trouve à l'abri des bombardements immédiats, les habitants endurent au quotidien les conséquences de la guerre. Pendant que Mohammad Shahar, un militaire à la retraite, escalade les décombres du site, trois détonations résonnent. Le phosphore blanc se déploie en nuages opaques autour de la colline voisine. Puis se volatilise. Son odeur irrite la gorge, brûle les yeux. «C'est tous les jours ainsi, précise Mohammad en se réfugiant chez lui. On a pris l'habitude.»

L'escalade de dimanche a surpris par son ampleur, mais est retombée tout aussi rapidement qu'elle a commencé. «Les oiseaux volent à nouveau dans le ciel», rapporte Louis, habitant de Marjayoun. Mais le calme est précaire. A chaque escalade, le spectre d'une guerre régionale se ravive. Et alors qu'Hassan Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah, a annoncé dimanche soir que l'Iran et les houthis devaient encore répliquer, le premier ministre israélien Benyamin Netanyahou a, quant à lui, prévenu qu'Israël n'avait pas dit «son dernier mot». ■

SUR LE FIL

Une délégation israélienne est arrivée au Caire dimanche pour le début de nouveaux pourparlers autour de la question d'un cessez-le-feu à Gaza Comme précédemment, le Hamas ne prend pas directement part aux discussions mais est tenu au courant d'éventuelles avancées. ATS

Le Ministère de la santé du Hamas annonce un nouveau bilan de 40405 morts dans l'enclave palestinienne depuis le début de la guerre avec Israël. Au moins 71 personnes ont été tuées depuis samedi. Le ministère recense désormais 93468 blessés à Gaza depuis le 7 octobre. AFP

La Suisse appelle les parties au conflit au Proche-Orient à engager des négociations sur un cessez-le-feu pour Gaza. S'exprimant sur X, la Confédération les exhorte également «à privilégier le dialogue et à s'abstenir de toute action pouvant aggraver la situation». ATS

EN BREF

Une nouvelle loi sur «la morale» en Afghanistan inquiète l'ONU

La mission de l'ONU en Afghanistan s'est déclarée, dimanche, «préoccupée» par une loi récemment ratifiée par les autorités talibanes, qui impose notamment de nouvelles restrictions aux femmes. Cette nouvelle législation de 35 articles, annoncée mercredi, contrôle potentiellement tous les aspects de la vie des Afghans, sociale et privée, dans une interprétation ultra-rigoriste de la charia. La loi prévoit des sanctions graduées en cas de non-respect – allant des avertissements verbaux aux menaces, amendes et détentions à la durée variable. Elle stipule notamment que les femmes doivent se couvrir le visage et le corps si elles quittent la maison, et veiller à ce que leur voix ne soit pas entendue. De nombreux éléments de la loi sont déjà en vigueur de manière informelle depuis le retour au pouvoir des talibans en août 2021, et les femmes subissent déjà le plus gros des restrictions qualifiées par l'ONU d'«apartheid de genre». AFP

Quand l'AfD dicte l'agenda

ALLEMAGNE Le parti n'a pas eu besoin d'une attaque au couteau meurtrière perpétrée vendredi par un réfugié pour séduire en Thuringe, à l'est du pays. Ses concurrents tentent de limiter les dégâts mais se laissent influencer par la formation d'extrême droite

DELPHINE NERBOLLIER, ERFURT
𝕏 @delphnerbollier

REPORTAGE



Ex-professeur de sport et d'histoire, Björn Höcke dirige l'AfD en Thuringe. Sa radicalité est sa marque de fabrique. (APOLDA, THURINGE, 18 AOÛT 2024/JENS SCHLUETER/AFP)

Le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) a choisi la «place de l'Amitié entre les peuples», dans le nord d'Erfurt, capitale de la Thuringe, pour l'un de ses meetings de campagne. Dans moins d'une semaine, le 1er septembre, les électeurs de cette région et de la Saxe voisine se rendront aux urnes pour renouveler leurs parlements régionaux.

Pour l'AfD, qui caracole en tête des sondages avec environ 30% d'intentions de vote dans ces deux régions, l'enjeu est immense. Pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale, un parti d'extrême droite pourrait prendre la direction d'une région allemande. Et pour cette formation, l'attaque au couteau survenue vendredi soir à Solingen, à quelque 350 kilomètres de là, tombe à point nommé. Vingt-quatre heures après les faits, un réfugié syrien s'est rendu et a avoué être l'auteur des coups qui ont coûté la vie à trois personnes et fait huit blessés dans une fête de village. L'Etat islamique affirme se cacher derrière cet acte sans que, pour l'heure, un lien clair puisse être établi. Une enquête a été ouverte dimanche par le parquet antiterroriste allemand.

«Seul contre tous»

Dans ce quartier aux barres d'immeubles typiques de l'architecture communiste de l'ex-RDA, quelques centaines de partisans attendent une seule et unique personne, Björn Höcke, le patron de l'AfD en Thuringe et l'une des figures les plus radicales et polarisantes du parti. A quelques mètres de là, séparés par un cordon de police, une cinquantaine de contre-manifestants scandent «Björn Höcke est un nazi».

Soudain, le tribun tant attendu monte sur la petite estrade. Durant une vingtaine de minutes, cet homme au regard bleu acier, vêtu d'un jean et d'une chemise blanche, harangue la foule. L'élection à venir peut marquer le «début d'une autolibération» des Allemands envers un «cartel de partis» qui se coalisent contre l'AfD. «Seul contre tous», il accuse la classe politique de vouloir «la fin du peuple allemand», d'endoctriner les élèves à l'école, de favoriser une politique migratoire qui pousse au métissage.

«Mère de tous les problèmes», l'immigration doit être stoppée et l'asile «limité dans le temps», estime cet ancien professeur de sport et d'histoire, condamné deux fois pour avoir employé des expressions nazies en public. Et d'oser un terme qui, il y a encore quelques mois avait fait descendre des millions d'Allemands dans les rues, celui de «remigration» ou de renvoi des étrangers en masse chez eux. La petite assemblée, composée de nombreuses femmes et de jeunes, approuve.

Le front républicain

«Höcke est mon héros. Au moins, il dit ce qu'il pense», lance un ado de 17 ans venu avec ses copains. «Quel orateur! Il me fait vibrer sur la question de l'école, de la famille, sur l'immigration», reconnaît une jeune femme d'une vingtaine d'années. Pas question en revanche de le classer parmi les extrémistes de droite comme le font les renseignements généraux en Thuringe. «S'il l'est, alors je le suis aussi», lance la jeune femme.

Un peu plus loin, une mère de famille n'est pas du même avis. «Höcke est souvent trop radical, il met tout le monde dans le même panier, notamment les étrangers, mais je voterai pour lui le 1er septembre. Il nous faut du changement, en Thuringe et à Berlin», assure-t-elle.

Polémique au sein même de son parti, Björn Höcke ne fait toutefois pas fuir les électeurs thuringeois, désireux de mettre fin à cinq années d'instabilité politique régionale, avec un gouvernement minoritaire à Erfurt. Le but affiché est aussi d'envoyer un message clair à la très décriée coalition tripartite du chancelier Olaf Scholz, à Berlin. Un sentiment encore plus perceptible depuis l'attaque au couteau de vendredi. Le soir même, Björn Höcke se saisissait de cette affaire sur X, avant même que l'on connaisse l'identité de l'assaillant. «Allemands, Thuringeois, voulez-vous vraiment vous habituer à cette situation? On ne peut pas continuer comme ça», assenait-il dans son post.

En pratique toutefois, les chances que l'AfD parvienne au pouvoir en septembre s'avèrent limitées. La faute au front républicain mené par les autres formations qui souhaitent toutes empêcher l'élection de Björn Höcke au poste de ministre-président et, dans un deuxième temps, éviter que l'AfD obtienne un tiers des sièges au parlement régional. Cette position permettrait à l'extrême droite de bloquer de nombreuses décisions, comme la nomination de juges.

Un racisme décomplexé

Affaiblir l'AfD, ce but est clairement affiché par Mario Voigt, tête de liste du Parti chrétien-démocrate (CDU), crédité de 20 à 23% des voix. «Nous sommes la garantie que Björn Höcke ne parvienne pas au pouvoir», lançait-il la semaine dernière devant des supporters réunis sur le parking d'un concessionnaire automobile à Erfurt, bières et saucisses en main. «Dans cette élection, il en va de l'âme de notre région. Quand les médias parlent de la Thuringe, c'est pour la décrire comme extrémiste et ingouvernable. La Thuringe n'est pas extrémiste», lance-t-il.

Si la CDU locale affirme ne pas vouloir travailler avec l'AfD, la poussée de ce parti d'extrême droite l'a contrainte à mener un virage dans la même direction. «Nous sommes la première région à avoir imposé l'obligation de travailler pour les réfugiés», se réjouit Mario Voigt. «Les migrants qui ne veulent travailler peuvent rentrer chez eux» ajoute-t-il, suscitant les applaudissements de l'assemblée mais s'abstenant de rappeler que cette idée était, à l'origine, celle de l'AfD.

Des similitudes avec les programmes de l'AfD, on en trouve aussi chez la toute nouvelle «Alliance Sahra Wagenknecht» (BSW) qui propose une politique économique de gauche et un conservatisme sur le thème de l'immigration. En neuf mois d'existence, cette formation est créditée de 13 à 20% des suffrages en Thuringe et a contribué, dans les sondages, à faire baisser de six points les intentions de vote pour l'AfD.

> **«Ici, les gens ont le sentiment que tout l'argent de l'Etat part dans l'intégration des réfugiés»**
> KATJA WOLF, MEMBRE DE «ALLIANCE SAHRA WAGENKNECHT» (BSW)

«Limiter l'influence de l'AfD joue un rôle central pour mon engagement politique», reconnaît Katja Wolf, tête de liste en Thuringe. «Ici, les gens se sentent abandonnés. Depuis la réunification, cela va mieux économiquement mais dans les petites villes et les villages, les gens voient fermer leur banque, leur école, leur cabinet médical, le club de jeunes. Ils vivent une histoire continue de désaffection et ont le sentiment que tout l'argent de l'Etat part dans l'intégration des réfugiés», note cette femme politique à la voix forte.

Faire refluer la vague bleue

Sur le terrain, les associations constatent aussi le virage à droite. «Ce n'est pas seulement l'AfD mais toute la classe politique qui a glissé à droite», explique Mouhamed Adam Alazawe. Arrivé en Allemagne en 2015, ce Syrien de 30 ans, informaticien de formation, travaille dans une association d'aide aux réfugiés à Erfurt et constate que «le quotidien est rendu beaucoup plus compliqué pour les réfugiés», entre le manque de fonctionnaires qui ralentit les procédures administratives et un racisme de plus en plus audible. «Je me demande combien de temps je resterai ici, même si je me suis fait ma vie à Erfurt. Je ne veux pas abandonner le combat. Le 1er septembre sera déterminant», constate-t-il.

L'élection du 1er septembre montrera, en effet, si la majorité des électeurs, en Thuringe et en Saxe, parviendra à faire barrage à la vague bleue, couleur de l'AfD. «Après les élections européennes, la carte de l'est de l'Allemagne était entièrement bleue, mais ça ne reflète pas la réalité» lance, très ému, l'actuel ministre-président de Thuringe, Bodo Ramelow, du parti de gauche radicale Die Linke. «Il faut se battre pour les 70% qui restent», estime-t-il. ■

En Thuringe, les milieux économiques se mobilisent contre l'extrême droite

ENGAGEMENT A six jours des élections régionales, des campagnes sont menées pour alerter sur les conséquences pour les entreprises de la montée des extrêmes. C'est que cette province de l'est de l'Allemagne a besoin d'attirer des talents au-delà de ses frontières

Sur les mairies, universités, entreprises ou maisons de particuliers, les pancartes appelant à «une Thuringe ouverte sur le monde» fleurissent. Située dans l'est du pays, cette petite région de 2,1 millions d'habitants, renouvelle son parlement le 1er septembre, tout comme la Saxe voisine. Depuis que le parti extrémiste Alternative pour l'Allemagne (AfD) a dépassé la barre des 30% dans les intentions de vote, à l'automne dernier, une partie de la société civile et des milieux économiques se mobilisent.

C'est le cas de l'entreprise Jenoptik, basée à Iéna, et spécialisée dans les technologies optiques. Son patron, Stefan Traeger a été l'un des premiers à prendre la parole en lançant, en novembre, une initiative interne à son entreprise. «Ce n'est pas une campagne dirigée contre un parti en particulier, mais quand les changements sociétaux mettent en cause le succès économique, une entreprise doit réagir», nous explique-t-il, dans un bureau avec vue sur les collines verdoyantes entourant la ville.

Perte d'attractivité

«Pour Jenoptik, il est essentiel de pouvoir continuer à attirer les meilleures têtes pensantes. Pour cela, il faut que l'environnement le permette. Or, nous constatons déjà l'impact de la montée des extrêmes sur le recrutement. Il devient très difficile de convaincre un Allemand de l'ouest du pays de s'installer à Iéna», concède Stefan Traeger. Cotée en bourse, l'entreprise qu'il dirige emploie 4600 salariés dont 800 dans la petite ville connue pour avoir servi de théâtre en 1806 à l'une des batailles remportée par Napoléon.

La perte d'attractivité de la Thuringe et de la Saxe, liée à la montée de l'extrême droite, est d'autant plus problématique que ces deux régions sont tributaires de la main-d'œuvre extérieure. Depuis la réunification, elles ont vu une grande partie de leur jeunesse partir vivre le rêve économique à l'ouest. Conséquence, elles sont les plus touchées par la baisse et le vieillissement de la population et risquent de perdre respectivement un cinquième et un septième de leur population active d'ici à 2040.

En Saxe, dans la petite ville de Glashütte, l'entreprise horlogère Nomos se positionne déjà depuis 2015 contre l'extrême droite. «Son succès nuit à l'image du site», juge Judith Borowski, membre de la direction. «La philosophie de Nomos n'est pas du tout compatible avec l'étroitesse d'esprit et la xénophobie. Heureusement, la plupart de nos collaborateurs apprécient notre philosophie qui est aussi un critère pour les candidats postulant chez nous», note-t-elle.

Le programme anti-européen de l'AfD inquiète particulièrement cette entreprise de 220 salariés dont la production est en grande partie destinée à l'export. «Nous ne voulons pas sortir de l'euro ni de l'UE, nous ne voulons pas de retour en arrière en matière d'égalité des sexes, de protection du climat et d'inclusion», martèle Judith Borowski, qui précise: «Pour l'AfD, la place de la femme est derrière les fourneaux. Or, nous avons besoin des femmes dans les entreprises, surtout avec la baisse démographique: 50% des postes de direction chez Nomos sont occupés par des femmes.»

Des voix minoritaires

Si les voix de grandes entreprises comme Jenoptik et Nomos comptent, elles restent minoritaires dans des régions où près de 90% des entreprises comptent moins de neuf salariés et où garder le silence est aussi une manière de conserver clients et partenaires commerciaux, surtout dans les zones rurales où l'AfD est la plus forte.

Selon une enquête du centre IW de Cologne, si 60% des entreprises de Thuringe et de Saxe voient un risque dans le programme économique de l'AfD, seules 29% se positionnent ouvertement contre. Même au sein des acteurs les plus engagés, les tensions existent. «J'ai rencontré certains de mes salariés opposés à notre campagne», témoigne Stefan Traeger. «Nous avons accepté de ne pas être d'accord. L'important est de rester en dialogue», ajoute le chef d'entreprise.

A ses côtés, Christian Waitschies, fondateur d'une start-up de 17 salariés basée à Iéna concède «ne connaître aucune entreprise qui ait trouvé la solution contre l'extrême droite». «Se mettre en réseau nous donne du courage. Nous échangeons des arguments à utiliser devant la machine à café lorsque des propos extrémistes sont énoncés. Cela ne fonctionne pas à tous les coups, mais quelle serait la situation sans cela?», demande-t-il, un peu dépité mais pas résigné. Pour l'heure, le fatalisme n'a pas de place. Reste à savoir ce qu'il en sera dans six jours lorsque les urnes auront livré leur verdict. ■ D. N.

CONVOIS FUNÈBRES

GENÈVE
Genève – 16 h: **M. René Piccand;** centre funéraire des Rois, rue des Rois 10

LAUSANNE
13 h: **Mme Anne-Marie Pilloud-Genoud;** centre funéraire de Montoie, chapelle A
14 h 30: **Mme Marie-Brigitte Buehler;** centre funéraire de Montoie, chapelle A

VAUD
Prilly – 15 h: **Mme Lucienne Humery-Burnier;** temple Saint-Etienne
Yverdon-les-Bains – 15 h 30: **M. Henri Reymond;** centre funéraire

FRIBOURG
Bulle – 14 h 30: **Mme Clara Pauli-Cochard;** église Saint-Pierre-aux-Liens
Fribourg – 14 h 30: **Mme Marie Thérèse Bianchi-Piller;** église Sainte-Thérèse
La Tour-de-Trême – 14 h 30: **Mme Cyntia Remy;** église Saint-Joseph
Romont – 14 h 30: **M. Bernard Strüby;** collégiale

VALAIS
Ayent – 17 h: **Mme Yvonne Antal;** église
Bramois – 17 h: **M. Salvatore Corvaglia;** église
Leytron – 16 h 30: **Mme Evelyse Denis;** église
Monthey – 16 h: **Mme Gisèle Darbellay;** église
Val-d'Illiez – 15 h 30: **M. Jean-Jean Borrat-Besson;** église
Vétroz – 17 h: **M. Christophe Rouiller;** église

JURA
Courtedoux – 14 h: **M. Philippe Wicht;** église Saint-Martin
Delémont – 14 h: **Mme Monique Gabrielli;** chapelle du Righi
Réclère – 14 h: **Mme Bernadette Lachat-Jubin;** église

JURA BERNOIS
Diesse – 14 h 30: **Mme Mariette Forchelet-Conrad;** église

NEUCHÂTEL
Couvet – 14 h: **M. Gérard Bourquin;** chapelle aux Concerts
La Chaux-de-Fonds – 14 h: **Mme Marie-Pierre Crivelli;** centre funéraire
La Chaux-de-Fonds – 15 h: **Mme Monique Bernhard;** centre funéraire

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE
Urgences santé/Ambulances: Tél. 144
Police Secours: Tél. 117
Sauvetage du lac: Tél. 117
Pompiers: Tél. 118
Secours routier: Tél. 140
La Main tendue: Tél. 143
Centre d'information toxicologique: Tél. 145
Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147
REGA: Tél. 1414
Air Glaciers: Tél. 1415

HÔPITAUX ET CLINIQUES

GENÈVE
HUG: Tél. 022 372 33 11
HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20
HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36
HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00
HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55
HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62
HUG Prévention suicide: Tél. 022 372 42 42
HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00
Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11
Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50
Centre Médical Eaux-Vives: 022 737 47 47
Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45
Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44
Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15
Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11
Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77
Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55
Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00
Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35
Garde pédiatrique de Lancy: Tél. 022 879 57 00 (Jour)
Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV)
SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50
SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64

VAUD
CHUV: Tél. 021 314 11 11
Hôpital de l'enfance, Lausanne: Tél. 021 314 84 84
Hôpital ophtalmique, Lausanne: Tél. 021 626 81 11
Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133
Centre de la main: Tél. 021 314 25 50
Clinique Cecil, Lausanne: Tél. 021 310 50 00
Clinique de Montchoisi, Lausanne: Tél. 021 619 39 39
Clinique Bois-Cerf, Lausanne: Tél. 021 619 69 69
Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33
Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99
Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44
Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11
Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12
Centre hospitalier de La Côte, Morges: Tél. 021 804 22 11
Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11
Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00
Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64
Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61
Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Œx: Tél. 026 923 43 43
Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Unisanté: Tél. 021 314 60 60
Permanence Unisanté-Flon: Tél. 021 314 90 90
Hôpital intercantonal de la Broye, Payerne: Tél. 026 662 80 11

FRIBOURG
Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00

NEUCHÂTEL
Hôpital Pourtalès: Tél. 032 713 30 00
Hôpital La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 967 21 11
Hôpital de la Providence: Urgences médicales et chirurgicales Tél. 032 720 30 46
Clinique de la Tour, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 930 30 00
Clinique Montbrillant, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 910 04 00

VALAIS
Hôpital de Sion: Tél. 027 603 40 00
Hôpital de Sierre: Tél. 027 603 70 00
Hôpital Martigny: Tél. 027 603 90 00

Benoîte Crevoisier

HOMMAGE Militante féministe et participante éminente au combat jurassien, l'écrivaine est décédée le 20 août

RÉMY GOGNIAT, JOURNALISTE



Si l'on devait limiter à cinq ou six les personnes principales qui ont combattu le projet de place d'armes aux Franches-Montagnes dans les années 1960, il y aurait Benoîte Crevoisier. Elle vient de mourir, le 20 août 2024 à Saignelégier, à l'âge de 86 ans.

Elle avait raconté ce combat dans un livre paru en 2019, *Le Bras de fer*, aux Editions Alphil à Neuchâtel. Précautionneuse, elle écrivait en préambule de son livre: «Plus je suis confrontée à la relation de cette histoire, plus j'acquiers la conviction qu'elle a été, du moins pour moi et pour d'autres, une vraie tragédie. Impossible dès lors de viser froideur, distance et même objectivité. Une certitude m'habite. Je veux qu'on sache dans mon pays ce qu'elle nous a demandé et coûté, du temps où nous étions jeunes, déterminés et audacieux.»

Les touristes amateurs de sapins, de chevaux et de pâturages francs-montagnards devraient s'en souvenir. Ils ne devraient pas oublier que le Département militaire fédéral d'alors voulait transformer cet extraordinaire plateau en un terrain d'exercices pour blindés. Auront-ils une pensée de reconnaissance pour Benoîte Crevoisier, pour *la Be*, comme disaient tous ces militants qui l'ont accompagnée, qui se sont battus, fatigués, parfois déchirés pour arracher aux autorités fédérales les propriétés foncières aujourd'hui rendues à l'agriculture?

Et puisqu'on demande aux touristes de se souvenir, ajoutons que Benoîte Crevoisier, également engagée dans le combat jurassien, fut aussi une militante féministe et une écrivaine.

Féministe innée, et non politisée, elle se révoltera déjà, en douceur, en douleur mais à l'intérieur de son cœur, contre son milieu familial catholique qu'elle n'a pourtant jamais renié. Parmi les militants, pour décrocher des activités dirigeantes, elle devra se libérer des tâches de procès-verbal et de porteuse d'eau auxquelles la vouait son statut de jeune fille forte, sympathique et douée. Son caractère entier malmené par ses passions intérieures, elle en ingérera les délices et en supportera les supplices dans ses activités militantes, professionnelles (elle était institutrice), familiales (elle était mère de trois enfants), privées et d'écrivaine.

On lui doit, hormis son récit du combat contre la place d'armes, quatre autres ouvrages. Largement autobiographiques, ils dessinent la campagne de son enfance, racontent sa nombreuse famille (11 frères et sœurs), relatent ses engagements en faveur des réfugiés et éclairent ses difficultés d'intégration dans le monde formatif de sa jeunesse. *Poignée d'escarbilles*, le premier ouvrage publié en 1992 aux Editions Canevas & Aire, est peut-être le plus puissant, le plus transgressif et le plus passionnant. Sur certaines pages, il crache littéralement mille réalités nouvelles (après qu'elle a quitté son domicile conjugal) qui brûlent les yeux et éclaboussent les bien-pensants.

Benoîte Crevoisier a écrit avec des mots sobres, parfois régionaux ou rares, mais toujours dans des phrases faciles à comprendre et douces à déguster. Elle qui tissait (une autre de ses activités), elle associait l'écriture au travail à l'aiguille: «Je ne crois qu'à l'intelligence de la tête liée à celle des mains.»

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Rédaction
Le Temps SA – Avenue du Bouchet 2
CH – 1209 Genève
Tél + 41 22 575 80 50
info@letemps.ch

Conseil d'Administration
Présidence: Abir Oreibi

Direction
Pierre-Adrian Irlé, *directeur exécutif*
Madeleine von Holzen, *rédactrice en chef*
Jean-Christophe Potocki, *produits & technologie*
Olivier Schwarz, finances

Rédactrice en chef
Madeleine von Holzen
Adjoints: Vincent Bourquin, Célia Héron, Sylvie Logean, Grégoire Nappey, Julien Pralong
Assistante et office manager: Monique Graber Sangiorgio

Chefs d'édition
Nicolas Dufour (web)
Florian Fischbacher (web)
Elise Kerchenbaum (print)
Simon Moreillon (print)
Philippe Simon (resp. print)

Chefs de rubrique
International: Aline Jaccottet
Suisse: Nicole Lamon
Economie: Aline Bassin
Opinions & Débats: Romain Clivaz
Culture & Le Temps Week-end: Stéphane Gobbo
Sport: Laurent Favre
Sciences: Pascaline Minet

Iconographie
images@letemps.ch

Rédactrice en chef T Magazine
Rinny Gremaud

La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur www.letemps.ch/contact/annuaire

Rédaction de Berne
Bundesgasse 8
CH – 3003 Berne
Tél. + 41 22 575 80 50

Rédaction de Lausanne
Rue de la Madeleine 18
CH - 1003 Lausanne
Tél: +41 22 575 80 50

Rédaction de Neuchâtel
Case postale 2645
CH - 2000 Neuchâtel
Tél: +41 22 575 80 50

Rédaction de Sion
Rue des Creusets 16
CH – 1950 Sion
Tél. +41 22 575 80 50

Relation clients
Le Temps SA
Av. du Bouchet 2 - 1209 Genève
Lundi-vendredi
8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30
Tél. 022 539 10 75
E-mail: relationclients@letemps.ch
Tarifs: découvrez nos offres sur www.letemps.ch/abos

Régie publicitaire
Nationale: Anne-Sandrine Backes
Adresse : NZZ one - Route de Lully 5C
CH - 1131 Tolochenaz
Tél. : 021 318 46 60
Email: letemps@nzzone.ch
Régionale: Sébastien Cretton
Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2
CH - 1209 Genève
Tél. : 022 575 80 50
Email : publicite@letemps.ch

Impression
CIL, Centre d'Impression Lausanne SA

Tirage diffusé
34 118 exemplaires
(source: tirage contrôlé REMP 2023)

Audience REMP MACH Basic
2024-1 : 86 000 lecteurs

ISSN 1423-3967
No CPPAP: 0413 N 05139

Notre papier journal est produit de manière écologique avec une forte proportion de papier recyclé

Une voiture calcinée sur le parking de la synagogue Beth Yaacov. L'attentat a blessé un policier municipal. (LA GRANDE-MOTTE, 25 AOÛT 2024/SÉBASTIEN NOGIER/EPA)

Inquiétude, consternation et colère à La Grande-Motte

FRANCE L'attaque samedi matin contre la synagogue Beth Yaacov de la cité balnéaire du Hérault, qui a fait un blessé, choque les habitants et inquiète les représentants du culte juif

SOLANGE DE FRÉMINVILLE, LA GRANDE-MOTTE

«Nos deux voitures ont été brûlées.» Sous le choc, Eric*, 78 ans, appuyé sur sa béquille, tente de s'approcher de la synagogue Beth Yaacov, à La Grande-Motte (Hérault), mais impossible. Les gendarmes qui ont bouclé un large périmètre autour du bâtiment visé par un attentat ce samedi matin, vers 8h15, lui refusent le passage.

Garées sur le parking de l'édifice cultuel, les voitures ont été incendiées avant qu'une bonbonne de gaz, présente dans l'un des véhicules, n'explose. Le parquet national antiterroriste, saisi des faits, a ouvert une enquête des chefs de «tentative d'assassinat en relation avec une entreprise terroriste», «destruction par moyen dangereux en relation avec une entreprise terroriste» et «association de malfaiteurs terroriste en vue de préparer des crimes d'atteinte aux personnes».

«On l'a échappé belle, ils se sont trompés d'heure»

«C'est la première fois que ça nous arrive, se désole le vieil homme, dont la famille habite tout près. La vie est paisible ici.» La station balnéaire, ses pins, ses quartiers résidentiels, ne sont habituellement dérangés que par des fêtes un peu bruyantes l'été, quand des centaines de milliers de touristes affluent sur le littoral héraultais. «On est consternés, inquiets, en colère», réagit Perla Danan, présidente du Conseil représentatif des institutions juives de France en Languedoc-Roussillon (Crif LR), jointe au téléphone alors qu'elle était avec les forces de l'ordre sur le lieu de l'attentat. Cela fait des mois qu'on avertit de la montée de l'antisémitisme sur fond de conflit à Gaza. Il y a déjà eu une agression antisémite dans le tramway, à Montpellier, il y a plusieurs jours.» Et de raconter que, en ce jour de shabbat, «on l'a échappé belle, ils [l'auteur de l'attentat et un autre individu qui l'aurait attendu à l'extérieur, ndlr] se sont trompés d'heure, ils sont arrivés trop tôt: en été, beaucoup de vacanciers viennent à l'office vers 9h ou 9h30».

> «Cela fait des mois qu'on avertit de la montée de l'antisémitisme sur fond de conflit à Gaza»
>
> PERLA DANAN, PRÉSIDENTE DU CRIF EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

Dans la synagogue se trouvaient néanmoins le rabbin et quatre fidèles. Aucun n'a été blessé, même si l'auteur de l'attentat a mis le feu à deux portes de l'édifice. La seule victime est un policier municipal d'une quarantaine d'années. «L'incendie avait commencé, il était sur place avec les pompiers quand la bonbonne de gaz a explosé. Il a été projeté en l'air. Il a des contusions, mais il va bien. Les pompiers l'ont emmené aux urgences», raconte le maire de La Grande-Motte, Stéphan Rossignol, «horrifié par cet attentat». «Dans cette ville touristique, la communauté juive est ancienne, au départ, composée de pieds-noirs [venus d'Algérie et du Maroc, ndlr], et a beaucoup contribué à sa vie économique. Elle est parfaitement intégrée. L'été, beaucoup de vacanciers juifs viennent à La Grande-Motte parce qu'il y a une synagogue et, sur le même site, un commerce casher», continue l'édile.

«Une heure plus tard, il y aurait eu 150 personnes»

Fondée il y a une douzaine d'années par la famille Atlan, qui a collecté des fonds privés pour édifier ce lieu de culte, la synagogue est un bâtiment blanc, moderne, discret. Seule une plaque en l'honneur des Justes apposée sur un mur qui borde la rue, près de l'entrée, pourrait signaler l'existence d'une institution juive. «Il faut que cela serve d'électrochoc, déclare la présidente du Crif LR. Cela ne concerne pas que la communauté juive, c'est une question de cohésion sociale, de paix sociale, et cela demande de faire de l'éducation sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.»

Appelée par le président et le secrétaire du Conseil du culte musulman qui lui ont témoigné leur solidarité, par l'archevêque de Montpellier ainsi que par des députés, Perla Danan s'inquiète pour les jours à venir: «Les parents juifs sont angoissés à l'idée de la rentrée des classes.»

Venu voir Gabriel Attal et Gérald Darmanin, en visite à la synagogue Beth Yaacov, en fin d'après-midi samedi, Emile, 75 ans, témoigne, atterré: «Je devais aller à l'office ce matin.» Lui qui, depuis quarante ans, passe ses vacances chaque été à La Grande-Motte, n'en revient pas que l'attentat ait eu lieu au cœur de la tranquille station balnéaire. Il est aussi soulagé qu'il n'ait pas eu lieu une heure plus tard, «car il y aurait eu 150 personnes».

«Nous avons échappé à un drame absolu», a d'ailleurs pointé le premier ministre (démissionnaire) lors du point presse, soulignant le «climat antisémite» en France depuis le 7 octobre. Parmi les habitants, c'est surtout l'incompréhension qui règne. Laetitia, 40 ans, révoltée par cet acte «inadmissible» et inquiète, décrit «une petite synagogue, sans aucun signe extérieur, une communauté très discrète, dans une ville calme». ■

* Le prénom a été modifié.

ENQUÊTE

Quatre personnes en garde à vue

L'auteur présumé de l'attaque de la synagogue Beth Yaacov a été interpellé dans la soirée de samedi après une brève cavale. Il s'agit d'un Algérien de 33 ans, en situation régulière en France. Les enquêteurs n'auront mis qu'une quinzaine d'heures pour retrouver le suspect, filmé par des caméras de vidéosurveillance, le visage découvert, alors qu'il tentait de mettre le feu à l'édifice juste avant l'office matinal du shabbat. Le suspect, qui portait un drapeau palestinien à la taille lors de l'attaque, a été débusqué dans la ville de Nîmes, située à une quarantaine de kilomètres. Il a été interpellé dans un immeuble d'un quartier paupérisé et connu pour être en proie au trafic de drogue, selon une source proche de l'enquête.

L'homme, qui semblait porter une arme de poing dans les images de vidéosurveillance, a ouvert le feu sur les policiers d'élite venus l'interpeller, a indiqué le parquet national antiterroriste, saisi de l'enquête. Les policiers ont alors répliqué et l'homme a été blessé au visage, mais ses jours ne sont pas en danger. Au total, quatre personnes étaient en garde à vue dans ce dossier hier en fin de matinée. L'enquête devra désormais s'attacher à reconstituer le mode opératoire, les motivations et les éventuels complices du suspect. ■ AFP

MAIS ENCORE

A Neuchâtel, le PS préconise l'union à gauche

Le Parti socialiste neuchâtelois ambitionne de conquérir une double majorité de gauche, au Conseil d'Etat et au Grand Conseil, lors des élections en 2025. Lors de son congrès, samedi à Gorgier, le PSN a préconisé une alliance de gauche pour le Conseil d'Etat. Les Vert-e-s et le POP doivent encore se prononcer. Il est convaincu qu'une liste commune dès le premier tour, formée de deux candidats socialistes, de deux candidats écologistes et d'un candidat popiste, est la meilleure stratégie pour obtenir une double majorité aux prochaines élections. (ATS)

Les vert'libéraux tendent vers la voie solitaire

STRATÉGIE Le président Jürg Grossen a rejeté samedi l'idée d'une fusion avec le PLR ou Le Centre lors de l'assemblée des délégués. Mais le parti, où les Romands ne semblent pas être considérés, donne une image exsangue

CAMILLE KRAFFT
@CamilleKra



> «Je ne vois pas en quoi une fusion nous rapprocherait du Conseil fédéral»
>
> CÉLINE WEBER, VICE-PRÉSIDENTE DU PARTI VERT'LIBÉRAL

Réunis en assemblée ce samedi, les délégués du Parti vert'libéral (PVL) ont adoubé l'initiative sur la biodiversité à une large majorité après un débat nourri. Désavoué, leur président Jürg Grossen, qui s'était prononcé contre cet objet sur lequel le peuple votera le 22 septembre, a profité de la rencontre pour répondre à des suggestions émises dans la presse ces derniers mois: non, le PVL ne compte pas fusionner avec Le Centre ni avec le PLR, malgré son score décevant aux élections de 2023 – six sièges perdus au Conseil national sur un total de 16, ce qui indiquerait clairement que le parti «n'aura jamais les forces suffisantes pour ne serait-ce que s'approcher de la salle du Conseil fédéral», selon l'éditorialiste et ancien rédacteur en chef de la *NZZ am Sonntag*, Felix E. Müller.

Pas question pour le parti, qui fêtera son vingtième anniversaire en octobre à Zurich, de perdre son indépendance pour autant. «Je ne vois pas en quoi une fusion nous rapprocherait du Conseil fédéral, étant donné que nous perdrions des membres et des électeurs», commente la Vaudoise Céline Weber, vice-présidente du parti et seule rescapée romande vert'libérale à siéger au Conseil national. «De plus, nous sommes petits mais costauds: même avec dix sièges, nous arrivons à faire pencher la balance, comme dans le cas de la taxe sur les jets privés, où un accord avec la branche a été préféré à une mesure peu efficace.»

Selon elle, l'autocritique que le président Jürg Grossen appelait de ses vœux à la suite des élections fédérales «a lieu en permanence» au sein de la formation – l'élue en veut pour preuve les intenses discussions de ce samedi autour de l'initiative sur la biodiversité. «Nous avons conscience que nous devons mieux communiquer nos solutions sur les sujets qui inquiètent les gens, comme le pouvoir d'achat. Mais en termes d'électorat, nous n'avons perdu que 0,2%. C'est surtout au niveau des apparentements que nous avons eu de la chance en 2019, et moins en 2023.»

Pas de traduction simultanée

Lors de l'assemblée de ce samedi, qui s'est déroulée online, les non-germanophones n'ont pas eu droit à une traduction simultanée. Et la dernière invitation du PVL aux journalistes, y compris Tessinois et Romands, était rédigée exclusivement en allemand. Sans compter que le président du parti Jürg Grossen a tenu en juin au micro du média très à droite *Nebelspalter* des propos dénigrants sur les Romands qui ont choqué jusque dans ses rangs.

N'est-ce pas symptomatique du manque d'ancrage national d'une formation politique exsangue? Non, assure l'ex-conseillère nationale Isabelle Chevalley, qui a suivi l'assemblée de samedi: «Les membres romands des autres partis ne sont pas plus respectés et écoutés au sein de leur formation politique. Vous n'imaginez pas tout ce que j'ai entendu à Berne sur les Romands!» L'ancienne élue balaie également l'idée d'une fusion: «En fusionnant, le PVL deviendrait l'alibi écologiste du Centre ou du PLR.» Selon Isabelle Chevalley, la source du problème pour les vert'libéraux est à chercher du côté des mathématiques. «Notre système électoral n'est pas correct, car il favorisera toujours les grands partis. Or, la diversité est bénéfique au débat politique. Les vert'libéraux sont victimes des calculs électoraux.»

Des propos choquants

Pour Michel Matter, ex-conseiller national vert'libéral genevois non réélu l'an dernier, le parti doit pourtant évoluer drastiquement. «Pour grandir, nous devons offrir beaucoup plus aux électeurs que le tout à l'énergie incarné par Jürg Grossen. Nous devons être sensiblement plus forts sur les thématiques économiques et nous pencher sur tous les sujets qui concernent les Suisses: pouvoir d'achat, immigration, santé, agriculture… Je ne comprends pas pourquoi nous n'arrivons pas à travailler avec les agriculteurs alors que nous sommes vert'libéraux. C'est incompréhensible.»

L'ancien conseiller national se dit également très choqué par les propos tenus en juin par Jürg Grossen, selon qui «les citoyens latins veulent de plus en plus se raccrocher à l'Etat»: «C'est la suite logique d'un positionnement sur un axe Zurich-Berne. Nous aurions besoin d'une personne qui fasse preuve de davantage d'ouverture, comme la conseillère nationale de Bâle-Ville Katja Christ.» Nul doute que les débats continueront à être nourris, avec ou sans traduction simultanée. ■

EN BREF

Fissures dans le béton au Lötschberg

La voie ferrée en béton construite en 2021 et 2022 au portail nord du tunnel de faîte du Lötschberg présente des fissures et des effritements de surface. La sécurité de l'exploitation est cependant garantie, a assuré la compagnie BLS. Des experts recherchent l'origine des problèmes. Les dommages ont été découverts lors de contrôles de l'assainissement du tunnel ferroviaire, écrit le *SonntagsBlick*. Les experts présument que de l'eau contenant du soufre s'est infiltrée dans le tunnel et a endommagé la chaussée. ATS

«La biodiversité est un bien vital»

ENVIRONNEMENT A moins d'un mois de la votation fédérale, plus de 100 scientifiques font part de leur préoccupation sur l'état de l'écosystème en Suisse. Le chercheur Marco Moretti fait partie des cosignataires de l'appel qu'ils ont lancé

PROPOS RECUEILLIS PAR CAMILLE KRAFFT
@CamilleKra

Alors que le peuple s'exprimera sur l'initiative «Biodiversité» le 22 septembre, une centaine de scientifiques ont signé un texte diffusé hier. Ils s'y disent préoccupés par «l'état actuel et l'évolution de la biodiversité helvétique» et en appellent à des mesures «rapides et efficaces» pour la préserver et la renforcer. Les signataires soulignent que plus d'un tiers des espèces et plus de la moitié des types d'habitats sont menacés et précisent que les principaux facteurs qui affectent la biodiversité sont les engrais, les micropolluants, la dégradation et la fragmentation des milieux naturels, ainsi que les effets du changement climatique.

Le Tessinois Marco Moretti est chercheur à l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage, où il travaille notamment sur la biodiversité en zone urbaine.

INTERVIEW

En quoi les villes sont-elles concernées par la biodiversité? Les villes, comme d'autres types d'environnement, peuvent et doivent offrir une grande contribution à la biodiversité globale. De nombreuses espèces vivent en zone urbaine. Par ailleurs, 80% de la population habite en ville, il y a donc un enjeu important en termes d'éducation à la biodiversité. Il est en outre prouvé scientifiquement que plus la variété d'espèces, de formes, de couleurs différentes est grande en zone urbaine, plus les gens se ressourcent au niveau psychologique. La biodiversité a aussi un impact sur notre santé.

Dans votre communiqué, vous soulignez qu'il existe un consensus scientifique autour de la perte de la biodiversité. Ce n'est pas évident pour tout le monde? Tous les scientifiques qui travaillent sur ce thème sont d'accord, mais le problème est que la plupart des gens ne perçoivent pas la perte de la biodiversité, contrairement au réchauffement climatique, que l'on ressent sur sa peau. Lorsqu'ils se promenaient dans une prairie, nos grands-parents voyaient une quantité astronomique de fleurs, de sauterelles, de papillons. Aujourd'hui, il y a du jaune et du bleu, mais c'est beaucoup plus monotone. En cent ans, les prairies maigres et d'autres habitats vitaux ont diminué de 90% et le nombre d'espèces d'insectes a baissé drastiquement. Dit comme ça, cela ne parle pas à grand monde, mais les évidences scientifiques sont claires.



«Nos grands-parents voyaient une quantité astronomique de fleurs»

Comment faire passer le message alors? De même que durant le covid, on demande aux gens de faire confiance aux scientifiques. La biodiversité est la meilleure assurance vie que l'on puisse laisser à nos enfants, pour le nettoyage des eaux, la pollinisation et bien d'autres choses encore. Avoir une grande variété d'espèces permet en outre à un groupe de prendre le relais s'il arrive quelque chose à un autre groupe. Il faut par ailleurs que le nombre d'individus au sein des différentes espèces soit suffisant pour que la population puisse se régénérer et rester forte.

Mais la Suisse en fait déjà beaucoup en matière de biodiversité. Effectivement, elle en fait beaucoup, notamment à travers les paiements directs aux paysans. Ce n'est toutefois pas suffisant. On s'est concentré sur les espèces rares, mais aujourd'hui c'est le cadre général qui est détérioré. C'est pourquoi il faut en faire davantage et garantir que la biodiversité soit placée parmi les biens vitaux au même titre que l'air que nous respirons et l'eau que nous buvons.

Vous mentionnez la période du covid. On a demandé aux gens de faire confiance aux scientifiques, mais ça n'a pas marché pour tout le monde. Les coronasceptiques sont nombreux… Il est vrai qu'il y a beaucoup de désinformation. Mais les scientifiques n'ont aucun intérêt à susciter de l'alarmisme et à diffuser de fausses informations. On demande donc aux médias, à la population, aux politiques de prendre les informations qui sont basées sur des évidences scientifiques et étayées par des données quantitatives.

Les scientifiques disent qu'ils ne font pas de politique, et ils lancent à un mois de la votation un appel dont les arguments sont identiques à ceux des initiants. N'est-ce pas contradictoire? C'est précisément à un mois des votations que les journalistes ont besoin de faits fiables à transmettre à la population. Notre but est de donner des informations basées sur l'évidence scientifique les plus impartiales possible.

Les aînés genevois confrontés à une vague d'escroqueries

FRAUDES Usurpation d'identité pour tromper des personnes âgées, vols chez des bénéficiaires: l'Imad, qui s'occupe chaque année de plusieurs milliers de patients, travaille auprès d'une population particulièrement vulnérable

FANNY SCUDERI
@FannyScuderi

Les soignants de l'Institution de maintien à domicile (Imad) entrent dans l'intimité des familles, des malades et des personnes âgées. Ils répondent aux différents besoins des bénéficiaires: cela va des soins, à l'aide à l'hygiène, à la cuisine et au ménage. Ces collaborateurs inspirent la confiance, dont des personnes malveillantes abusent.

Chaque année, l'Imad prend charge environ 18000 patients. Les protéger n'est pas une mince affaire. Les patients sont souvent âgés: en 2023, 51% d'entre eux avaient plus de 80 ans. Ils peuvent aussi souffrir de troubles cognitifs. De fait, ils sont particulièrement vulnérables aux tentatives de fraude.

Depuis le début de l'année, et en particulier lors du premier trimestre 2024, l'Imad est frappée par une recrudescence de tentatives d'escroquerie, souligne l'institution sans donner de chiffre précis. Se faisant passer pour des soignants, des personnes externes à l'institution tentent de soutirer des renseignements bancaires aux patients. Pour contrecarrer ces pratiques, l'Imad redouble de vigilance, fait de la prévention auprès de ses bénéficiaires, les encourageant en cas de doute à demander systématiquement à leurs interlocuteurs de présenter leur badge de légitimation. L'institution collabore aussi étroitement avec la police de proximité.

Les économies de bénéficiaires disparues de leur domicile

Le danger pour les patients de l'Imad provient parfois de l'intérieur de l'institution. Exceptionnellement, un cas de vols chez des bénéficiaires par une ex-collaboratrice a fait l'objet d'une ordonnance pénale rendue au début du mois d'août. «Il s'agit d'un cas isolé. Ces quatre dernières années, seule cette condamnation par ordonnance pénale pour vol a été portée à la connaissance de l'Imad», rassure Chiara di Lella, directrice de la communication de l'institution.

Selon le Ministère public, l'ex-employée a dérobé 7000 francs chez une patiente, ainsi que 1200 francs et 800 euros chez un autre bénéficiaire. Les deux personnes âgées ont respectivement porté plainte en 2020 et 2022, soupçonnant avoir été volées. L'une d'elles avait rangé ses 7000 francs en diverses coupures dans des enveloppes, glissées dans un tiroir sous le plan de travail de la cuisine. Quelques jours après la visite d'une femme de ménage de l'Imad, la patiente remarque que ses enveloppes ont disparu. Le second patient cachait de l'argent liquide entre les pages de ses livres. Pour s'en souvenir, il reportait sur une liste les ouvrages concernés. Là aussi, il s'aperçoit quatre jours après le passage de l'employée de l'Imad que ses économies ont disparu.

De rares dénonciations

La prévenue a contesté les faits et a requis le versement d'autres preuves au dossier. Le Ministère public a refusé, a ordonné le classement partiel de la procédure s'agissant de certains faits prescrits et a déclaré l'employée coupable de vol chez ces deux patients de l'Imad. La condamnation pénale n'est pas entrée en force et la présomption d'innocence s'applique, l'ex-employée de l'Imad ayant formulé une opposition à l'ordonnance pénale.

«Enormément de cas sont classés sans suite par notre service de plaintes»

CHIARA DI LELLA, DIRECTRICE DE LA COMMUNICATION DE L'IMAD

Cette situation est inhabituelle pour la régie publique, qui emploie un grand nombre de personnes: en 2024, 2282 personnes travaillent à l'Imad en emploi permanent, soit 168 de plus qu'en 2019. Pour réduire les risques, l'engagement d'un nouveau collaborateur est conditionné à la production d'un extrait du casier judiciaire ordinaire et spécial qui doit être vierge.

Les dénonciations des collaborateurs pour vol par les patients ou les proches aidants restent rares, affirme l'Imad. «Enormément de cas sont classés sans suite par notre service de plaintes», précise Chiara di Lella. Il arrive que les collaborateurs soient visés à tort: «Un patient peut se tromper, oublier où il a rangé ses affaires. Les collaborateurs sur le terrain souffrent d'avoir été dénoncés injustement», souligne-t-elle.

MAIS ENCORE

Nouveaux noms sur la liste des risques du SRC

Le Service de renseignement de la Confédération (SRC) a inscrit dernièrement 47 noms de personnes potentiellement dangereuses sur sa liste des risques, affirmait hier la «SonntagsZeitung». Il a également identifié en l'espace de six mois 43 nouvelles personnes qui diffusent depuis la Suisse des idées islamistes sur internet ou qui se mettent en réseau avec des personnes partageant les mêmes idées. (ATS)

Les pro-nucléaires veulent puiser dans le fonds des énergies renouvelables

MANŒUVRES Selon la «NZZ am Sonntag», des politiciens bourgeois désireux d'ouvrir de nouveaux réacteurs œuvrent en coulisses pour obtenir un financement du gouvernement

LE TEMPS

Il y a 7 ans, la population suisse adoubait la nouvelle loi sur l'énergie, confirmant dans les urnes la décision du Conseil fédéral de sortir du nucléaire après la catastrophe de Fukushima. Mais les temps changent vite: alors que le conseiller fédéral UDC Albert Rösti souhaite aujourd'hui lever l'interdiction de construire de nouvelles centrales, les partisans de l'atome œuvrent en coulisses pour trouver de quoi financer des réacteurs, selon la *NZZ am Sonntag*.

Une mesure «légitime»

Et ils ne vont pas chercher trop loin: selon eux, le fonds pour les énergies renouvelables, qui soutient l'énergie éolienne, hydraulique et solaire, devrait également alimenter le nucléaire. «Le Conseil fédéral devrait promouvoir toutes les formes d'énergie de manière égale», assure le président de l'UDC Marcel Dettling, interrogé par l'hebdomadaire alémanique. Selon lui, «si le gouvernement fédéral place l'énergie nucléaire sur le même plan que l'énergie solaire et éolienne, il y aura aussi des investisseurs qui voudront construire une nouvelle centrale.»

D'après l'UDC, la Suisse doit se doter d'une nouvelle centrale nucléaire pour assurer l'approvisionnement en électricité en hiver sans émissions supplémentaires de CO2. Le conseiller national soleurois et expert en énergie du parti Christian Imark ne cache pas son aversion pour les subventions étatiques, mais il les juge indispensables dans le cas du nucléaire: «Aucune nouvelle centrale ne sera construite en Suisse sans garanties ni financements de l'Etat.»

«Ce que la droite prévoit ici est une attaque très culottée»

JÜRG GROSSEN, PRÉSIDENT DU PARTI VERT'LIBÉRAL

Egalement sollicité par le journal, le conseiller national libéral-radical bernois Christian Wasserfallen estime que le fonds pour les énergies renouvelables est un instrument idéal, la seule question étant de savoir comment l'argent sera distribué. «La population et l'économie paient plus d'un milliard chaque année. Elles ont droit à un approvisionnement électrique sûr. Il est donc légitime d'en utiliser une partie pour construire de nouvelles centrales nucléaires.»

Déchets radioactifs

S'il ne se dit pas surpris par cet appel des partisans du nucléaire à des subventions, étant donné que «l'énergie nucléaire n'est pas compétitive», le président du parti vert'libéral Jürg Grossen réagit fortement dans la *NZZ am Sonntag*: «Ce que la droite prévoit ici est une attaque très culottée contre les énergies renouvelables.» Après avoir rappelé que le peuple suisse a adopté en juin une nouvelle loi fixant des objectifs contraignants en matière d'énergies renouvelables, Jürg Grossen ajoute: «Voulons-nous vraiment subventionner une technologie du dernier millénaire qui laisse derrière elle des déchets radioactifs pour des milliers de générations?»

Fer de lance de la sortie du nucléaire en Suisse, le conseiller national socialiste vaudois Roger Nordmann estime pour sa part que les partisans du nucléaire «devraient être honnêtes et demander un prélèvement de plusieurs centimes par kilowattheure d'électricité pour financer leurs centrales nucléaires, au lieu de piller le fonds pour les énergies renouvelables.»

La qualité des sols fribourgeois rassure

ANALYSES Les observations que le groupe de coordination dédié vient de rendre publiques font état de terrains «généralement en bonne condition»

ATS

Les sols du canton de Fribourg se portent globalement bien. Les résultats des analyses menées depuis trente-cinq ans indiquent en particulier qu'ils sont «généralement en bonne condition et résilients face aux changements climatiques». En zone urbaine, les jardins familiaux nécessitent qu'on leur apporte une attention particulière. Quant aux sols forestiers, ils montrent peu de changements notables. Les constats ressortent d'un communiqué publié il y a peu par le groupe de coordination pour la protection des sols dans le canton de Fribourg.

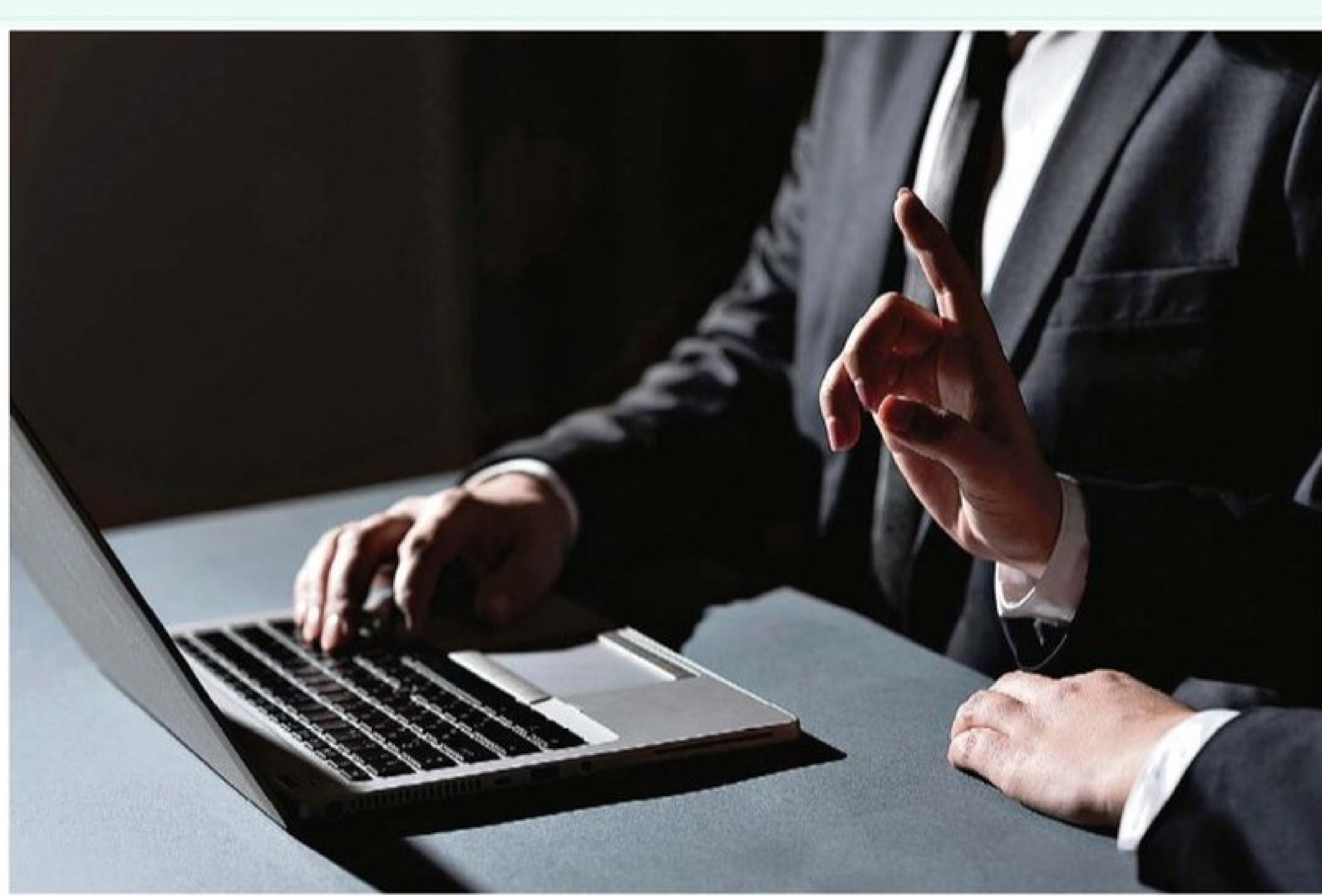
«Le sol est une ressource vitale pour les écosystèmes et pour la société», rappelle celui-ci. Le septième cycle d'analyses du Réseau fribourgeois d'observation des sols agricoles (Fribo) révèle que la teneur en matière organique des sols agricoles est satisfaisante et même en hausse dans les alpages et les prairies permanentes.

Cependant, une diminution de la matière organique est observée sur certains sites cultivés de manière intensive. Le pH des sols agricoles reste stable et a même augmenté dans les terres assolées.

Les fausses tentatives de «sextorsion» se multiplient dans nos messageries

SÉCURITÉ Nous recevons de plus en plus souvent des e-mails d'extorsion, les pirates voulant nous faire chanter pour ne pas divulguer des informations compromettantes. Parfois, ils possèdent nos numéros et nos mots de passe

ANOUCH SEYDTAGHIA
X @Anouch


Les hackers se rendent de plus en plus crédibles aux yeux de leurs cibles. (ISTOCKPHOTO/GETTY IMAGES)

Connaissez-vous la *fake sextorsion*? Ce nom un peu barbare décrit un phénomène qui nous touche tous de très près. Si ces tentatives d'arnaque ne sont pas nouvelles, elles deviennent de plus en plus sophistiquées, et surtout de plus en plus crédibles. Une récente alerte de l'Office fédéral de la cybersécurité (OFSC) a détaillé la manière dont les pirates travaillent.

De quoi s'agit-il? On parle ici d'extorsion. Et il y a aussi une composante sexuelle, d'où le mot de «sextorsion». Et comme les pirates ne possèdent en réalité aucun véritable moyen de pression pour exiger de l'argent, le phénomène est décrit comme *fake sextorsion*.

«Bonjour, pervers»

L'auteur de ces lignes a récemment reçu un tel e-mail, en anglais, intitulé «Tu as été piraté». Le message débute de manière très poétique: «Bonjour pervers, j'ai envoyé ce message depuis ton compte Microsoft.» L'escroc explique qu'il a travaillé avec Pegasus, un véritable logiciel espion, utilisé notamment par des gouvernements, pour pénétrer tout type de téléphone. Le pirate poursuit: «Cela fait quelques mois que je l'ai installé sur tous tes appareils parce que tu n'étais pas très regardant sur les liens où tu as cliqué. J'ai découvert tous les aspects de ta vie privée et l'un d'eux m'intéresse particulièrement. J'ai enregistré de nombreuses vidéos de toi en train de te branler sur des vidéos pornos très controversées.»

La suite, on la devine. «Je doute que tu souhaites que tes amis, ta famille et tes collègues le sachent. Mais je peux le faire en quelques clics. Chaque numéro de ta liste de contacts recevra soudain ces vidéos – sur WhatsApp, sur Telegram, sur Instagram, sur Facebook, sur les courriels – partout. Ce sera un tsunami qui balaiera tout sur son passage, et en premier lieu, ta vie passée.» Le pirate demande le paiement de 1250 dollars vers un portefeuille de cryptomonnaies pour ne pas mettre sa menace à exécution.

Mot de passe affiché

Tout cela est faux: le pirate ne possède aucun document compromettant, il n'a piraté aucun appareil et ne détient pas de listes de contacts. Parfois, les hackers vont plus loin, comme l'a constaté l'OFSC. «Ces derniers jours, plusieurs cas de faux messages de sextorsion ont été signalés à l'OFCS, dans lesquels une partie du numéro de téléphone du destinataire est montrée. Dans d'autres cas, le message est accompagné d'un mot de passe qui est effectivement utilisé par le destinataire, ou du moins qui l'a été par le passé», note l'office fédéral.

Comme le note l'OFSC, ces indications de données privées ont pour but d'intimider, les escrocs veulent faire croire au destinataire qu'ils savent beaucoup de choses sur lui, afin de donner plus de poids à leurs revendications financières.

Mais comment les pirates arrivent-ils à obtenir adresse e-mail, numéro de téléphone et mots de passe pour rendre leurs menaces si crédibles? «Elles ne proviennent pas directement des appareils de l'utilisateur, affirme l'OFSC. Elles ont plutôt été dérobées auprès de différents fournisseurs de services en ligne et de médias sociaux. Des infections par des logiciels malveillants sur les systèmes du prestataire de services ou (plus souvent) des accès insuffisamment protégés ont permis de récupérer les données.»

Ensuite, poursuit l'office, les pirates créent de nouvelles données de meilleure qualité à partir des différents ensembles. Ils utilisent dans la fuite A une adresse e-mail liée à une adresse de domicile. Dans la fuite B, il s'agit de la même adresse e-mail avec un numéro de téléphone, et dans la fuite C, à nouveau de cette adresse e-mail avec un mot de passe. «L'adresse e-mail commune permet d'attribuer toutes ces données à une seule personne. Les scénarios de fraude qui en résultent sont nombreux: commandes frauduleuses, prise de contrôle des comptes de messagerie, usurpation d'identité, et ainsi de suite», décrit l'OFSC.

Quelques conseils

Comment se protéger face à ces attaques complexes? Bien sûr, il faut ignorer ces e-mails d'extorsion. Et en parallèle, ne partager des informations qu'en cas de nécessité et lorsque les données sont protégées de manière adéquate, suggère l'office fédéral. Il faut aussi utiliser un gestionnaire de mots de passe. Et évidemment configurer des mots de passe différents pour les différents comptes. Enfin, l'OFSC suggère d'utiliser si possible plusieurs adresses e-mail. «Si vous utilisez une adresse distincte pour l'e-banking et d'autres services plutôt sensibles, vous pourrez plus facilement repérer les messages d'hameçonnage, par exemple», suggèrent les autorités. ▬

COURT-CIRCUIT

Google s'est clairement moqué de nous

Certains diront que ces mots étaient alambiqués. D'autres, totalement tordus. Durant des années, Google a fait croire aux utilisateurs de son navigateur Chrome qu'il ne récoltait pas de données personnelles sur eux. Or c'était faux, a récemment décidé une cour d'appel de San Francisco.

Durant longtemps, les utilisateurs de Chrome – navigateur web le plus utilisé du monde – soucieux de leur vie privée avaient fait confiance à Google. Ils ne voulaient pas que des données personnelles soient récoltées lorsqu'ils employaient Chrome. Ils n'avaient ainsi pas activé la synchronisation entre le navigateur et leur compte Google, pour aller sur le web sans être traqués par Google. Car ce dernier affirmait que «les informations personnelles stockées par Chrome ne seront pas envoyées à Google, sauf si vous […] activez la synchronisation».

Or ce n'était pas le cas. Même sans synchronisation, des informations personnelles étaient récoltées par le géant technologique… Google a ainsi clairement joué sur les mots, voire s'est moqué de ses utilisateurs, en leur faisant croire qu'ils avaient le choix. Mais en réalité non, dans tous les cas, des données étaient aspirées.

Il sera intéressant d'observer les suites judiciaires de cette affaire, qui semble de loin anecdotique, mais qui en dit long sur le manque de respect de Google & Co pour leurs utilisateurs, qui sont de véritables vaches à lait dont il faut extraire un maximum de données. ▬

ANOUCH SEYDTAGHIA
X @Anouch



MÉTÉO

ÉPHÉMÉRIDE
Lundi 26 août 2024

lever: 06h49
coucher: 20h25
3 minutes de soleil en moins

lever: 23h40
coucher: 15h27

lune décroissante
taux de remplissage: 49%

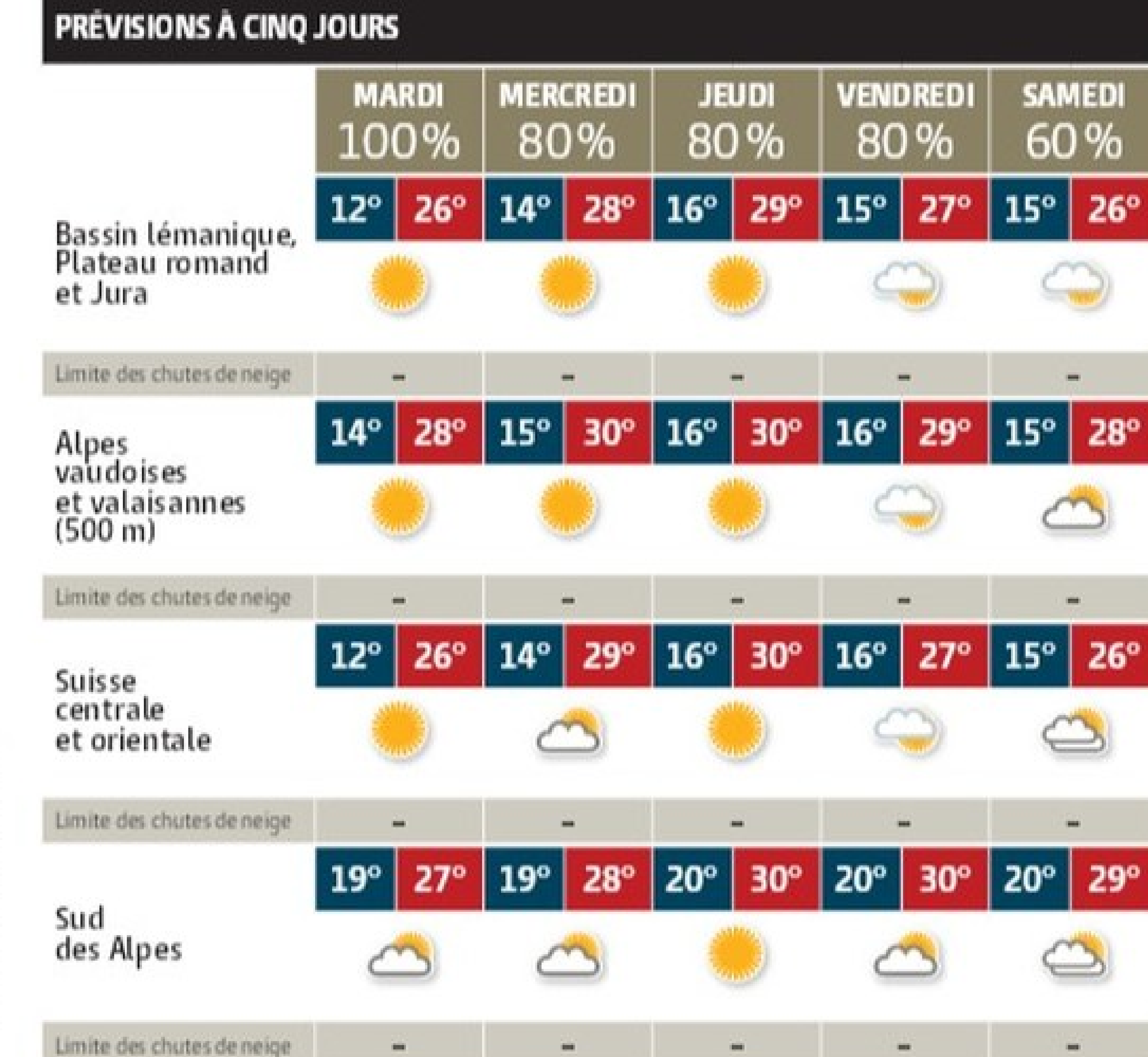
Situation générale aujourd'hui à 13h

Haute pression H
Basse pression B
Isobares (hPa)
Front froid
Front chaud
Front occlus

- de -15° | -15 à -10° | -10 à -5° | -5 à 0° | 0 à 5° | 5 à 10° | 10 à 15° | 15 à 20° | 20 à 25° | 25° et +

Bâle 14° 22°
Zurich 14° 20°
Saint-Gall 13° 17°
La Chaux-de-Fonds 8° 18°
Berne 14° 20°
Coire 15° 22°
Lausanne 15° 23°
Saint-Moritz 10° 19°
Genève 13° 23°
Sion 15° 26°
Verbier 9° 17°
Locarno 20° 28°

À L'ARRIÈRE DE LA PERTURBATION QUI A TRAVERSÉ la Suisse entre samedi soir et dimanche matin, les températures ont perdu entre 8 et 12 degrés. Cet air plus frais va encore nous accompagner aujourd'hui avec une bise sensible, généralement plus soutenue sur l'Ouest lémanique. Cette situation donnera ce lundi assez de soleil sur le Jura, le Léman et le Valais, tandis que les nuages seront encore nombreux sur les autres régions. A partir de mardi, tout le pays retrouvera des conditions très estivales.



PRÉVISIONS À CINQ JOURS

	MARDI 100%		MERCREDI 80%		JEUDI 80%		VENDREDI 80%		SAMEDI 60%	
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	12°	26°	14°	28°	16°	29°	15°	27°	15°	26°
Limite des chutes de neige	-		-		-		-		-	
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	14°	28°	15°	30°	16°	30°	16°	29°	15°	28°
Limite des chutes de neige	-		-		-		-		-	
Suisse centrale et orientale	12°	26°	14°	29°	16°	30°	16°	27°	15°	26°
Limite des chutes de neige	-		-		-		-		-	
Sud des Alpes	19°	27°	19°	28°	20°	30°	20°	30°	20°	29°
Limite des chutes de neige	-		-		-		-		-	

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi.
Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse tél. 0900 162 666
en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24
(fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

SEMAINES DE LA BOURSE 23.08.2024

↑ Stoxx Eur. 50 4494.63 0.27% ↑ Dow Jones 41175.08 1.14% ↑ Brut 79.04 2.50% ↑ €/CHF 0.9485 0.13%

↑ SMI 12347.46 0.34%

↑ GAGNANTS — Cours du SMI de 23.08.2024 — PERDANTS ↓

Gagnants			Perdants		
Swiss Re NA	117.85	+7.77%	Alcon N	81.66	-0.71%
Holcim N	81.42	+4.44%	Logitech NA	77.94	-0.33%
Richemont	137.70	+3.81%	Nestlé NA	89.54	-0.31%
Sika N	266.90	+3.53%	UBS Group N	26.43	+0.30%
Partners Gr.	1229.00	+3.36%	Givaudan	4207.00	+0.50%

↑ SPI 16399.07 0.33%

↑ GAGNANTS — Cours du SPI de 23.08.2024 — PERDANTS ↓

Gagnants			Perdants		
R&S Group	16.50	+17.02%	Hochdorf	5.70	-26.74%
Huber+Suhner	84.90	+14.57%	XLife Sciences	27.10	-19.82%
Siegfried	1108.00	+10.91%	Curatis N	5.00	-15.82%
Ina Invest	17.85	+8.18%	DocMorris	40.02	-13.45%
Swiss Re NA	117.85	+7.77%	Meyer Burger	4.09	-12.67%

VALEURS SUISSES

52 semaines Haut	Bas		cours 23.08. clôture	Var. % s.d'av.
SMI				
52.46	29.13	ABB NA	48.08	1.69
84.42	61.28	Alcon N	81.66	-0.71
571	409	Geberit NA	534	2.54
4396	2769	Givaudan	4207	0.50
85.58	54.34	Holcim N	81.42	4.44
302	235	Kühne+Nagel	262	1.75
93.50	58.56	Logitech NA	77.94	-0.33
589	309	Lonza Gr.	559	1.75
108	85.70	Nestlé NA	89.54	-0.31
101	81.63	Novartis	100	0.93
1326	913	Partners Gr.	1229	3.36
151	103	Richemont	138	3.81
287	213	Roche Hld.GS	283	0.68
288	207	Sika N	267	3.53
301	206	Sonova	298	2.33
682	536	Swiss Life	677	0.95
118	84.34	Swiss Re NA	118	7.77
560	487	Swisscom	534	0.66
28.78	20.88	UBS Group N	26.43	0.30
493	406	Zurich Ins. Gr.	489	1.58
SPI (sans SMI)				
44.26	21.36	Accelleron	42.18	-2.72
0.26	0.04	Addex Therap.	0.06	7.69
42.23	27.28	Adecco Gr. NA	29.10	2.83
117	83.00	Adval Tech	85.00	-
19.00	13.80	Aevis Vict. NA	14.75	-0.67
0.72	0.25	Airesis S.A	0.00	-
159	140	Allreal NA	159	1.40
282	205	Also Holding	252	-0.40
3.48	0.92	ams-OSRAM	1.08	-0.05
226	165	APG SGA NA	198	-0.75
13.52	7.10	Arbonia NA	13.00	4.33
0.27	0.08	Arundel NA	0.12	-6.15
1.83	1.34	Aryzta NA	1.73	3.03
11.34	5.29	Ascom NA	5.82	6.40
1.94	1.25	Asmallworld	1.45	1.40
167	98.80	Autoneum H. NA	124	-1.27
39.75	29.00	Avolta	33.66	3.25
91.65	53.95	Bachem H. NA	82.20	0.86
163	126	Bâloise NA	160	0.19
1627	1215	Barry Callebaut	1368	-1.87
894	830	Baselland. KB	852	0.47
49.00	32.00	Basilea Pharm.	45.20	0.78
69.60	62.00	Basler KB PS	65.80	-0.30
49.80	35.35	BB Biotech	39.90	-0.62
559	369	Belimo	559	2.76
285	238	Bell Food	263	1.74
25.65	16.00	Bellevue Gr.	16.60	-2.92
45.90	39.70	Bergb.Engelb.	40.60	0.25
253	231	Berner KB	232	-0.85
168	122	BKW	154	-3.14
230	173	Bossard	224	1.36
317	213	Bq. Cant. de G.	275	-1.79
66.50	49.20	Bq. Cant. de J.	59.00	0.85
113	89.00	Bq. Cant. Vaud.	92.05	-1.45
402	314	Bucher Ind.	357	1.57
1815	1630	Bündner KB	1700	-1.16
666	436	Burckhardt	583	0.17
101	83.00	Burkhalter	90.50	-0.33
1080	820	BVZ	0.00	-
598	299	Bystronic	322	-0.92
32.00	25.00	Calida Holding	28.20	1.44
354	232	Carlo Gavazzi	246	3.80
78.85	60.00	Cembra Money	77.55	0.78
2.40	0.90	CI Com	0.00	-
53.40	43.00	Cicor Technol.	51.80	±0.00
15.29	10.77	Clariant	13.26	3.03
72.40	44.10	Coltene	51.20	-1.92
389	171	Comet	345	1.03
157	113	Comp. Fin.Tr.	150	1.01
80.50	33.70	Cosmo Pharma.	79.80	1.53
73.60	52.00	CPHG	64.20	±0.00
35.84	0.90	Curatis N	5.00	-15.82
207	154	Dätwyler	173	0.35
69.10	53.95	DKSH Hold.	67.80	1.19
102	35.16	DocMorris	40.02	-13.45
535	401	dormakaba	519	0.39
270	190	Dottikon	263	2.14
116	67.00	Edisun Pow.	69.00	-5.48
13.74	9.30	EFG Int.	12.18	±0.00
964	820	Emmi NA	886	0.80
785	581	Ems-Chemie	711	0.85
75.00	59.20	Epic Suisse	72.80	-
4.10	0.62	Evolva Hold.	0.86	-8.67
22.90	15.90	Feintool Int.	15.90	-5.64
209	166	Flugh. Zürich	206	3.26
1200	863	Forbo Hold. NA	878	-1.35
17.25	15.20	Fund. Real	16.05	-2.43
84.92	60.00	Galderma Gr.	83.08	3.89
78.15	65.10	Galenica NA	72.30	-0.82
0.54	0.13	GAM NA	0.16	-3.61
72.20	45.64	Georg Fischer	65.15	1.40
24.30	20.80	Glarner KB N	21.20	±0.00
290	216	Grp. Minoteries	234	-1.68
99.80	34.50	Gurit Hold.	36.40	-11.22
137	115	Helvetia	134	1.36
81.40	69.40	HIAG Immo.	76.40	±0.00
15.30	4.00	Highlight	8.35	-
29.00	1.23	Hochdorf	5.70	-26.74
84.90	59.90	Huber+Suhner	84.90	14.57
4380	3780	Hypo Lenzburg	4100	-
5.32	1.29	Idorsia	2.27	7.58
36.80	25.75	Implenia	31.45	-2.48
18.95	15.65	Ina Invest	17.85	8.18
1508	940	Inficon	1214	-0.82
3080	2245	Interoll	2525	0.60
130	113	Intershop N	121	3.24
110	91.40	Investis	110	0.92
144	103	IVF Hartmann	136	-0.73
62.08	42.98	Julius Bär NA	50.34	-0.79
211	141	Jungfraubahn	205	2.00
278	163	Kardex	256	-0.19
19.00	15.00	Klingelnb.	16.05	-2.73
226	124	Komax	132	0.30
1.99	1.11	Kudelski	1.54	-8.33
16.60	1.76	Kuros Bios.	15.22	5.99
83.40	60.50	Landis+Gyr	76.30	0.79
26.95	15.24	lastminute	19.84	0.20
0.63	0.30	Leclanché NA	0.35	-4.11
2120	1108	Lem	1230	-2.07
41.30	21.70	Leonteq	26.75	-4.29
76.50	59.30	Liechten. LB	75.60	-0.92
113600	95000	Lindt & Spr.	108800	±0.00
11430	9385	Lindt & Spr. PS	11010	-0.54
76.40	64.20	Luzerner KB	65.90	-1.49
5.88	3.50	MCH Group N	3.80	-4.52
135	98.10	Medacta Gr.	131	2.19
96.90	61.00	Medartis	64.30	-4.88
26.75	10.08	Medmix	10.80	2.86
44.65	25.00	Meier Tobl.	26.40	2.33
1570	1215	Metall Zug	1235	-3.14
123	4.04	Meyer Burger	4.09	-12.67
20.00	12.50	Mikron	18.55	±0.00
15.26	12.66	Mobilezone	13.48	-1.75
272	241	Mobimo	272	1.31
9.50	3.04	Molecular Partn.	5.25	-4.55
19.90	9.68	Montana A.	18.92	2.83
11.45	4.09	Newron Pharma	7.86	3.42
37.00	31.70	Novavest Real Est.	32.70	-0.61
5.12	3.30	OC Oerlikon NA	4.79	2.26
6.02	3.20	Orascom Dev.	4.12	2.74
83.60	69.00	Orell Füssli	76.00	±0.00
77.10	52.50	Orior	58.40	1.04
14.20	6.30	Peach Prop.	7.05	-9.38
81.00	35.20	Perrot Duval	65.00	-1.52
536	342	Phoenix Mec.	438	-1.13
74.10	24.05	Pierer Mob.	26.10	5.45
315	291	Plazza	314	0.32
35.80	14.11	PolyPeptide	34.40	6.01
78.00	63.00	Private Equity	73.40	1.10
125	105	PSP	125	2.89
16.90	9.55	R&S Group	16.50	17.02
4.89	1.06	Relief Therap.	1.07	-3.18
138	74.10	Rieter	102	2.93
312	229	Roche I	305	0.79
58.80	50.60	Romande Energie	53.00	-3.28
38.79	22.70	Sandoz	37.54	0.78
14.62	7.14	Santhera Pha.	9.00	2.39
237	171	Schindler N	231	2.22
243	176	Schindler PS	236	2.52
28.00	21.00	Schlatter Hold.	22.40	-7.44
638	372	Schweiter Tech.	421	2.68
4790	3440	Schweizer NB	3700	-0.54
88.10	57.50	Sensirion	71.00	-0.98
96.00	82.50	SF Urban Prop. N	92.20	1.10
130	88.90	SFS Group	128	0.63
96.24	69.62	SGS	94.28	1.18
10.40	2.74	SHL Telemed.	2.90	-
1108	655	Siegfried	1108	10.91
23.86	15.88	SIG Group	17.57	0.11
86.60	65.00	SKAN Group	80.00	0.76
19.29	14.00	SoftwareONE	15.94	-6.78
1.06	0.01	Spexis	0.00	-
508	415	St. Galler KB	420	-0.83
36.28	24.70	Stadler Rail	27.60	3.56
57.00	44.60	StarragTornos	45.40	-1.73
152	97.00	Straumann	127	1.36
139	72.30	Sulzer NA	127	3.08
258	167	Swatch Group I	181	-0.41
48.90	33.30	Swatch N Gr.	36.00	-0.14
94.70	81.25	Swiss Pr. Site	94.50	4.30
26.75	4.63	Swiss Steel H.	5.04	0.80
309	158	Swissquote	306	0.66
392	251	Tecan	286	0.49
89.68	52.65	Temenos NA	59.00	-0.92
130	117	Thurgau. KB PS	122	-0.81
171	81.70	TX Group	161	0.50
102	73.20	u-blox Holding	78.90	-0.38
111	92.80	Valiant Hld.	98.20	0.82
41.00	30.70	Varia US Prop.	32.00	-1.54
528	309	VAT Group N	436	1.47
462	413	Vaudoise	452	1.35
48.00	29.75	Vetropack N	30.90	2.15
715	550	Villars	0.00	-
59.40	47.55	Vontobel	56.00	-0.88
97.60	69.00	VP Bank	75.60	4.13
129	85.70	VZ Holding	129	3.86
69.20	48.10	V-ZUG	58.20	-0.68
118	107	Walliser KB	115	±0.00
1907	1610	Warteck Invest	1700	±0.00
5.47	2.80	Wisekey	3.90	1.30
51.40	25.90	XLife Sciences	27.10	-19.82
432	244	Ypsomed	406	-1.22
62.20	45.20	Zehnder Gr.	54.10	0.74
27.40	23.80	Züblin Immob.	26.20	0.77
1915	1480	Zug Estates	1830	4.87
8580	7460	Zuger KB	8300	-0.72
180	112	Zwahlen&Mayr I	0.00	-

INDICES BOURSIERS (Semaines d'avant)

(Nikkei-Index= ©Nihon Keizai Shimbun)

Indice	Cours	Var.
S&P UK (UK)	1689.06	0.13%
DAX (DE)	18633.10	1.70%
SMI (CH)	12347.46	1.30%
RTS (RU)	915.64	-8.63%
S&P TSX (CA)	23286.08	1.00%
HANG SENG (HK)	17608.18	1.08%
DOW JONES (US)	41175.08	1.27%
CAC 40 (FR)	7577.04	1.71%
NIKKEI (JP)	38364.27	0.79%
NASDAQ	17877.79	1.40%
BOVESPA (BR)	136376.84	1.64%
S&P SOUTH AFRICA (ZAR)	3689.85	1.79%
STRAITS TIMES (SG)	3387.99	1.21%

AEX (NL)	908.56	0.32%	OMX (SE)	990.79	1.46%
All Ordinaries (AU)	8249.10	0.72%	OMXC 20 (DK)	2724.65	-0.51%
ATX (AT)	3689.71	1.72%	S&P 500 (US)	5634.61	1.45%
Euro Stoxx 50 (CH)	4909.20	1.42%	SET Index (TH)	1354.87	3.98%
IBEX 35 (ES)	11278.10	3.00%	SSE 180 (CH)	7466.18	-0.12%
Kospi (KR)	2701.69	0.17%	Stoxx Europe 600 (CH)	518.13	1.31%
Nasdaq 100 (US)	19720.87	1.09%	Stoxx Singap. 20 (CH)	2006.36	0.74%
OBX (NO)	1345.92	-0.46%	Taiwan Weighted (TW)	22158.05	-0.86%

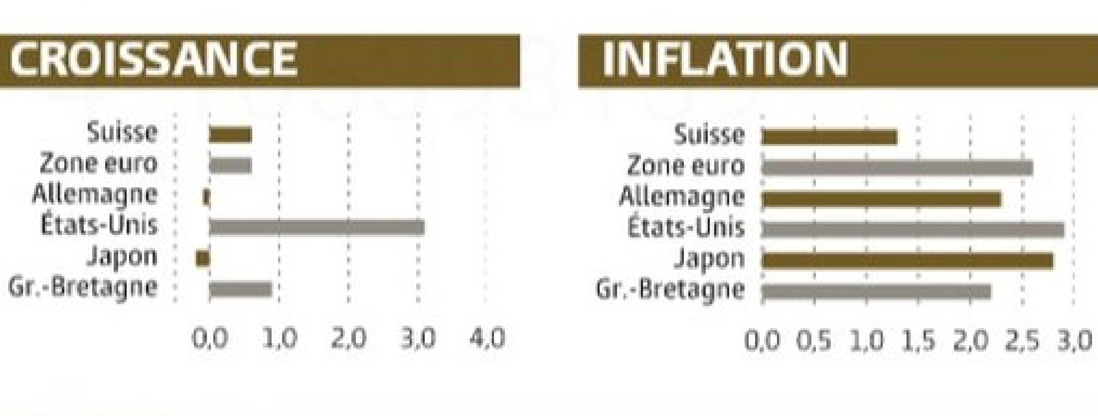
ACTIONS NON COTÉES

Titre	Demande	Offre
acrevis Bank N	1425	1450
Alpha Rheintal Bank	670,00	690,00
Arosa Bergbahnen	107,00	113,50
Auto AG Rothenburg	452,00	462,00
Aventron	11,50	11,90
Bad Schinznach	1950	2000
CKW	372,50	375,00
Bank Leerau	414,00	572,00
Bank SLM N	1900	1925
BBO Bank Brienz-Oberhasli	175,00	194,00
Beau-Rivage Palace SA	220,00	240,00
Bernerland Bank	440,00	470,00
Biene-Bank im Rheintal	253,00	472,00
Caran d'Ache, Genève B	25000	-
Casino de Montreux	1700	1840
Cendres+Métaux, Biel	5505	5650
Cham Group	510,00	519,50
Chemholding N	20100	-
Clientis Bank Aareland N	1750	2040
Clientis Bank Oberuzwil	806,00	-
Clientis EB Entlebucher	225,00	-
Clientis Sparkasse Oftringen	2080	2110
Congress Centre Kursaal	465,00	550,00
Crédit Mutuel de la Vallée	68,05	-
Dolder Hotel, Zürich	1750	1875
Energ Elec du Simplon E.E.S.	720,00	790,00
Energie Zürichsee	1580	1620
Eniwa	876,00	979,00
Erspamiskasse Affoltern	2200	2575
Espace Real Estate	170,00	172,00
EW Jona-Rapperswil, Jona	5100	5350
Gondrand N	155,00	185,00
Griesser	715,00	750,00
Griston Holding	2600	2950
Holdigaz, Vevey	142,00	144,00
Immobiliare Pharmapark N	2750	3000
Konkordia N	7305	8500
Lagerhäuser der Centrals.	18900	21000
Loeb	230,00	238,90
Montana Tech N	3,50	4,50
Montreux-Berner Oberl. Bahn	4,15	5,00
Neue Zürcher Zeitung	5160	5190
Parking des Alpes	31,00	50,00
Plaston Holding	3165	3265
Ports Francs et Entrepôts de G	960,00	-
Reussegg N	78,00	350,00
Repower N	163,00	166,00
sitEx Properties	116,00	117,00
Spar + Leihkasse Gürbetal N	4410	4895
Spar- und Leihkasse Buch.	7500	7700
Spar- und Leihkasse Frutigen	2440	2490
Spar+Leihkasse Riggisberg	6725	7100
SSE Holding N	4730	4975
Stadtcasino Baden	435,00	455,00
Survretta-Haus	26100	35000
Thermalbad Zurzach N	276,50	290,00
Toggenburg Bergbahnen N	233,00	250,00
Usines Metallurgiques de V.	5205	6100
Weleda	4000	4190
Welinvest, Basel	3050	3150
Weiss & Appetito	317,00	327,00
WWZ N	935,00	940,00
Zermatt Bergbahnen	451,00	465,00

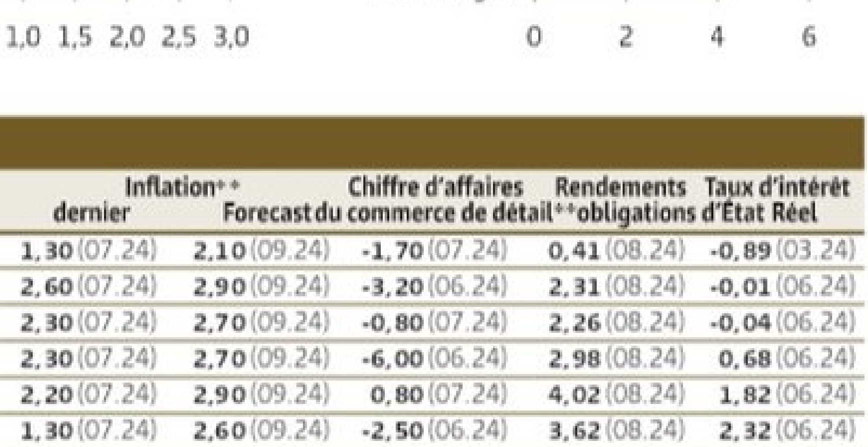
Source Berner KB, Lienhardt & Partner PB

CROISSANCE

INFLATION



CHÔMAGE



ÉCONOMIE

Pays	Croissance du PIB* dernier	Croissance du PIB* Forecast	Production industrielle*	Chômage **	Inflation** dernier	Inflation** Forecast	Chiffre d'affaires du commerce de détail**	Rendements obligations d'État	Taux d'intérêt Réel
Suisse	0,60 (03.24)	2,80 (09.24)	7,30 (06.24)	2,30 (07.24)	1,30 (07.24)	2,10 (09.24)	-1,70 (07.24)	0,41 (08.24)	-0,89 (03.24)
Zone euro	0,60 (06.24)	3,60 (09.24)	-3,90 (06.24)	6,50 (06.24)	2,60 (07.24)	2,90 (09.24)	-3,20 (06.24)	2,31 (08.24)	-0,01 (06.24)
Allemagne	-0,10 (06.24)	3,00 (09.24)	-4,10 (06.24)	6,00 (07.24)	2,30 (07.24)	2,70 (09.24)	-0,80 (07.24)	2,26 (08.24)	-0,04 (06.24)
France	1,10 (06.24)	3,30 (09.24)	-1,64 (06.24)	7,30 (06.24)	2,30 (07.24)	2,70 (09.24)	-6,00 (06.24)	2,98 (08.24)	0,68 (06.24)
Gr.-Bretagne	0,90 (06.24)	3,60 (09.24)	-1,40 (06.24)	4,20 (06.24)	2,20 (07.24)	2,90 (09.24)	0,80 (07.24)	4,02 (08.24)	1,82 (06.24)
Italie	0,90 (06.24)	3,60 (09.24)	-2,60 (06.24)	7,00 (06.24)	1,30 (07.24)	2,60 (09.24)	-2,50 (06.24)	3,62 (08.24)	2,32 (06.24)
Japon	-0,20 (03.24)	3,60 (09.24)	-7,30 (06.24)	2,50 (06.24)	2,80 (07.24)	2,60 (09.24)	3,00 (07.24)	0,87 (08.24)	-1,93 (03.24)
États-Unis	3,10 (06.24)	4,30 (09.24)	-0,20 (07.24)	4,30 (07.24)	2,90 (07.24)	4,80 (09.24)	2,20 (07.24)	3,91 (08.24)	1,01 (06.24)

Chiffres en pourcentage, * trimestriels sur une base annuelle ** mensuels sur une base annuelle

↓ Suisse 10 ans Bonds 0.43 -0.02

↓ Allemagne 10 ans Bonds 2.221 -0.034

↓ Gr.-Bretagne 10 ans Bonds 4.004 -0.016

↓ États-Unis 10 ans Bonds 3.7947 -0.112

OBLIGATIONS

Nom	Taux d'intérêt	Échéance	dernier cours	% debut de l'année	volume échangé
OBLIGATIONS SUISSES					
Confédération					
Conféd.	1.5	24.07.25	100.67	0.03	100000
Conféd.	0	22.06.29	97.97	2.09	126000
Conféd.	1.25	28.05.26	101.20	0.34	412000
Conféd.	0.5	30.05.58	107.80	5.69	0
Conféd.	0	26.06.34	96.18	2.56	0
Conféd.	3.5	08.04.33	125.92	1.28	100000
Conféd.	0.25	23.06.35	98.60	1.99	0
Conféd.	3.25	27.06.27	107.74	0.618	601000
Conféd.	0.5	27.05.30	100.37	1.54	104000
Conféd.	2	25.06.64	168.50	4.70	0
Conféd.	2.25	22.06.31	112.14	0.364	300000
Conféd.	4	06.01.49	185.10	3.32	0
Conféd.	1.5	30.04.42	118.71	1.84	0
Conféd.	1.25	28.06.43	115.37	2.69	0
Conféd.	0.5	28.06.45	102.02	2.02	100000
Conféd.	4	08.04.28	112.73	0.565	9000
Conféd.	1.25	27.06.37	110.96	2.02	0
Conféd.	1.5	26.10.38	114.95	3.19	100000
Conféd.	0	24.07.39	94.38	3.01	0
Cantons, Villes et Communes					
Genf, Kanton	1.5	28.05.27	102.25	1.34	0
Kanton Bern	2.25	20.04.26	102.40	0.244	0
St. Gallen, Stadt	0.14	16.09.44	82.80	14.13	0
St. Gallen, Stadt	1.25	08.03.27	101.00	0.00	0
Thurgau, Kanton	0.375	12.06.25	99.56	1.18	0
Zürich, Kanton	0	27.06.25	99.26	1.18	420000
Zürich, Stadt	1.35	24.03.45	109.80	0.00	0
Banques cantonales					
Bank Julius Bär	2.375	04.04.31	104.95	0.00	0
Bank Julius Bär	2.5	06.09.30	105.55	1.20	0
Bank Julius Bär	0.125	27.04.28	95.90	3.12	230000
Cembra Money Bank	0.152	14.10.26	97.55	1.72	0
EFG Bank AG	1.995	28.06.27	101.75	0.00	0
EFG Bank AG	2.158	28.06.30	103.70	0.00	0
Migrosbank	2.5	26.09.33	107.35	0.51	0
Etabl. de prêts hypotécaires					
Pfandbriefbank	0.125	06.09.28	97.10	2.10	0
Pfandbriefbank	1.5	13.07.27	101.79	0.00	0
Pfandbriefbank	1.375	24.07.37	102.52	0.00	0
Pfandbriefbank	1.5	15.12.25	100.80	1.11	0
Pfandbriefbank	0.125	06.05.25	99.40	1.35	0
Pfandbriefbank	0.5	05.05.28	98.80	2.03	65000
Pfandbriefbank	1.625	28.01.39	107.00	0.00	0
Pfandbriefzentrale	0.125	02.12.24	99.73	1.02	10000
Pfandbriefzentrale	0.375	14.02.25	99.66	0.96	0
Centrales d'émissions					
EGW	0.125	27.05.25	99.41	1.04	115000
EGW	1.7	20.07.43	115.80	0.00	100000
EGW	1.25	15.06.27	101.40	3.15	0
EGW	0.4	09.12.31	95.70	8.07	0
EGW	0.375	27.05.30	98.40	2.55	0
EGW	1.375	27.03.28	100.20	0.65	0
Sociétés financières					
Allreal Holding AG	2.1	04.04.31	103.80	0.00	0
Allreal Holding AG	0.6	15.07.30	95.30	3.08	160000
Allreal Holding AG	0.4	26.09.29	95.15	3.54	0
Mobimo Holding AG	2.05	01.07.30	103.20	0.00	0
Mobimo Holding AG	0.25	19.03.27	97.40	1.94	95000
Swiss Prime Site Finance AG	1.8	01.03.30	102.05	0.00	0
Swiss Prime Site Finance AG	0.375	30.09.31	92.40	2.78	5000
Swiss Prime Site Finance AG	0.375	11.02.28	97.20	2.64	15000
Energie					
Alpiq Holding AG	1.625	30.05.25	100.11	0.40	0
Alpiq Holding AG	1.75	24.06.26	101.10	1.20	0
Axpo Holding AG	2.5	15.03.29	105.00	1.20	0
BKW AG	0.875	27.04.26	99.70	1.01	0
BKW AG	0.25	29.07.27	97.80	1.29	100000
IWB Industrielle Werke Basel	1.3	13.07.29	101.65	0.00	0
IWB Industrielle Werke Basel	1.4	13.07.34	103.15	0.00	0
Repower	2.55	09.12.24	100.32	0.496	0
Industrie					
Barry Callebaut	2.05	17.05.30	102.80	0.00	0
Barry Callebaut	1.95	24.01.28	102.25	0.00	0
Clariant AG	2.75	28.03.31	106.05	0.00	0
Coop-Gruppe Genossenschaft	1.85	16.07.32	104.40	0.00	0
Coop-Gruppe Genossenschaft	1.75	17.07.28	102.05	0.00	0
GZO AG	1.875	12.06.25	42.00	7.729	0
Kudelski	1.5	27.09.24	98.50	37.82	180000
Lonza Swiss Finanz AG	2.1	12.09.29	102.90	0.34	150000
Nestlé	1.375	30.11.28	101.70	0.00	0
Novartis	1.65	18.06.31	105.10	0.00	0
Novartis	1.75	16.06.34	107.30	0.00	0
Novartis	1.6	18.06.27	102.05	0.00	0
Partners Group Holding AG	2.15	07.06.34	105.00	0.00	0
Swisscom	1.65	23.08.30	103.40	0.00	25000
Swisscom	0.245	20.11.34	93.30	5.19	0
Swisscom	1.8	23.08.34	106.15	0.00	0
TEMENOS	1.5	28.11.25	98.50	0.706	30000
OBLIGATIONS ÉTRANGÈRES					
Etats et Municipalités					
New Brunswick	0.25	19.01.29	96.95	2.27	10000
Ontario	0.05	12.05.33	93.25	3.78	0
Province of Quebec	1.368	26.04.34	104.30	0.00	0
Province of Quebec	0.03	18.06.31	93.95	2.85	100000
Province of Quebec	2.04	09.05.33	109.30	2.48	0
Province of Quebec	0.75	21.11.24	99.93	0.64	0
Republic of Slovakia	1.915	10.05.34	103.95	0.00	100000
Republic of Slovakia	1.522	10.05.28	101.60	0.00	0
Transports					
Hyunday Capital Services	0.26	11.02.25	99.50	1.39	5000
Hyunday Capital Services	2.748	11.05.26	102.50	0.049	0
Hyunday Capital Services	1.878	14.06.27	101.45	0.64	10000
Hyunday Capital Services	3.033	01.02.28	105.25	1.01	235000
Korea Railroad Corp	2.028	14.11.25	101.13	0.23	0
RATP	1.513	06.03.36	99.80	0.00	0
SNCFM	0.227	18.06.30	95.05	1.55	15000
Emprunts supranationaux					
CABEI	0.17	29.09.31	91.15	4.17	35000
EIB	1.625	04.02.25	100.26	0.259	0
EIB	1.375	21.02.28	102.10	0.44	100000
FONPLATA	2.593	15.11.27	102.85	0.00	0
FONPLATA	0.556	03.09.26	97.90	4.82	15000
FONPLATA	0.795	01.12.28	95.90	4.87	15000
Banques et sociétés financières					
Banco Internacional	2.8	23.07.27	101.35	0.00	0
Banco Santander S.A.	0.31	09.06.28	96.90	2.81	25000
Bank of America	0.253	12.06.26	98.60	2.02	0
Banque Fed du Crédit Mutuel	2.223	30.01.32	105.95	0.00	0
Banque Internationale à Lux	1	10.07.25	99.61	0.82	10000
BAWAG P.S.K.	2.955	29.11.27	105.00	2.44	0
BNP Paribas	1	06.06.25	99.95	1.05	0
BPCE	2.045	15.03.32	104.30	0.00	0
BPCE	2.288	15.03.29	102.95	0.00	0
CAIXABANK	0.477	01.07.27	97.45	2.69	0
CAIXABANK	2.175	19.03.30	103.35	0.00	0
Credit Agricole S.A.	0.5	01.10.26	98.40	2.98	200000
Credit Agricole SA	1.878	07.06.32	103.75	0.00	0
Deutsche Bank	0.8	07.02.25	99.77	1.10	0
Goldman Sachs Group Inc.	0.4	11.05.28	97.00	2.97	55000
Goldman Sachs Group Inc.	1	24.11.25	99.85	0.86	300000
HSBC Holdings PLC	1.805	01.06.26	100.20	0.25	0
LGT Bank AG	0.2	04.11.30	94.30	3.63	0
New York Life Funding	1.875	07.05.32	104.35	0.00	0
Royal Bank of Canada	0.2	22.09.31	93.85	5.33	0
Societe Generale	2.683	19.10.29	106.55	2.30	0
Toronto-Dominion Bank	1.99	17.06.31	104.00	0.00	0
Industrie					
Coca-Cola	1	02.10.28	100.90	1.25	0
EQUINIX EUROPE 1 FINANCING COR	2.875	12.09.28	105.30	1.35	0
Glencore Finance Ltd	0.35	10.09.25	99.14	1.42	0
Metropolitan Life Global Fund	1.875	08.04.31	103.70	0.00	0
Teva Pharmaceutical Finance IV	1	28.07.25	98.77	1.98	50000
Thermo Fisher Scientific Inc.	2.038	07.03.36	107.05	0.00	0
TRATON Fin Lux	2.35	20.06.30	103.00	0.00	150000
Verizon	0.193	24.03.28	96.55	2.22	0
Verizon	0.555	24.03.31	95.10	2.31	55000
Volkswagen Financial Serv.N.V.	2.208	12.02.27	101.95	0.00	50000
Volkswagen Financial Serv.N.V.	2.493	12.02.30	104.65	0.00	0

EXPLICATIONS: les prix des actions et des obligations de la bourse suisse ; * = dernier prix mentionné ; **GS** = bons de participation ; **I** = actions au porteur ; **NA** = actions nominatives ; **PS** = bons de participation ; **le bas/haut sur 52 semaines** se réfère uniquement aux transactions boursières. cours 23.08.2024 / 22.16 h CE(S)T cours sans garantie. Source Infront

Lundi Finance

SPÉCIAL FONDS DE PLACEMENT

400

LA CHINE S'EST DITE «FORTEMENT MÉCONTENTE» dimanche des nouvelles sanctions américaines à l'encontre des entreprises chinoises pour leurs liens avec Moscou. Washington a annoncé vendredi une nouvelle série de sanctions visant 400 entités et individus en Russie, en Biélorussie, en Chine et dans d'autres pays.

CHRISTOF ALBRECHT
Nouveau directeur des opérations de TradeXBank
La banque zurichoise spécialisée dans le financement du commerce des matières premières a annoncé sa nomination jeudi. Il aura pour mission de renforcer les activités et de poursuivre la transformation numérique.



+117 000

EN FRANCE, L'ENGOUEMENT POUR LES PLACEMENTS DANS LES ETF NE SE TARIT PAS. Au total, 248 000 investisseurs ont acheté ou vendu au moins un ETF au deuxième trimestre 2024, soit 117 000 de plus qu'il y a un an, a indiqué l'Autorité des marchés financiers dans un rapport.

SMI 12347,46 +0,36%	↑	Dollar/franc	0,8479	↓
		Euro/franc	0,9490	↑
Euro Stoxx 50 4909,20 +0,50%	↑	Euro/dollar	1,1192	↑
		Livre st./franc	1,1203	↑
FTSE 100 8327,78 +0,48%	↑	Baril Brent/dollar	79,02	↑
		Once d'or/dollar	2512	↑

Les débuts timides des L-QIF en Suisse

INNOVATION Autorisés depuis le 1er mars, ces nouveaux fonds, flexibles et moins encadrés, devaient permettre à la place financière helvétique de concurrencer le leader luxembourgeois. Or, deux seulement ont été lancés à ce jour

SÉBASTIEN RUCHE
X @sebruche

D'inspiration très libérale, le L-QIF permet de lancer rapidement des stratégies d'investissement personnalisées, réservées à des investisseurs qualifiés et sans devoir demander l'autorisation de la Finma. Cette innovation suisse, autorisée depuis le 1er mars, a été présentée comme un avantage compétitif pour la place financière suisse face au leader absolu du marché des fonds, le Luxembourg (le L-QIF est d'ailleurs inspiré du RAIF luxembourgeois). Or, après plus de cinq mois, seuls deux L-QIF ont été lancés, par le *family office* du financier zurichois Rainer-Marc Frey. Est-ce un développement normal pour un nouveau produit ou le signe que ce produit n'est finalement pas aussi attractif que ce que prévoyait le projet initial?

«Dès le mois de mars, l'intérêt pour le L-QIF a été très fort particulièrement en Suisse romande, de la part d'avocats», relève Guillaume Toffel, de l'AMAS, l'organisation professionnelle représentative de l'industrie suisse de l'Asset Management, qui a été à l'origine de la création de ce type de fonds. Alors pourquoi deux L-QIF seulement ont-ils été lancés?

Le processus de lancement de ce véhicule prend un peu de temps, car les gérants d'actifs et les directions de fonds doivent modifier leur règlement interne et leurs directives internes pour pouvoir gérer ou superviser des L-QIF. Ces modifications doivent être validées par leur conseil d'administration et par la Finma, poursuit le conseiller juridique senior. En tout, le processus peut prendre deux à trois mois, ce qui a amené à la pause estivale.

Autre point soulevé par Guillaume Toffel, une vingtaine de fonds suisses classiques sont lancés chaque année, selon le rapport de la Finma. «Donc que deux L-QIF aient été lancés en quelques mois n'est pas hors norme ou particulièrement bas.»

«L'un des avantages du L-QIF est la flexibilité de la politique de placement et de la répartition des risques, ce qui permet de faire des produits très souples. De plus, l'accès aux informations sur les L-QIF par des tiers est limité», observe Caroline Clemetson, avocate chez Schellenberg Wittmer à Genève, qui travaille sur plusieurs projets de L-QIF.

> **«L'un des avantages du L-QIF est la flexibilité de la politique de placement et de la répartition des risques»**
>
> CAROLINE CLEMETSON, AVOCATE CHEZ SCHELLENBERG WITTMER

Beaucoup de projets sont justement en cours, selon elle: «Ce type de produit va prendre car il peut intéresser des cercles restreints d'investisseurs, et aussi, grâce au temps relativement réduit qu'il faut pour le lancer.» En plus des *family offices*, des clients de la gestion de fortune bénéficiant d'un mandat (et qui sont donc considérés comme des investisseurs qualifiés) peuvent utiliser des L-QIF, de même que les caisses de pension et autres investisseurs institutionnels. Autre tendance relevée par Caroline Clemetson, la transformation de fonds traditionnels en L-QIF «puisque certains investisseurs n'ont pas nécessairement besoin de la protection de la Finma».

Intérêt national

Ces véhicules sont particulièrement adaptés à des besoins purement suisses, enchaîne François Rayroux, avocat chez Lenz & Staehelin, qui voit deux utilisations intéressantes. D'une part, pour la gestion des avoirs de grandes familles dans le *private banking*. D'autre part, «un L-QIF peut être l'interface idéale pour des investisseurs souhaitant financer des start-up suisses et on sait que nos universités et écoles polytechniques regorgent de bonnes idées qui ont besoin d'accéder au capital. Le L-QIF peut ainsi servir un intérêt national, en facilitant l'investissement dans l'innovation et en limitant les transferts de technologie vers l'étranger à un stade précoce faute de financement domestique», détaille l'avocat genevois.

Une autre explication au faible nombre de lancements de L-QIF à ce jour tient peut-être à l'absence d'autorisation de la Finma, enchaînent Sandra Berchier et Christian Carron, de Gérifonds, une direction de fonds appartenant à la BCV. «Quand un projet ne passe pas par une autorité de surveillance, comme c'est le cas pour le L-QIF, ses participants sont en première ligne. Les directions de fonds, administrateurs ou les banques dépositaires vont peut-être se montrer plus prudentes lors de la création d'un L-QIF, la rédaction des prospectus ou pour organiser leur collaboration», avancent-ils, précisant qu'à leurs yeux l'argument de la rapidité de mise sur le marché ou du coût n'est pas décisif pour les L-QIF.

Même si ces véhicules bénéficient d'une grande liberté au niveau de la politique de placement – notamment concernant la concentration des positions –, ils n'offrent pas un blanc-seing absolu aux gérants. Ces fonds s'adressent uniquement à des investisseurs professionnels, par conséquent, ils resteront probablement des produits de niche, estime un autre interlocuteur, qui n'a pas souhaité s'exprimer publiquement.

Par ailleurs, des acteurs de l'asset management estiment que malgré neuf ans de travail, le L-QIF suisse propose une alternative aux RAIF luxembourgeois sans tous les avantages existants dans le projet initial. Ce dernier dessinait un véhicule encore plus libéral sur les restrictions de placement, puisqu'il ne s'adresse qu'à des investisseurs expérimentés, conscients des riques. Mais des cautèles ont été ajoutées lors du travail législatif, en particulier une limite à l'endettement fixée à 50%, des mises en gage ne pouvant dépasser 100% ou encore un maximum de 600% d'effet de levier. Soit ce qui existe déjà pour un fonds alternatif.

En conséquence, le L-QIF risque de rester un véhicule d'investissement ne s'adressant qu'à une clientèle très spécifique. Il ne permettra probablement pas à la place financière suisse de concurrencer réellement la domination du Luxembourg, regrette un interlocuteur.

> **«Un L-QIF peut être l'interface idéale pour des investisseurs souhaitant financer des start-up suisses»**
>
> FRANÇOIS RAYROUX, AVOCAT CHEZ LENZ & STAEHELIN

Durant le processus parlementaire, le L-QIF a fait l'objet de critiques, relève encore François Rayroux, de Lenz & Staehelin, certains craignant une boîte noire servant les intérêts d'une minorité et présentant un risque pour l'économie, vu la réglementation limitée dont il fait l'objet.

Sur le plan fiscal, le L-QIF n'apporte pas d'avantage, étant traité comme n'importe quel fonds suisse. «Il est donc soumis à l'impôt anticipé, qui peut être récupéré par les investisseurs suisses et les étrangers selon les conventions de double imposition», résume François Rayroux. Qui conclut sur l'immobilier: «Le projet de loi a dû être complété, en cours de délibération parlementaire, par une disposition excluant les fonds immobiliers en propriété directe pour des investisseurs professionnels privés et leurs structures d'investissement. Le risque existait que d'importants impôts en matière immobilière allaient échapper au fisc si des professionnels privés avaient la possibilité de détenir des immeubles en direct via un L-QIF. Ce risque identifié par le DFF aurait pu compromettre l'intégralité du projet. C'est ainsi que, pour «sauver» cette nouveauté législative, la restriction concernant l'investissement par des professionnels privés dans des L-QIF immobiliers avec une détention de propriété directe, a été insérée dans le texte de la loi.» ▬

Peu d'informations publiques

NOUVEAUTÉ La création de ces nouveaux fonds est annoncée au fil du temps par le Département fédéral des finances, mais avec peu de détails

Sur les deux L-QIF existants, on sait peu de choses, si ce n'est qu'ils ont été lancés par Horizon21, le family office de Rainer-Marc Frey, le financier alémanique précurseur des hedge funds, administrateur d'UBS après la crise de 2008. Les L-QIF n'étant pas soumis à une autorisation de la Finma, leur lancement doit être annoncé au Département fédéral des finances, qui les recense sur le site du Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales (SIF). Ce dernier mentionne que les signaux pour d'autres lancements dans le secteur sont positifs, sans pouvoir donner davantage de détails.

L'identité de l'entreprise qui les administre et de la banque dépositaire (ZKB dans ce cas) est publique, tandis que l'appellation du premier de ces véhicules semble indiquer qu'il investit dans des actifs non cotés (H21 Private Markets L-QIF), tandis que celle du second est suffisamment large pour ne pas fournir d'indices (H21 Strategic Growth L-QIF KmGK). Horizon21 n'a pas répondu à nos demandes de précisions par e-mail. ▬ S. RU.

«Les ETF bitcoin ont créé une demande»

CRYPTOMONNAIES Les ETF au comptant sur le bitcoin ont attiré près de 50 milliards de dollars depuis leur autorisation en janvier aux Etats-Unis. Pour quelles raisons? Qui sont les gagnants et les perdants? L'analyse de Dramane Meite, du gérant d'actifs spécialisé Hashdex

PROPOS RECUEILLIS PAR SÉBASTIEN RUCHE
X @sebruche

INTERVIEW

Tout en restant très réticente envers les cryptomonnaies, la SEC, le surveillant de la finance américaine, a autorisé le 10 janvier dernier le lancement d'ETF au comptant sur le bitcoin. Ces fonds cotés autorisés à détenir des bitcoins étaient très attendus par le marché, car ils offrent une exposition directe à des bitcoins. L'envolée subite du cours de la plus grande crypto que certains prévoyaient après ce feu vert ne s'est pas concrétisée, même si le bitcoin est quand même en progression d'environ 33% cette année, valant actuellement autour de 60 000 dollars. Qu'ont changé ces ETF également appelés «spot»? Les explications de Dramane Meite, responsable produits chez Hashdex, un gérant d'actifs spécialisé dans les actifs numériques.

Sept mois après le lancement des premiers ETF physiques sur le bitcoin, quel bilan en tirez-vous? Avec le recul, c'est un grand succès, avec plus de 50 milliards de dollars investis dans ces ETF aux Etats-Unis. Ce total a été atteint grâce à l'augmentation du prix du bitcoin depuis janvier et par des afflux nets dépassant 17 milliards de dollars sur les huit derniers mois. Ce chiffre regroupe tous les flux qui se sont dirigés vers les ETF spot, à l'exception des 19 milliards qui ont été retirés du fonds de Grayscale [l'un des gérants d'actifs spécialisés les plus connus dans la crypto, ndlr], qui a été le plus grand fonds investi en bitcoins, pour aller vers ces ETF.

Quels sont les principaux ETF spot sur le bitcoin? Celui de BlackRock affiche aujourd'hui 20 milliards de dollars et celui de Fidelity approche 10 milliards. Par ailleurs, sur les quelque 400 ETF lancés cette année dans le monde, les quatre qui ont attiré le plus d'encours sont des ETF sur le bitcoin. Pour une classe d'actifs aussi nouvelle, c'est la marque d'un grand succès, d'autant plus que les cryptomonnaies ne représentent qu'une toute petite partie de l'ensemble des actifs financiers.

Comment peut-on expliquer ces chiffres? Les ETF ont permis de capturer une demande sous-jacente captive de la part d'acteurs qui voulaient acheter des produits qui soient réglementés, cotés et émis par des acteurs de confiance. Mais je pense que l'on est encore au début du cycle d'achat.

Pourquoi? Les achats actuels sont essentiellement tirés par des particuliers, qui peuvent ainsi accéder facilement au bitcoin physique, simplement en achetant une part d'un fonds régulé, sans avoir un portefeuille électronique ou un compte sur une plateforme d'échange. Les hedge funds sont aussi très actifs, pour jouer sur les petites différences de prix entre le marché au comptant et le marché à terme. Cela signifie que les acteurs de la gestion de fortune et les investisseurs institutionnels ne sont pas encore vraiment impliqués. Ce sera un important vecteur de demande à l'avenir.

Quel a été l'effet du lancement d'ETF au comptant sur le prix du bitcoin? Le prix a augmenté depuis janvier mais on se pose toujours la question de savoir si c'est la conséquence des nouveaux encours ou si la dynamique de prix positive a attiré des encours. Notre analyse est que ces nouveaux ETF ont créé une demande qui n'existait pas, de la part d'acheteurs qui ne détenaient pas de cryptos avant le lancement de ces ETF au comptant. Face à ce choc de demande, on sait que l'offre de bitcoins est limitée dans le temps à un maximum de 21 millions, avec un taux d'inflation programmatique connu. La quantité de bitcoins produits par le minage, lorsqu'un bloc de transactions est validé sur la blockchain, va continuer à diminuer, à un rythme connu dès le départ. La conséquence est une performance de prix positive. La même dynamique s'applique à l'ethereum.

C'est-à-dire la deuxième crypto en termes de capitalisation, sur laquelle des ETF spots ont été autorisés le 23 juillet. Pourquoi pensez-vous que la même logique s'applique? Car on a aussi une nouvelle demande pour l'ethereum, via ces ETF, et l'offre d'ethereum ne sera pas illimitée, elle peut même être déflationniste. Pour en revenir au bitcoin, on a constaté que les ETF spot aux Etats-Unis ont acheté trois fois plus de bitcoins que ce qui a été émis sur cette période. On pense que ce ratio va encore progresser à l'avenir. Naturellement, l'offre de bitcoin ne se limite pas à la production de nouveaux bitcoins par le minage, car des gens qui en détenaient peuvent vendre, mais c'est un bon indicateur du rapport entre la demande et les créations de bitcoins.

PROFIL

1985 Naissance en Côte d'Ivoire.

2009 Débuts dans la finance chez Standard Chartered Bank en Afrique.

2017 Premiers pas dans la crypto sur le campus de Stanford.

2018 MBA et Master of Science à Stanford.

2021 Rejoint Hashdex comme responsable des nouveaux produits.



Dramane Meite: «Sur les quelque 400 ETF lancés cette année dans le monde, les quatre qui ont attiré le plus d'encours sont des ETF sur le bitcoin. Pour une classe d'actifs aussi nouvelle, c'est la marque d'un grand succès.» *(LONDRES, 22 AOÛT 2024/ANTONIO OLMOS POUR LE TEMPS)*

> **«La crypto ne se résume pas au bitcoin ou à ethereum, mais représente une nouvelle technologie et une nouvelle classe d'actifs»**

Va-t-on assister au lancement de nouveaux ETF au comptant sur le bitcoin ou d'autres cryptos? Jusqu'à maintenant, la SEC n'a accepté le principe d'ETF spot que sur le bitcoin et l'ethereum. Il n'est pas possible d'en lancer sur d'autres cryptos. En outre, avec une dizaine d'acteurs déjà présents, le niveau de concurrence qui existe déjà place la barre très haut pour d'éventuels nouveaux entrants sur ce marché. Un ETF donne accès à un actif, il est difficile d'apporter quelque chose de plus par rapport aux produits existants. Mais nous pensons que d'autres produits vont être lancés à terme aux Etats-Unis.

Quel genre de produits? La crypto ne se résume pas au bitcoin ou à ethereum, mais représente une nouvelle technologie et une nouvelle classe d'actifs. Pour investir dans une nouvelle technologie, il faut acheter le marché et il n'existe pas de stratégies indicielles permettant de répliquer le marché des cryptos. L'innovation aux Etats-Unis va probablement se concentrer sur des solutions d'investissement qui permettent de s'exposer au marché, plutôt que sur des solutions d'accès comme les ETF.

Au sein des ETF au comptant sur le bitcoin, la concurrence se fait-elle uniquement sur la tarification? La plupart des émetteurs facturent entre 20 et 25 points de base pour la majorité d'entre eux (0,2 à 0,25%). Certains ont même commencé en renonçant à prélever une commission pendant des périodes définies. La compétition est assez agressive. La seule exception est le produit historique de Grayscale, GBTC, le premier fonds à détenir des bitcoins, qui facture 1,5%, ce qui est toutefois nettement moins élevé que les commissions qu'il prélevait initialement.

Avec un tarif à ce point supérieur, comment ce produit peut-il rester attractif? Ce produit a un stock historique d'avoirs de 13 milliards de dollars, qui est en déclin continu mais qui existe toujours. Il a certes perdu 19 milliards d'encours, soit parce que les clients retirent leurs actifs, soit parce qu'ils vendent pour acheter des produits moins coûteux, mais il peut encore facturer 1,5% de frais sur 13 milliards, c'est une bonne affaire. Par ailleurs, Grayscale a lancé un ETF low cost, à 15 points de base, avec un mécanisme de transfert d'une partie des encours du fonds coûteux.

> **«Je pense que l'on est encore au début du cycle d'achat»**

Ces niveaux de prix très bas, autour de 20 points de base, sont-ils économiquement viables? Pas forcément, car créer et gérer ces produits a un coût. Assurer la conservation des actifs aussi, entretenir le produit aussi, avoir un gérant avec des procédures opérationnelles de classe mondiale aussi. Donc des questions se posent sur la viabilité du modèle économique de ces produits.

Les ETF au comptant sur l'ethereum n'ont pas connu le même succès que ceux sur le bitcoin. Pourquoi? Comme pour le bitcoin, plusieurs dynamiques sont à l'œuvre. Là aussi, le produit historique de Grayscale, qui frôlait les 10 milliards d'encours avant le lancement des ETF spot, a perdu des avoirs, environ 2,3 milliards. Les autres ETF sur ethereum ont à l'inverse enregistré des afflux positifs, comme celui de BlackRock qui a levé près de 950 millions de dollars [la 6e plus importante levée pour un ETF cette année, ndlr] et celui de Fidelity, avec environ 400 millions. Globalement, les afflux ont atteint 2 milliards, ce qui se traduit par des sorties nettes d'environ 300 millions au niveau du marché, même si des acteurs ont eu du succès avec de nouveaux produits.

Les ETF sur l'ethereum attirent-ils d'autres investisseurs par rapport à ceux qui investissent en bitcoin? Ils élargissent la palette d'investisseurs, car la thèse d'investissement sur l'ethereum est différente de celle sur le bitcoin. Ce dernier constitue une réserve de valeur émergente, une sorte d'or numérique, qui permet de thésauriser. L'ethereum est une technologie, un protocole, qui permet de construire une économie décentralisée. C'est un investissement beaucoup plus proche de celui dans internet au début du siècle. Des investisseurs peuvent être plus sensibles au sujet ethereum qu'au sujet bitcoin. Mais le premier est beaucoup plus petit que le second (environ 320 milliards de dollars de capitalisation contre 1200 milliards, ndlr) et il est aussi généralement moins bien compris. Selon des analyses externes, les ETF sur l'ethereum lèvent 25 à 30% de ce que lèvent les ETF sur le bitcoin. Nous tablons sur environ 6 milliards de dollars qui seraient levés la première année par les ETF sur l'ethereum aux Etats-Unis, d'autres acteurs voient même 12 milliards. ■

Les investisseurs suisses ont été prudents au premier semestre

VOLUME RECORD DU MARCHÉ SUISSE DES FONDS

Avec un volume de 1506 milliards de francs, le marché suisse des fonds a atteint un nouveau record fin juin, en hausse de 10% depuis fin 2023. **Montants en millions de francs**

Catégorie de fonds	Volumes de juin 2024	Pourcentage	Volumes de décembre 2023	Développement du marché	Dont mouvements nets de fonds
en actions	700 392	46,5	610 969	+15,2%	-3572
obligataires	400 895	26,6	376 278	+4,2%	+8980
diversifiés	165 101	11,0	163 983	+2,8%	-3539
du marché monétaire	151 266	10,0	133 177	+6,1%	+10 004
immobiliers	46 185	3,1	42 930	+7,9%	-152
de matières premières	31 422	2,1	27 800	+15,9%	-798
de placements alternatifs	7027	0,5	9910	-13,8%	-1519
Autres	4569	0,3	3701	+28,6%	-191
Total du marché suisse	**1 506 777**	**100,0**	**1 368 748**	**+9,4%**	**+9213**

Source: AMAS

GESTION D'ACTIFS Les fonds obligataires et les fonds monétaires ont été privilégiés au premier semestre en Suisse, même si le rendement des fonds en actions a atteint 14,3%

Gagner moins mais être serein. Les investisseurs dans les fonds distribués en Suisse semblent avoir suivi ce principe au premier semestre. Les afflux d'argent frais sont restés à un niveau bas et ont surtout profité à l'obligataire et aux fonds monétaires. Malgré ce contexte de prudence, le marché des fonds a atteint un niveau record fin juin, avec un volume de 1507 milliards de francs, selon les derniers chiffres de l'Asset Management Association Switzerland (AMAS), le lobby de la gestion d'actifs suisse. Grâce aux solides performances des marchés actions.

Les volumes des fonds disponibles en Suisse ont progressé de 138 milliards de francs entre janvier et juin, soit une hausse de 10% par rapport à fin 2023. L'évolution positive du début de l'année s'est confirmée au deuxième trimestre, marqué par une croissance à deux chiffres.

Cette expansion a été alimentée par les performances des fonds actions, qui ont atteint un rendement de 14,3% au premier semestre, selon l'AMAS. Les fonds en actions dépassaient 700 milliards de francs en volume en juin, soit plus de 46% du total du marché. Les fonds obligataires (401 milliards, soit 26% du marché) ont pour leur part rapporté 3,2% durant la période. Les fonds de stratégie d'investissement diversifiée ont gagné 7,2%.

Confiance limitée

Le marché suisse des fonds reflète «l'environnement boursier toujours positif» et «les rendements obtenus», note Adrian Schatzmann, directeur général de l'AMAS, cité dans le communiqué. Il relève aussi une retenue «perceptible» en matière d'argent frais. Explication: «La confiance des investisseurs n'est pas encore revenue en raison de la persistance des risques géopolitiques et des incertitudes sur la croissance.»

Cette confiance limitée s'est traduite par des afflux nets d'argent «limités» vers les fonds distribués en Suisse, à 9,2 milliards de francs, soit une croissance de 1,6%. Les classes d'actifs moins risquées ont conservé les faveurs des investisseurs. Les fonds en obligations ont attiré 9 milliards de francs au premier semestre et le marché monétaire 10 milliards. A l'inverse, les fonds en actions ont subi des sorties nettes de 3,6 milliards, les fonds diversifiés de 3,5 milliards et les fonds alternatifs 1,5 milliard. Le marché des ETF, enfin, a bénéficié d'afflux élevés pour progresser de près de 20% et approcher 245 milliards de francs. Les ETF sur les actions ont attiré 6,3 milliards de francs d'argent frais, précise encore l'AMAS. ▬

SUR LE WEB

Retrouvez en semaine l'actualité du monde de la finance sur Letemps.ch/economie

L'AGENDA

MARDI 27 AOÛT 2024
- **Accelleron, TX Group, Vetropack, Aéroport de Zurich, Intershop, Vaudoise:** résultats au premier semestre
- **Allemagne:** PIB au deuxième trimestre
- **Etats-Unis:** indice de la confiance des consommateurs du Conference Board pour août

MERCREDI 28 AOÛT
- **Allreal, Stadler Rail, Varia US, Givaudan:** résultats au premier semestre

JEUDI 29 AOÛT
- **Hochdorf, Salt, Syngenta:** résultats au premier semestre
- **Allemagne:** inflation en août

VENDREDI 30 AOÛT
- **Warteck Invest, Chemin de fer de la Jungfrau, Financière Tradition, Edisun Power, Banque cantonale de Zurich:** résultats au premier semestre
- **KOF:** baromètre conjoncturel
- **France:** inflation en août et PIB au deuxième trimestre
- **Etats-Unis:** indice des prix à la consommation en juillet

CONTREPIED

Le bilan de la BNS reste énorme et c'est tant mieux

Le lectorat du «Temps» a dévoré ses analyses et autres décryptages pendant des années. Passée derrière le micro de la RTS, Mathilde Farine revient dans nos colonnes pour poser son regard aiguisé sur l'actualité économique et financière.

C'est rare, mais ces derniers trimestres, la Banque nationale suisse (BNS) a pu regarder l'appréciation du franc avec satisfaction. Si cette hausse incommode évidemment les exportateurs, elle y trouvait un moyen très efficace d'endiguer l'inflation. Thomas Jordan, président de la BNS sur le départ, l'a admis lors d'une conférence il y a quelques jours.

Mais ce cercle vertueux pourrait bien changer, alors que l'inflation est retombée dans une zone très confortable pour la BNS, que la croissance se ramollit et que le chômage repart à la hausse. Car le franc, lui, continue de s'envoler. Face à l'euro, comme au dollar. Ce qui était très pratique pour la BNS pourrait donc se retourner contre elle, si la monnaie redevenait une source de pression déflationniste. Ce qui n'est pas (encore) le cas.

A ce stade, la BNS peut encore baisser son taux d'intérêt. Ce qu'elle devrait faire en septembre. Est-ce que cela aura un impact sur le franc? C'est peu probable, le différentiel de taux avec la Banque centrale européenne (BCE) et la Réserve fédérale américaine (Fed) étant déjà large.

Reste donc les interventions sur les marchés des changes. Aucun indice ne montre que la BNS n'ait racheté des devises pour affaiblir le franc, selon l'économiste d'UBS Maxime Botteron. Pour lui, il n'y a d'ailleurs pas de raison qu'elle le fasse tant qu'elle n'a pas épuisé l'outil des taux et que les pressions déflationnistes n'apparaissent pas.

Ce vent qui tourne en défaveur du franc fort a néanmoins une conséquence indirecte majeure: la BNS risque de devoir mettre en pause la réduction de son bilan. Mine de rien, elle a déjà fortement élagué dans son trésor astronomique, profitant de la vague d'inflation et de l'intérêt momentané du franc fort. Après les records à 1000 milliards de francs, il atteint aujourd'hui 822 milliards. Un chiffre qui reste évidemment affolant, mais on voit mal comment elle aurait pu faire plus en un temps si court.

Est-ce un problème? Oui et non. Oui, parce qu'il a plus de chance de gonfler à nouveau que de se dégonfler. D'ailleurs, l'OCDE l'a rappelé en avril, le bilan de la BNS est trop volumineux, trop dangereux. On n'en a donc probablement pas fini avec les polémiques sur les bénéfices et les pertes colossales de la BNS, tout comme les débats sur la part du gâteau que les entités publiques recevront – ou non – chaque année. Que des sujets qu'une banque centrale, par définition, préfère éviter.

Sans compter les autres risques, comme l'inflation. Des chercheurs, dont l'historien américain Niall Ferguson, ont en outre montré que plus le bilan d'une banque centrale est important, plus les crises financières se produisent rapidement. La BRI, la banque centrale des banques centrales, n'a de son côté pas cessé d'alerter sur les dangers d'un trop gros bilan pour l'économie.

Mais au fait, c'est quoi un trop gros bilan? La théorie économique ne le dit pas. Ce qui est sûr, c'est qu'il y a fort peu de chance que les banques centrales reviennent à des niveaux d'avant la crise de 2008. Dans une étude récente, Maxime Botteron a calculé que la BNS pourrait revenir à 570 milliards, soit environ 70% du PIB. Mais guère moins sans mettre en danger la stabilité financière du pays.

Car il y a au moins un intérêt à avoir un mastodonte comme banque centrale. C'est même une nécessité dans une petite économie qui vit dans l'ombre d'une grande banque. Au moment de l'éclatement de la crise du covid et lors des soubresauts financiers de mars 2023, les banques centrales n'auraient pas pu être si réactives si elles n'étaient pas aussi bien dotées. Il faudra donc vivre avec une BNS qui peut sembler disproportionnée. ▬

MATHILDE FARINE
JOURNALISTE RTS

Les architectes genevois sont-ils sous-payés?

RÉMUNÉRATIONS Une pétition lancée par des architectes à Genève s'attaque au niveau des salaires dans le canton, dans un contexte de conflit entre partenaires sociaux. Une évolution est bien prévue, assure le patronat

JULIE EIGENMANN
@JulieEigenmann

Un salaire de 4890 francs brut au minimum par mois: c'est aujourd'hui ce à quoi peuvent prétendre les architectes détenteurs d'un master, sans expérience, à Genève. En effet, une convention collective de travail (CCT) signée en mai 2024 par l'Association genevoise des architectes (AGA) et le syndicat Syna stipule que le salaire minimum brut annuel est de 58 680 francs annuel.

Cette CCT – qui ne s'applique qu'aux employeurs membres d'une association qui l'a signée – a révolté un groupe de quatre architectes (deux sont syndiqués, deux ne le sont pas) qui ont lancé cette semaine, sous l'appellation «Archi En Colère», une pétition à destination du Conseil d'Etat du canton de Genève notamment. Elle a récolté un peu plus de 600 signatures.

«Statu quo lié au changement de partenaire social»

«Aucun salaire n'a changé par rapport à la CCT de 2017, à part le nom du syndicat signataire», s'indigne une membre de ce groupe. En effet, les grilles salariales de 2017 et 2024 pour les différents métiers de la branche sont tout à fait identiques.

«L'inflation est bien présente et nous vivons dans un canton cher. Pourtant, les salaires sont plus bas qu'ailleurs, poursuit l'architecte. Nous ne sommes pas dans une démarche de confrontation pure, mais il faut une prise de conscience. Il n'est pas acceptable de ne pas pouvoir se payer un appartement à Genève sans avoir recours à un garant après six ans d'études! D'autant que nous sommes multitâches dans notre métier et que nous gérons des projets qui peuvent atteindre des millions de francs.»

Il est normal que les salaires des architectes commencent plus bas que ceux des ingénieurs, par exemple, réagit l'architecte Jacques Bugna, représentant de l'Association genevoise d'architectes AGA au Comité de l'Association paritaire des architectes de Genève (APAG) et membre de l'AGA, qui regrette cette pétition anonyme. «Les architectes sont des généralistes. Au sortir des études, ils ne connaissent pas beaucoup de dimensions liées aux lois, aux coûts. Deux ou trois ans de formation sont encore nécessaires pour comprendre le fonctionnement d'un bureau.»

Reste que les salaires dans la branche vont augmenter et que cela sera probablement annoncé le mois prochain, annonce au *Temps* Jacques Bugna, qui parle de 63 000 francs brut annuels pour les architectes détenteurs d'un master et sans expérience, soit 5250 francs mensuels. «Le statu quo de la CCT de 2024 est lié au changement de partenaire social, il nous fallait juridiquement passer par là. Nous souhaitons également que la CCT soit étendue pour protéger tous les employés de notre branche.»

C'est un prétexte, rétorque José Sebastiao, responsable secteur construction et artisanat d'un autre syndicat, Unia Genève. «Une hausse aurait tout à fait pu être actée dans cette CTT. Mais si les salaires sont vraiment améliorés dans les mois qui viennent et évolutifs en fonction du coût de la vie, c'est tant mieux.»

Car la légitimité de l'un ou l'autre des syndicats dans ce cas est l'un des autres points de divergence: les initiateurs de la pétition estiment que Syna est «totalement inactif dans le secteur de l'architecture». La précédente CCT, ce sont Unia et le Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs (SIT) qui l'avaient signée. José Sebastiao d'Unia appuie: «Comme le SIT, nous avons dénoncé cette nouvelle CCT. Nous ne sommes d'accord ni sur le fond, sachant que les salaires ne sont pas adaptés, ni sur la forme pour ce qui est du processus avec Syna.» Il précise que ce dossier est en train d'être traité par la Communauté genevoise d'action syndicale.

«Fin 2023, Unia et le SIT ont dénoncé la CCT existante, défend Jacques Bugna. Le rapport de confiance était alors rompu et nous avons essayé de trouver une solution de rechange pour éviter un vide conventionnel qui n'était pas souhaitable. Nous nous sommes alors tournés vers un syndicat plus ouvert à la discussion et aussi mieux représenté dans la branche.»

Unia rapporte avoir un taux de représentativité suffisant dans le secteur, sans donner de chiffre, et estime que la CCT a été dénoncée pour de bonnes raisons, notamment parce qu'une catégorie comme celle de dessinateur CFC orientation architecture (48 000 francs annuels) était en dessous du salaire minimum genevois (4321 francs par mois, pour une semaine de 41 heures de travail).

> **«L'inflation est bien présente et nous vivons dans un canton cher. Pourtant, les salaires sont plus bas qu'ailleurs»**
>
> UNE SIGNATAIRE DE LA PÉTITION «ARCHI EN COLÈRE»

Jacques Bugna répond par un avenant de l'Association paritaire des architectes de Genève signé fin mai avec Syna: «En raison de l'entrée en vigueur en 2020 de la modification de la loi cantonale genevoise sur l'inspection et les relations du travail, un salaire minimum genevois s'applique désormais pour certaines catégories de travailleurs.» Il soutient que si Unia et le SIT n'avaient pas dénoncé la CCT, l'avenant aurait eu son effet en 2024.

Quant à Syna, la direction nous a communiqué «avoir connaissance de la pétition et chercher actuellement une solution avec nos partenaires dans l'intérêt des employés» mais n'a pas répondu à nos questions.

D'autres chiffres pour Vaud et le Valais

Quid des autres cantons? Pour Vaud, la CCT des bureaux d'architectes et ingénieurs vaudois de 2024, qui a force de loi pour tout le canton jusqu'à fin 2026, indique, pour les détenteurs d'un master sans expérience, 5220 francs mensuels sur douze mois. Soit 330 francs mensuels de plus qu'à Genève (où la CCT n'est pas obligatoire). Si l'augmentation désormais annoncée a bien lieu, elle résorberait cet écart.

En Valais, un arrêté du Conseil d'Etat de 2023 signale 72 051 francs de salaire annuel pour les architectes EPF master lors de la première année, soit environ 6000 francs par mois. Mais il n'a pas force de loi: sur le terrain, les salaires peuvent être tout à fait différents. Les autres cantons romands n'ont pas de CCT, précise la Société suisse des ingénieurs et des architectes SIA, qui ne commente par ailleurs pas ces questions de partenariat social. ▬

Le patron de Telegram Pavel Durov a été présenté à la justice française

TECHNOLOGIE Le dirigeant et cofondateur de la messagerie cryptée était toujours en garde à vue dimanche en début de soirée, au lendemain de son interpellation dans un aéroport parisien

AFP

PAVEL DUROV
COFONDATEUR DE TELEGRAM

Accompagné de son garde du corps et de son assistante qui le suivent en permanence, le milliardaire franco-russe de 39 ans a été interpellé samedi soir dans l'aérogare du Bourget, au nord de Paris, a dit une source proche du dossier à l'AFP, un mandat de recherche étant émis contre lui par des enquêteurs français visant diverses infractions de sa messagerie cryptée.

Le fondateur de Telegram venait de Bakou (Azerbaïdjan) et devait passer au moins la soirée à Paris où il avait prévu de dîner, a ajouté une source proche de l'enquête.

D'après deux sources proches du dossier, le juge d'instruction parisien chargé de l'affaire pourrait prolonger dimanche soir sa garde à vue. A l'issue de celle-ci, Pavel Durov pourrait être remis en liberté ou présenté à ce magistrat en vue d'une éventuelle mise en examen. Le parquet de Paris s'est refusé dimanche à toute communication «en l'état, s'agissant d'une procédure suivie à l'instruction».

L'office chargé de la lutte contre les violences faites aux mineurs (Ofmin) avait émis un mandat de recherche contre Pavel Durov en tant que service coordinateur d'une enquête préliminaire pour des infractions allant de l'escroquerie au trafic de stupéfiants, au cyberharcèlement, à la criminalité organisée en passant par l'apologie du terrorisme et la fraude, a expliqué une des sources proches du dossier.

Depuis, à une date qui n'a pas été précisée, une information judiciaire a été ouverte par le pôle cyber (J3) de la Junalco (juridiction nationale de lutte contre la criminalité organisée), d'après une autre source proche du dossier. Les investigations ont été confiées à l'Unité nationale cyber (UNC) de la gendarmerie nationale et à l'ONAF, l'office national antifraude dépendant des douanes, où se déroule la garde à vue, selon deux sources proches du dossier.

> **«Ça suffit l'impunité de Telegram»**
>
> UN ENQUÊTEUR FRANÇAIS

La justice reproche à Pavel Durov de ne pas agir contre les utilisations délictuelles de sa messagerie par ses abonnés, notamment par une absence de modération et de collaboration avec les enquêteurs.

«Ça suffit l'impunité de Telegram», s'est félicité un des enquêteurs, étonné que le milliardaire, sachant qu'il était recherché en France, ait décidé quand même de venir à Paris. «Peut-être par sentiment d'impunité», a évoqué une des sources proches du dossier.

La messagerie en ligne lancée en 2013 par Pavel Durov et son frère Nikolaï, sur laquelle les communications peuvent être chiffrées de bout en bout et dont le siège social se trouve à Dubaï, s'est positionnée à contre-courant des plateformes américaines, critiquées pour leur exploitation mercantile des données personnelles. Telegram s'est notamment engagée à ne jamais dévoiler d'informations sur ses utilisateurs.

L'interpellation de Pavel Durov a suscité de nombreuses réactions internationales. *#FreePavel*» a publié sur X le patron de la plateforme, Elon Musk, avant de publier un nouveau message en français disant «Liberté. Liberté! Liberté?»

Chantre de la confidentialité

En Russie, où Telegram est un des réseaux sociaux les plus utilisés, la porte-parole du Ministère des affaires étrangères a affirmé que «l'ambassade de Russie à Paris s'est immédiatement mise au travail, comme il est d'usage» en cas de détention de citoyens russes à l'étranger. Elle a aussi rappelé que de nombreuses ONG internationales avaient condamné en 2018 la décision d'un tribunal russe de bloquer Telegram, décision jamais totalement mise en application. «Pensez-vous que, cette fois-ci, elles en appelleront, exigeront la libération de Durov, ou qu'elles se tairont?» a-t-elle demandé sur sa page Telegram.

Chantre de la confidentialité, Pavel Durov a raconté en avril, dans un rare entretien vidéo au journaliste américain Tucker Carlson, avoir eu l'idée de lancer une messagerie cryptée après avoir subi des pressions des autorités russes à l'époque de VK, un réseau social qu'il a créé dans son pays d'origine avant de le vendre et quitter la Russie en 2014.

«Je pense que nous faisons du bon travail avec Telegram, avec 900 millions d'utilisateurs qui dépasseront probablement le milliard d'utilisateurs mensuels actifs d'ici un an», a-t-il affirmé. ▬

Des bolides des mers bien fragiles

VOILE Les régates préliminaires de la Coupe de l'America se sont achevées hier à Barcelone avec une nouvelle défaite pour l'équipage suisse d'Alinghi. L'ambiance monte à mesure que l'on découvre les forces et les faiblesses des six AC75 engagés

VINCENT GILLIOZ, BARCELONE

Les milliers de touristes déversés des Ramblas sur le port de Barcelone se retrouvent, depuis jeudi, un peu malgré eux au centre du village de la Coupe de l'America. Le site, aménagé le long du Moll de Bosch i Alsina, entre le monument de Christophe Colomb et La Cara de Barcelona, voit se côtoyer tout au long de la journée promeneurs, badauds et supporters, autant de populations qui témoignent plus ou moins d'intérêt pour ce qui se déroule: la première rencontre officielle des six bateaux engagés dans l'une des plus anciennes compétitions sportives encore disputées de nos jours.

Sur l'eau, les 16 courses disputées durant ces *preliminary regattas* ont révélé quelques éléments notoires. D'abord, les phases de pré-départ sont déterminantes et à quelques exceptions près, celui qui part devant gagne la course. Ensuite, si les bateaux et les vitesses auxquelles ils naviguent sont spectaculaires, les courses sont loin d'être palpitantes. Une fois la ligne de départ franchie, les dépassements et contacts sont rares et on peut vite s'ennuyer, même si les régates sont courtes. A relever encore que l'énorme technicité des voiliers les rend assez fragiles. Trois courses ont été remportées par forfait sur un problème technique de l'adversaire.

Sportivement, la domination du «Defender» – ou vainqueur de l'édition précédente – Emirates Team New Zealand ne fait aucun doute, et il va être difficile pour le vainqueur de la Coupe Louis-Vuitton – éliminatoire des «Challengers» – de le détrôner. Les barreurs Peter Burling et Nathan Outteridge, tous deux doubles médaillés olympiques donnent, à ce stade, l'impression d'être les maîtres du jeu.

Zones d'ombre

Luna Rossa et NYCC American Magic semblent être les concurrents les plus sérieux, même s'ils ont tout deux faits les frais de problèmes techniques. Ineos Britannia a été capable du meilleur comme du pire et les Français d'Orient Express, le plus petit budget de la Coupe, semblent clairement à la traîne. BoatOne d'Alinghi Red Bull Racing a, quant à lui, su être agressif lors des phases de pré-départs. Mais l'AC75 suisse accuse un déficit de vitesse qui lui a valu quatre défaites en cinq régates et ne va pas manquer d'occuper les ingénieurs ces prochains jours.

Ces observations ne sauraient toutefois prétendre à un quelconque pronostic. Les AC75 sont des bateaux qui peuvent évoluer très vite, et cette première rencontre reste symbolique, puisqu'elle n'apporte aucun point. Tous les atouts n'ont certainement pas encore été abattus, et les *Round Robin Series*, dès jeudi, en diront davantage sur les forces en présence... comme sur l'intérêt du public local pour une compétition qui n'implique aucune équipe espagnole.

La ville de Gaudi, plus connue pour sa vie nocturne et ses tapas que pour sa culture vélique, semble pourtant se prendre au jeu à en croire la bonne ambiance qui règne au village. Au milieu du quai, un écran géant diffuse les régates en direct devant un parterre de transats. Certains regardent attentivement, d'autres sont juste à la recherche d'une zone d'ombre rare en milieu d'après-midi caniculaire. En fin de journée, la grande scène attire quelques centaines de passionnés qui se pressent pour écouter la série d'interview des membres de chaque équipe, conviés à venir faire part de leurs impressions sur les régates du jour.



Le déficit de vitesse d'Alinghi lui a valu quatre défaites en quatre régates et ne va pas manquer d'occuper les ingénieurs ces prochains jours. (BARCELONE, 24 AOÛT 2024/SIU WU/EPA)

Faire comprendre

Un des enjeux est de permettre au plus grand nombre de comprendre ce qui se joue. De nombreux panneaux informatifs sur les équipes, le format et le calendrier de la Coupe côtoient les bars et stands divers. En face du quai principal, sur le Moll d'Espanya, l'immense bâtiment «America's Cup Experience» propose une exposition immersive, interactive et permettant à n'importe quel quidam de ressortir expert du domaine pour 15 euros. Pour 4 euros supplémentaires, et parfois un peu d'attente, il est possible de passer dix minutes dans un simulateur d'AC75, le modèle de voilier utilisé cette année, assez bluffant de réalisme.

> **Trois courses ont été remportées par forfait sur un problème technique de l'adversaire**

Les bases, quartiers généraux des équipes, sont disséminées tout autour du port et rarement accessibles au public. Construites avec la condition de pouvoir être démontée au terme de la Coupe, elles sont parfois minimalistes avec seulement des tentes en guise de hangar, et des containers pour les bureaux.

Ineos Britannia, Emirates Team New Zealand dénotent avec des sites plus soignés. Les Français d'Orient Express Sailing Team, très excentrés, ont construit un véritable village apprécié tant par l'équipe que les partenaires qui réalisent leurs opérations d'hospitalité à l'abri des regards.

Longs rituels

La base d'Alinghi Red Bull Racing est sans aucun doute la plus remarquable, devant le centre Maremagnum. BoatZero, le bateau qui a servi aux essais et au développement, est fièrement exposé sur la Plaça de l'Odissea. Des membres de l'équipe proposent des tatouages éphémères au public plutôt nombreux. Les plus intéressés regardent le long processus de mise en route des voiliers. Il ne faut pas moins de quatre heures, en suivant des procédures strictes et rodées, pour mettre en route les AC75. Les équipes techniques suivent d'infinies check-lists, qui rappellent qu'une navigation sur ce type d'engin relève davantage de la mission que d'une simple régate.

Incontournable moment des jours de courses, le «dockout» ou départ du quai, qui réunit invités, familles et public, selon la situation des bases. Chez Orient Express, les personnes présentes forment une haie d'honneur aux marins qui défilent, à la manière de gladiateurs, pour rejoindre l'embarcation au son de *We Will Rock You* de Queen. Côté Italie, les tifosi agitent leur drapeau au rythme de *Thunderstruck* d'AC/DC.

Chez les Suisses, on remarque les membres de l'équipage Arnaud Psarofaghis, Dean Barker et Brad Butterworth échanger quelques propos, avant de rejoindre chacun leurs postes respectifs. Les décibels de *Can't stop* des Red Hot Chili Pepers, morceau fétiche de l'équipe depuis le début des années 2000, enflamme la petite foule qui salue la sortie du voilier escorté par des bateaux de fans. Le Vava, superyacht du promoteur d'Alinghi Ernesto Bertarelli amarré en face, sonne sa trompe. C'est bel et bien parti pour la Coupe de l'America. ■

Le Swiss Peaks Trail dans la course à la course la plus dure du monde

ENDURANCE Courir du Bouveret à Oberwald, et retour? C'est le défi que relèveront dès aujourd'hui, sur 660 kilomètres de sentiers alpins et en une dizaine de jours, 160 ultra-traileurs. Dans le milieu, d'autres épreuves rivalisent toutefois en difficulté extrême

LIONEL PITTET
@lionel_pittet

Promis, on ne les y prendrait pas. En 2018, quand les organisateurs du Swiss Peaks Trail ont lancé une épreuve de 360 kilomètres sur les cimes du Valais, ils s'étaient juré de ne pas faire plus long. De ne pas céder à la surenchère kilométrique à l'œuvre dans le milieu de la course à pied en montagne. Ils n'ont donc pas réagi quand, en 2019, les organisateurs du Tor des Géants (330 kilomètres) ont lancé le Tor des Glaciers (450 kilomètres). Impassibles toujours quand, en 2022, Crossing Switzerland a invité les compétiteurs à rallier Montreux depuis Vaduz par les hauteurs alpines (390 kilomètres).

Et puis, l'an dernier, l'ultra-traileur italien Luca Papi leur a fait remarquer que c'était quand même dommage de n'exploiter que la rive gauche du Rhône, d'Oberwald dans la vallée de Conches au Bouveret sur les rives du Léman. Ça serait sympa de courir aussi du Bouveret à Oberwald par la rive droite, non? Là, ça a fait tilt, ils n'ont pas résisté, et ils ont levé toutes les chicaneries logistiques et administratives jusqu'au départ de la 660K, ce lundi soir. Cent soixante participants sélectionnés au pedigree parmi quelque 300 candidats s'élanceront pour une dizaine de jours, 25 900 mètres de dénivelé positif et 55 sommets dans l'autoproclamée «course la plus dure du monde».

Au bout du fil, la présidente et cofondatrice du Swiss Peaks Trail Noémie Voeffray-Remacle argumente. «Nous proposons deux parties: la première de 300 kilomètres, non chronométrée, est avant tout stratégique, dans le sens où il faut atteindre Oberwald le plus frais possible; la seconde, pour le retour jusqu'au Bouveret, en appelle à la vitesse des concurrents. Par ailleurs, nos parcours sont réputés pour leur complexité technique – on n'est pas sur les sentiers très roulants de l'Ultra-Trail du Mont-Blanc.»

Qui veut du désert?

Qu'il paraît loin le temps où cette épreuve de 171 kilomètres créée en 2003, et dont la 21e édition démarre également ce lundi, passait pour un absolu à la portée d'une poignée de dingues seulement. Plus longues, plus techniques, plus dangereuses, voire plus absurdes, les courses de très longue distance se sont depuis démultipliées. Et le titre de «la plus dure du monde» n'est de loin pas convoité qu'en Valais.

De mon canapé à la course la plus dure du monde, c'est le titre d'un livre à succès écrit en 2018 par le Français Grégoire Chevignard, qui conte une trajectoire personnelle conclue au Marathon des Sables. Cette épreuve consiste en un périple d'environ 250 kilomètres en six étapes définies dans le désert marocain.

> **«Nos parcours sont réputés pour leur complexité technique»**
> NOÉMIE VOEFFRAY-REMACLE, PRÉSIDENTE ET COFONDATRICE DU SWISS PEAKS TRAIL

Elle se déroule en autosuffisance, c'est-à-dire qu'il faut porter tout son matériel à l'exception de l'eau et de la tente, dans des chaleurs défiant parfois l'entendement. La première édition, en 1986, a réuni 23 «pionniers». Aujourd'hui, ils ne sont pas moins de 30 000 à s'être mesurés au défi. Selon les chiffres de l'organisation, environ 90% seraient arrivés au bout. Les barrières-horaires sont d'ailleurs calées sur un rythme de 3 kilomètres-heure, ce qui autorise les marcheurs à en terminer. Sur son site web, l'aventure se veut officiellement «accessible au plus grand nombre».

Du chaud, du froid, des serpents

Pour certains, voilà qui est incompatible avec la prétention de constituer la course la plus dure du monde. «Mille personnes arrivent [chaque année] au bout de ce truc», lançait il y a quelques années Alain Gestin au site marathons.fr. Ce Français organise des «promenades» d'un tout autre ordre, auxquelles prennent part une vingtaine de participants au maximum. Au Niger puis en Egypte, sa «555+» a baladé une poignée de courageux sur un demi-millier de kilomètres autour des années 2010. Plus récemment, à la fin de l'année 2022, il a mis sur pied la «1200 kilomètres non-stop» dans le désert mauritanien. Par «40 à 45 degrés», en totale autonomie et sans assistance, il a fallu dix jours au Suisse-Alémanique Marco Jaeggi, coach sportif de son état, pour en triompher, et on veut bien imaginer qu'il a fini le périple avec quelques courbatures.

Il y a toutefois d'autres mécanismes, à part la simple augmentation de la distance, pour rendre une course ardue. Pensez aux Marathons de Barkley, cette épreuve déjantée d'environ 160 kilomètres dans les bois du Tennessee qui ajoute au seul effort la difficulté de trouver son chemin: 20 «finishers» seulement parmi quelque 800 participants depuis 1995. Ou alors au Badwater 135, 217 kilomètres à avaler dans la touffeur de la vallée de la Mort en Californie. Ou encore à l'Arctic Yukon Trail, dont le plus long parcours s'étend sur 692 bornes à parcourir par des températures descendant jusqu'à -50 degrés. Ou enfin au Jungle Marathon de la forêt tropicale brésilienne: 260 kilomètres avec carte et boussole, au plus près d'une faune menaçante, et après six jours de formation obligatoire à la survie en milieu hostile...

«Chacune de ces épreuves possède ses spécificités, reconnaît Noémie Voeffray-Remacle, bonne joueuse. De toute façon, la course la plus dure du monde, c'est subjectif, et on affiche cette formule en parlant de notre 660K de manière volontairement provocatrice, pour s'amuser.» Mine de rien, l'affaire est quand même devenue sérieuse et a trouvé son public. Initialement imaginé comme une édition unique, ce petit tour du Valais à la force des mollets pourrait être pérennisé s'il se déroule sans gros problème. Réponse dans une dizaine de jours, pas mal de belles émotions (sans doute) et quelques cloques (assurément). ■

Les adieux à Alain Delon ont eu lieu à demeure

CÉRÉMONIE Une semaine après sa disparition, la légende mondiale du cinéma a été inhumée dans la plus stricte intimité samedi dans la chapelle de sa propriété de Douchy, dans le centre de la France

AFP

Après une vie sous les projecteurs et conformément à sa volonté, Alain Delon a été inhumé en fin d'après-midi, samedi, en présence d'une cinquantaine d'invités, intimes du clan familial et triés sur le volet. La cérémonie religieuse a été célébrée dans sa propriété de Douchy, dans le centre de la France, où ont afflué une centaine d'admirateurs.

Peu avant l'heure de début des obsèques fixée à 16 h, ses deux fils Anthony et Alain-Fabien étaient venus saluer, devant les grilles du domaine, les fans du monstre sacré du cinéma français, dont la mort le 18 août à 88 ans a provoqué une pluie d'hommages dans le monde.

Selon les souhaits du défunt, qui avait défini depuis plusieurs années les modalités de ses funérailles, la cérémonie devait être célébrée en petit comité par Jean-Michel Di Falco, 82 ans, ancien évêque et longtemps considéré comme l'aumônier des célébrités en France.

Parmi les proches réunis pour ces derniers adieux, il y avait Rosalie van Breemen, l'ex-femme de l'acteur et mère de deux de ses enfants, ou encore Paul Belmondo, fils de l'acteur Jean-Paul Belmondo. Ancienne partenaire de Delon à l'écran, l'actrice italienne Claudia Cardinale, âgée de 86 ans, a pour sa part renoncé à venir aux obsèques «en raison d'un trop grand chagrin», a indiqué son agent à l'AFP.

«Majesté et panache»

Les téléphones portables devaient être retirés à l'ensemble des personnes présentes aux funérailles, par souci de confidentialité. À la demande de la famille, les autorités ont par ailleurs interdit le survol de la propriété pendant tout le week-end.

«Un hommage national n'était pas la volonté du défunt, qui a souhaité être enterré comme Frédéric II de Prusse au château de Potsdam avec ses chiens», a expliqué samedi sur Europe 1 l'animateur de radio et TV français Stéphane Bern, et par ailleurs spécialiste des têtes couronnées. «C'est plein de majesté et de panache. C'est très royal. C'est très Delon.»

SUR LE WEB

«Au festival de Gstaad, un «Tristan und Isolde» solide mais sans extase»
Le célèbre ténor Jonas Kaufmann dans le rôle de Tristan est apparu en grande forme vocale. La version «semi staging» du deuxième acte de l'opéra de Wagner n'est pas parvenue à nous transcender pour autant. Une critique à lire sur: Letemps.ch/culture



«Je me sens comme le marin sur l'océan, tout change en permanence autour de nous, certains moments sont épuisants, d'autres grisants», confie Jean Liermier, qui préside aux destinées du Théâtre de Carouge depuis seize ans. *(CAROUGE (GE), 2 DÉCEMBRE 2021/EDDY MOTTAZ/LE TEMPS)*

«Nous avons besoin de rire pour faire face à nos catastrophes»

RENCONTRE A la tête du Théâtre de Carouge, Jean Liermier propose une saison aussi brillante que légère, où se succèdent Yasmina Reza, Stephan Eicher ou François Gremaud. Paroles d'un obsédé du jeu

PROPOS RECUEILLIS PAR ALEXANDRE DEMIDOFF
X @alexandredmdff

INTERVIEW

Marivaux, Coline Serreau, Yasmina Reza, François Gremaud, Stephan Eicher, mais aussi, dès jeudi, la légendaire Lucinda Childs, cette artiste qui écrit l'histoire de la danse… La nouvelle saison du Théâtre de Carouge est une fête allègre et intelligente, comme s'il s'agissait, le temps d'une représentation, d'exorciser l'effroi des temps. Cette illusion comique, Jean Liermier la revendique à la tête de l'institution genevoise. Et le public, qui afflue comme nulle part ailleurs en Suisse romande, plébiscite.

Comment expliquer un tel engouement, 58 870 spectateurs la saison passée mais aussi 5000 abonnés, ce qui est considérable? La force d'entraînement d'auteurs consacrés? Certes. Mais ils ne suffiraient pas à emporter l'adhésion s'ils n'étaient pas servis par des interprètes aiguisés. Depuis 2008, année où il succède à François Rochaix, Jean Liermier affiche son obsession: le jeu, rien que le jeu et le texte. Ecoutez-le décrire sa martingale.

Vous lancez votre saison jeudi prochain avec «Four New Works», nouvelle création de la chorégraphe américaine Lucinda Childs, qui fera l'ouverture du festival La Bâtie. Que représente pour vous ce grand rendez-vous de la rentrée? Une aubaine magnifique. Avec Claude Ratzé, qui dirige le festival, nous avons à cœur de proposer des spectacles qui sont des contrepoints à la programmation de la saison. Cette vision permet aux festivaliers qui ne la fréquenteraient pas de découvrir notre maison et à notre public, de se frotter à des esthétiques qui ne lui sont pas forcément familières. Voir Lucinda Childs sur scène est un privilège qui peut marquer une vie.

La légèreté est le maître mot de la saison. Pourquoi? Parce que nous en avons besoin! J'observe que le monde est déchiré, j'éprouve les angoisses qui sont les nôtres, je sens une inquiétude croissante. Devant cet état, j'ai voulu me positionner. Il y a des moments où il faut qu'on se secoue collectivement, d'autres où il faut se tendre la main. C'est ce que j'ai voulu faire à travers cette saison.

Mais le théâtre n'est-il pas là aussi pour alerter, mobiliser? Quand Alain Françon – un seigneur de la scène française – s'empare des *Fausses Confidences* de Marivaux ou quand François Morel monte *Art* de Yasmina Reza, ils ne lustrent pas seulement des ressorts comiques. Ils révèlent la profondeur de champ de ces œuvres. Ils nous invitent à rire de nous-mêmes, de cette étrange bestiole humaine. Je ne fais pas l'autruche, je sais ce que nous vivons, mais j'essaie d'apporter une autre respiration.

Vous monterez fin novembre «La Crise» de l'autrice et cinéaste Coline Serreau. Qu'est-ce qui vous a attiré vers ce texte qui a d'abord été un film à succès? La force d'un rire lucide qui affronte les malheurs d'une société où dominent le chômage, la peur de l'autre, la malbouffe. Le jour où j'ai dû annoncer à mes comédiens et comédiennes que nous annulions les représentations de *La Fausse Suivante* à cause du covid, je les ai réunis au foyer de La Cuisine, notre théâtre provisoire pendant qu'on reconstruisait celui-ci. Nous étions tous abattus, raison pour laquelle j'ai ouvert une bouteille de champagne. Nous nous sommes alors raconté nos catastrophes et notre conversation est devenue joyeuse. C'est cette gaieté combative qui me touche chez Coline Serreau.

> «Nous venons de dépasser la barre des 5000 abonnements, soit déjà plus que l'an passé. L'objectif, c'est de dépasser les 60 000 spectateurs sur une saison»

Depuis votre prise de fonction en 2008, vos priorités ont-elles changé? Non. Je suis fidèle à un idéal de théâtre. Nous ne programmons que huit spectacles, ce qui est très peu par rapport à d'autres, mais nous privilégions les longues séries de représentations, jusqu'à deux mois selon les pièces. C'est une approche devenue rare, mais elle est fondamentale pour les comédiens qui sont assurés de contrats plus longs qu'ailleurs et qui peuvent ainsi approfondir un rôle, perfectionner en somme leur instrument. Le bouche-à-oreille a le temps de faire son œuvre et le public de venir.

Comment expliquez-vous que l'abonnement marche si fort à Carouge? Il y a une identification forte à notre théâtre et cet attachement au long cours est sans prix. Ce que nous constatons aussi, c'est que des spectateurs venus pour un ou deux spectacles s'abonnent la saison suivante. Ils n'aiment pas tout, nous recevons parfois des mails fâchés ou déçus, mais ils adhèrent globalement. Nous venons de dépasser la barre des 5000 abonnements, soit déjà plus que l'an passé. L'objectif, c'est de dépasser les 60 000 spectateurs sur une saison.

Vous n'êtes jamais rassasié… Notre réussite actuelle profite à tous les théâtres romands. Nous faisons partie d'un paysage dans lequel chaque scène a sa personnalité. Nous défendons un théâtre de répertoire, Vidy a une vision plus politique, la Comédie est plus éclectique, etc. Aucune offre ne nuit à l'autre. La diversité est source d'enthousiasme pour le public.

Quand vous vous retournez sur vos seize ans de mandat, qu'éprouvez-vous? Ça a passé très vite! Cette longévité est une chance. Si je n'avais eu droit qu'à trois mandats, il n'y aurait pas eu de nouveau théâtre, du moins pas dans ces délais. Il a fallu porter le projet avec une certaine dose d'inconscience à l'époque, le défendre devant une population qui s'est prononcée dans les urnes en sa faveur, imaginer un théâtre provisoire, La Cuisine. Tout cela s'est fait parce que nous avions du temps devant nous.

Jamais de lassitude? C'est une question que je me suis posée et la réponse aujourd'hui est claire: je me sens comme le marin sur l'océan, tout change en permanence autour de nous, certains moments sont épuisants, d'autres grisants. Mais l'essentiel est d'épouser la vague, de ne pas perdre le sens de la légèreté, tout en s'ancrant. J'aime l'équipage de cette maison, notre équipe si diverse par ses personnalités, mais qui forme une troupe. J'ai toujours aspiré à diriger un lieu comme je mets en scène: ce qui compte, c'est le ravissement du soir. ▬

Rens.: theatredecarouge.ch

L'étourdissante grand-messe d'Adele

MUSIQUE En résidence à Munich dans un stade de 80 000 places monté pour l'occasion, avec écran géant et parc d'attractions, la popstar a livré un show où la démesure côtoie l'intimité partagée

ARNAUD ROBERT, MUNICH
𝕏 @arnaudafroblue

REPORTAGE

Et soudain, *Hello*. Tout s'arrête dans ce temple exorbitant, drapé de noir, 80 000 personnes bien rangées, venues du monde entier pour ne pas perdre une miette de cette femme dont la robe est constellée d'éclats de miroir. «Hello, c'est moi/Je me demandais si, après toutes ces années, ça vous dirait qu'on se rencontre.»

L'angle semblait tout trouvé pour raconter cette histoire: tragiquement comptable. Après huit ans d'absence en Europe, Adele prend Munich dix soirs d'août dans un stade démontable, devant l'écran le plus long de tous les temps, 220 mètres. Près de 800 000 pèlerins font le voyage; le patron des finances de la ville estime qu'un demi-milliard d'euros sera dépensé dans l'évènement.

Spritz et grande roue

Il y aurait en effet beaucoup à dire sur ce nouveau modèle de résidence éphémère, apparition pop-up, produite par le plus gros organisateur de spectacles de la planète, Live Nation. Fabriquer de toutes pièces une sorte d'Adeleland, un parc d'attractions attenant à la scène, avec grande roue estampillée Adele, karaoké où l'on chante à tue-tête du Adele, débits de boisson qui servent essentiellement le cocktail à base d'Aperol rebaptisé «Aderol», boutique du souvenirs dans laquelle tout s'échange pourvu qu'il procède de ce culte – la file pour y accéder s'étend sur une centaine de mètres.

Et pourtant, la dimension économique n'épuise pas l'affaire. On l'avait déjà vue dans sa résidence au Caesars Palace de Las Vegas, autre épicentre du divertissement comme marché: Adele a cette qualité rare de trouver l'intime et la fragilité au cœur même du grand spectacle et de ses codes hyperboliques. Dès le début de ce concert, c'est évident: tout se joue dans le gouffre caricatural qui sépare la virgule presque indiscernable, le corps d'Adèle que l'on cherche au milieu des dizaines de milliers d'autres corps. Et sa représentation, son visage qui s'étale en plus grand que n'importe qui, sur cet écran en forme de vague.

Elle est une diva dont les mimiques moquent les poses de diva. Elle vous dit dans le même temps: je suis plus grande que vous, je donne à vos émotions une amplitude que vous ignorez, je lance de ma simple voix des feux d'artifice, des explosions de paillettes, des geysers de feu; et la seconde suivante, elle vous dégomme une pinte de bière munichoise en se demandant si elle n'est pas en train d'ovuler – «cela expliquerait pourquoi je suis si émotive aujourd'hui».

Album souvenir

Cet aller-retour du trivial au grandiose donne l'impression d'osciller entre le goûter d'anniversaire (elle bombarde l'assemblée de t-shirts signés, elle bavarde pendant de longues minutes avec un spectateur qui lui raconte sa vie de brésilien en exil irlandais) et le rituel de masse. Adele, depuis une vingtaine d'années qu'elle nous chante ses amours tragiques, la dépression, la mélancolie mais aussi les doigts d'honneur à l'adversité, explore tous les registres du vivant.



Près de 800 000 personnes ont fait le voyage à Munich pour assister aux concerts hors normes d'Adèle. Cela faisait huit ans que la chanteuse britannique ne s'était pas produite en Europe. *(MUNICH, 2 AOÛT 2024/IMAGO/COVER-IMAGES)*

Malgré l'immense sophistication de ce concert de deux heures, la prouesse de cet écran qui dessine des vues londoniennes, des calottes glaciaires, qui dévoile tout de ce visage et de sa main droite papillonnante sur laquelle le nom de son fils Angelo est tatoué, Adele ne se prend pas pour Taylor Swift. Elle ne se change pas, elle ne danse pas, elle assume les temps morts, elle vous dit que ce qui compte, c'est l'histoire d'une voix qui vous ramène à vos propres secrets.

Avant de chanter *When We Were Young*, elle décrit la nostalgie comme le carburant élémentaire de nos biographies – ce sont des photos de son enfance qui sont projetées dans l'air pour que son public les ramasse comme les confettis mémoriels de leur propre histoire transfigurée. Puis, dans le morceau suivant, *Someone Like You* ce sont les spectateurs dont les images en direct sont traitées comme un album souvenir.

Elle est une diva dont les mimiques moquent les poses de diva

A une époque où toutes nos expériences ne semblent vécues que si elles sont médiatisées par nos téléphones portables, où le réel ne s'envisage que pixelisé, Adele intègre les codes d'un imaginaire qui se partage en stories mais elle réaffirme aussi la nécessité de la présence physique. Ce concert, même s'il se goûte beaucoup via sa mise en images, vous abandonne avec le sentiment d'avoir participé à une expérience collective de corps rassemblés pour comprendre ce que nous avons en commun.

Miroirs brisés

Ce n'est pas un méga-concert de plus, ce n'est pas la grandiloquence qui reste, mais la petite musique brûlante d'une pop star capable de parler à chacun comme s'il était seul. On ne sait pas bien encore quand Adele reviendra, ou même si elle reviendra, mais cette série munichoise restera comme le mètre-étalon de ce que peut faire un concert géant lorsqu'il est pensé à taille humaine.

Dans les miroirs brisés qui recouvrent la robe d'Adèle, on se voit. ▬

«La raison d'être de mon projet pourrait se résumer à une citation de l'historien Pierre Nora: «Les mémoires divisent, l'Histoire rassemble»


(LULLIN, FRANCE, 28 JUIN 2024/DAVID WAGNIÈRES POUR LE TEMPS)

PROFIL

1984 Naissance à Thonon.

2007 Devient enseignante au lycée en Haute-Savoie.

2018 Obtient son titre à la Haute Ecole pédagogique du canton de Vaud.

2021 Premier tome de la collection «Histoire de Genève et de sa région».

2024 Sortie du tome 3 de la collection, qui évoquera Rodolphe III.

Les traits du Grand Genève

LYDIE MEYNET

La dessinatrice haut-savoyarde réalise des albums ludiques sur l'histoire du Grand Genève, un territoire qu'elle incarne par son histoire personnelle

VINCENT MALAGUTI

Les traits de son visage sont cachés par une mèche de cheveux. Quand Lydie Meynet la déplace, dévoilant ainsi ses yeux couleur miel, c'est souvent pour vous faire voyager dans l'histoire. La grande, tout d'abord. Celle qu'elle a transmise en tant qu'enseignante, des deux côtés de la frontière, pendant plusieurs années. Mais rapidement, elle l'allie à la plus petite, celle de son territoire.

D'autres fois, elle la décale pour visualiser sa boîte de Caran d'Ache, et trouver un crayon précis. Avec eux, la Chablaisienne réalise les traits et les textes de la collection «Histoire de Genève et de sa région», dans son atelier à Lullin. Ces albums illustrés content l'histoire du territoire transfrontalier. Ils sont publiés aux Editions Futur Antérieur, en plus d'être distribués dans les écoles du Grand Genève.

Un personnage bien vivant

Au fil des pages, le lecteur suit les découvertes d'une jeune archéologue, Geneviève, prénom choisi en clin d'œil à la Cité de Calvin, en quête des traces laissées par les hommes sur le bassin de vie franco-suisse. La petite fille n'a qu'une envie: transmettre ses connaissances et ses découvertes. La série est prévue en six volumes, le troisième tome paraîtra à la fin de l'année.

Mais rapidement, Lydie Meynet s'épanche sur une autre histoire, inconnue de beaucoup de ses lecteurs: la sienne. La frontière entre la réalité et la fiction saute, en quelques mots. Geneviève n'est autre que le troisième prénom de cette illustratrice souriante, dont la famille est attestée sur le territoire transfrontalier depuis «au moins le XVe siècle». Ce goût pour l'histoire et la transmission des savoirs, elle le tient de son père. C'est en plongeant et en creusant dans le passé qu'elle s'est passionnée pour l'illustration, en développant un fort intérêt pour les cartes postales anciennes, l'héraldique (l'étude des armoiries) et les enluminures médiévales. Plus tard, elle se met à dessiner dans les marges de ses cahiers d'école. Une activité qu'elle confesse avoir continuée en tant qu'enseignante.

Puis, en 2018, elle se rend compte de la manière dont le dessin peut servir à transmettre l'Histoire. Alors qu'elle est en poste dans une école à Lausanne, elle a été amenée à enseigner la Renaissance à une classe très cosmopolite. «Aucun élève n'était de nationalité suisse et ils venaient des quatre coins du monde. Comment alors les intéresser à cette étude si éloignée de leur culture?» s'interroge-t-elle. Elle décide alors de leur montrer le tableau *La Pêche miraculeuse* de Konrad Witz, sur lequel beaucoup ont reconnu le lac Léman. «Je les ai tout à coup sentis impliqués.» Et l'idée de sa série de livre commence à germer dans sa tête.

En 2023, après avoir réalisé les deux premiers tomes en parallèle de son travail, elle tire un trait sur sa profession d'enseignante pour se consacrer au dessin. Mais elle ne délaisse pas l'histoire. C'est toujours dans le passé qu'elle puise son inspiration. Un éternel voyage dans le temps qui la ramène souvent à son enfance et à son identité. Chaque album lui ouvre les portes d'un nouvel univers, qu'il soit graphique ou historique. Son travail actuel consiste à créer des dessins originaux pour illustrer le récit et coller à l'univers graphique de l'époque. Son ambition: «inventer, composer, moderniser, tout en se conformant aux codes esthétiques», pour donner aux lecteurs l'impression d'avoir un livre d'époque entre les mains. Et, comme Geneviève, elle ne veut jamais cesser d'apprendre et de découvrir pour transmettre: «Au fond, je me sens comme une artisane du dessin et une éternelle apprentie historienne.»

Eveiller l'intérêt pour le patrimoine de proximité

Son objectif: mettre en avant la réalité culturelle et historique méconnue du bassin de vie transfrontalier. «Finalement, le seul événement commun que l'on retient de ce territoire, c'est l'Escalade», dit-elle. Lydie Meynet souhaite donner accès à l'histoire locale aux jeunes générations, qu'elle soit suisse ou française, pour éveiller leur intérêt pour le patrimoine de proximité et son histoire souvent méconnue, car peu enseignée. «La raison d'être de mon projet pourrait se résumer à une citation de l'historien Pierre Nora: «Les mémoires divisent, l'Histoire rassemble», souligne la Française. Et pour voir si son travail est réussi, la dessinatrice peut compter sur une première lectrice fidèle depuis ses débuts: sa fille.

Quand elle raconte son histoire, et celle de ses livres, Lydie Meynet s'excuse souvent de ses monologues. Mais au fond, on peut lui pardonner. En nous faisant voyager dans le temps à ses côtés, elle démontre que Confucius avait peut-être tort en disant qu'une image vaut mille mots. Avec Lydie Meynet, cela ne fonctionne pas vraiment: mille mots n'équivalent pas à l'intelligibilité de l'un de ses traits. Et face à l'illustratrice, on réalise que les vrais traits du Grand Genève ne se trouvent pas seulement dans les pages, mais aussi sous nos yeux. Ils apparaissent quand elle déplace quelques cheveux noirs. ■

Un jour, une idée

La Vaudaire, nouvelle pépite lacustre à Vidy


(ETIENNE AUBIN/LA VAUDAIRE)

ÉMILIE VEILLON

Dans le paysage des offres gourmandes pieds dans l'eau de la capitale vaudoise, moult guinguettes branchées se partagent le monopole des boissons artisanales et des grillades dégustées à table ou sur sa serviette. Mais il manquait encore un lieu à même de réunir le dépaysement d'une plage à une carte plus bistronomique. Le nouveau souffle de La Vaudaire, en hommage au célèbre vent du Léman, vient donc à point nommé.

Reprise par la restauratrice à succès Jasmine Gfeller (Un Po'Di Più, La Parada) et le Fine Artisans Group (notamment derrière L'Appart et le Lausanne Cocktail Club), cette ancienne buvette appartenant à la ville, située entre la plage de sable de Vidy et une place de jeux en bois, célèbre le terroir lacustre. Le décor aux allures de poissonnerie branchée, avec barque en bois au plafond, parasols bleu et blanc et mobilier chiné a été imaginé par l'entrepreneuse.

Côté carte, le chef Sébastien Rauch met en valeur le travail du pêcheur Serge Guidoux, basé à Ouchy, tout en se permettant quelques pas de côté. On découvre par exemple un tartare de poisson du jour garni d'œufs de saumon, de roquette wasabi et de *jalapeños*, des filets de perche au beurre blanc et citron noir plutôt que la traditionnelle sauce tartare, mais aussi un *lobster roll* revisité, pain brioché farci d'écrevisses et mayonnaise pimentée – les carapaces sont utilisées pour concocter une bisque. «Nous proposons également des filets de perche d'Irlande, au prix plus bas, ainsi que du saumon des Grisons. L'idée est de laisser le choix aux clients», note Jasmine Gfeller.

A noter aussi que deux plats carnés valent un détour rural: le tataki d'entrecôte de bœuf, marinée au miso bio de Nyon, et le poulet du pays rôti, demi ou entier, servi avec son jus et accompagné de pommes grenailles, avec en supplément une sauce teriyaki ou béarnaise à choix. Les boissons n'ont rien à envier aux guinguettes voisines, avec des vins locaux et des boissons faites maison, entre autres, une limonade rosée garnie d'agrumes et herbes aromatiques. Avec une ouverture prévue toute l'année, le restaurant planche déjà sur une carte plus automnale, choucroute de poissons en tête. ■

La Vaudaire, chemin du Camping 7, Lausanne. Ouvert du mercredi au dimanche, de 10h à 24h. Tél 021 512 41 11, www.lavaudaire.com